

BURUJABE



Reprendre possession de nos vies

BURUJABE

Reprendre possession de nos vies

En langue basque, Buru (Tête, personnalité) Jabe (Maître, propriétaire)

Avant-propos :

Nous avons entamé, depuis début 2018, un travail au sein de Bizi! pour mettre sur le papier un projet de territoire souverain, soutenable et solidaire. Nous pensons qu'il pourrait être un apport utile au débat général : en Pays Basque bien sûr mais également pour tous les territoires voulant engager une métamorphose sociale et écologique. C'est un apport théorique, forcément différent et plus complexe que les textes que nous éditons habituellement.

Nous voulions rédiger un projet global nous servant de boussole dans nos engagements quotidiens, au sein de Bizi! et des diverses instances auquel notre mouvement participe. Ce projet doit aider à orienter et donner une lisibilité globale à nos actions et campagnes.

Le document que vous avez entre les mains est le premier fruit de ce travail. Il ne s'agit pas pour nous d'un aboutissement mais d'une base de départ. Nous sommes pleinement conscients qu'il est incomplet et qu'il ne résout pas un certain nombre de questions.

Notre travail, nos réflexions et nos débats sur le sujet vont se poursuivre, et s'enrichiront des remarques, retours, critiques et propositions que vous pourrez nous adresser. N'hésitez donc pas à nous écrire et à commenter ce premier texte.

Nous avons tenté ici de commencer humblement à dessiner les chemins de transition pour avancer vers Euskal Herria Burujabe ; vers un Pays Basque souverain, soutenable et solidaire.

A une époque où le mot souverain est utilisé tant par les mouvements partisans d'une souveraineté alimentaire solidaire des populations les plus vulnérables, que par les forces réactionnaires prônant un repli sur soi égoïste et irréaliste, vous trouverez une première partie intitulée «Reprendre possession de nos vies» ayant vocation à clarifier le sens que nous donnons à ce concept. Face à la globalisation capitaliste détruisant tout sur son passage, nous voulons remettre les pieds sur nos territoires, seule approche capable selon nous de répondre efficacement aux grands enjeux planétaires de notre siècle.

Bizi! étant implantée et travaillant au quotidien en Pays Basque nord, il ne sera pas étonnant de trouver des références plus détaillées sur cette partie d'Euskal Herria, même si ce document concerne le Pays Basque dans son ensemble.

Bonne lecture !

Le 20 septembre 2018

La Coordination de Bizi !

(Contact : info@bizimugi.eu)

Reprendre possession de nos vies

A- Un système hors-sol

Les illusions de progrès que promettait le capitalisme globalisé se sont envolées. Après quelques décennies d'industrialisation massive de nos sociétés, dont nous commençons à payer le prix humain et écologique, nous nous rendons compte que les nouvelles générations vivront moins bien que leurs parents¹ : elles travailleront plus durement pour gagner moins, développent des cancers de plus en plus jeunes², ont de plus en plus de mal à se loger et à trouver leur place dans un système qui en laisse de moins en moins. L'économie les force à déménager au gré des emplois précaires, quand ils en trouvent. La pauvreté recommence à s'étendre tandis que s'accroissent la fortune des plus riches, et les maladies liées à la pollution de l'air et de l'eau, ainsi qu'à la pauvreté (tuberculose, scorbut³). Plus récemment nous avons commencé à voir le climat devenir plus chaotique, multipliant sécheresses, pluies torrentielles ou canicules. Et là où les conditions minimales d'une vie digne ont été détruites, des centaines de milliers de personnes fuient et beaucoup tentent de s'exiler vers nos latitudes. Beaucoup d'entre eux perdent leur vie à nos portes dans ce périple injuste et inhumain, tandis qu'on entend plus souvent parler du coût supposé de leur accueil que de celui de l'évasion fiscale.

La tyrannie de la croissance

Ce système n'a qu'une seule boussole : la croissance. Y sont incluses l'extraction de carbone fossile, et l'essentiel des activités dont les effets collatéraux, proches et lointains, sont la pollution, les maladies et la mort. Ce qui détruit la vie est comptabilisé comme positif. En revanche l'essentiel de ce qui régénère la vie est ignoré, piétiné, pour la seule raison que ce n'est pas chiffrable : le soleil qui fournit toute l'énergie du vivant, la pluie qui irrigue, l'air sain qu'on respire, les forêts qui tempèrent le climat en plus de fournir de quoi construire et chauffer nos maisons, la photosynthèse des plantes qui nous nourrissent et nous habillent, les insectes qui les aident à se reproduire, les animaux et champignons du sol qui en assurent la fertilité. Quant à ce qui est chiffrable, la même logique marchande s'y étend : marché du carbone, brevetage des génomes, financiarisation de la nature...

Les limites des ressources naturelles présentes en quantité finie sur la planète, qu'il s'agisse des minerais ou des combustibles fossiles, du rythme de régénération des ressources renouvelables, ou de la capacité d'absorption de nos déchets par la biosphère, sont ignorées. On a oublié tous les écosystèmes qui, à travers des millions d'années d'évolution, ont développé un fonctionnement résilient, utilisant au mieux l'énergie et l'eau, et ne produisant aucun déchet. On en vient à croire que la vie est une combinaison de machines qu'on peut sans cesse améliorer. Transgénèse, transhumanisme, bio-ingénierie et géo-ingénierie dessinent un monde entièrement industrialisé, où tout ce qui ne répond pas à cet impératif d'augmenter et de calibrer, tout ce qui est imprévu, imparfait, différent, n'a plus de place. Pendant que nous nous obstinons à ne pas comprendre que nous sommes une des espèces qui composent la biosphère et que notre survie en dépend, nous causons

1 Cette tendance récente commence à être documentée et reconnue au niveau institutionnel
<https://www.tdg.ch/vivre/societe/jeunes-vivront-parents/story/30886217>
https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/09/22/temps-de-travail-chomage-precarite-ce-qui-a-change-en-une-generation_5189897_4355770.html#huit-anchor-le-temps-de-travail-
https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-de-niveau-de-vie-selon-l-age?id_theme=21

2 <https://www.francesoir.fr/societe-sante/cancer-hausse-inquietante-dans-plusieurs-tranches-d-age-notamment-chez-les-jeunes>
http://www.artca.info/fr/prevention/prevention-environnementale/l-origine-environnementale-des-cancers_000126.html

3 «Les maladies d'autrefois font leur retour» <https://www.france24.com/fr/20180829-france-maladies-vaccins-rougeole-tuberculose-gale-scorbut-retour>

la sixième grande extinction de la biodiversité, nos champs et nos forêts se vident peu à peu des insectes et oiseaux qui y survivent encore, les vers de terre – première biomasse animale terrestre et garants d’une production alimentaire durable – ont perdu en sept décennies de l’ordre de 90 % de leur biomasse dans les champs cultivés⁴.

Cette même attitude s’applique à nos vies, qui doivent être également calibrées et boostées, dès l’enfance : performance scolaire, comportement conforme, efficacité au travail, condition physique *au top*, succès relationnel et financier. Non seulement on finit par se traiter soi-même comme un robot, mais on doit prouver aux autres qu’on réussit, qu’on mène une vie enviable. Là aussi, l’imparfait, le différent, le non-conforme, la faiblesse, la maladie, la vieillesse, la non-réussite, doivent être vite rectifiés, ou sinon cachés. On en vient à mépriser tous ceux qui ne sont pas productifs dans l’économie, et à craindre pour sa survie lorsqu’on n’est pas soi-même assez productif.

Une société déshumanisée

L’omniprésence de ces logiques de rentabilité et de concurrence fait oublier de plus en plus qu’il existe des rapports coopératifs non basés sur la compétition, sur l’éviction du non-conforme, et qui ne se vendent pas. Élever et éduquer les enfants, s’entraider entre proches ou entre voisins, fournir des soins à ceux qui sont âgés ou malades... ces actes sont la base de ce qui fait que nous pouvons vivre ensemble dignement et non comme adversaires ou ennemis. Ces actes nécessaires et vitaux, qui actuellement sont majoritairement à la charge des femmes dans la sphère domestique, sont parmi les moins considérés. Pourtant, ce travail de soin est indispensable à la reproduction et au maintien de la vie, car nous sommes des êtres vulnérables et interdépendants. Nous avons besoin des soins et du temps que d’autres personnes nous dédient tout au long de nos vies (dans l’enfance, la vieillesse, la maladie ou d’autres situations de dépendance). Lorsque ces liens de soin et d’entraide disparaissent, la société ne peut plus fonctionner. Ces rapports humains et sociaux sont également réticents à la marchandisation : là où ils se défont, des substituts payants ne parviennent pas à réellement les remplacer. De même que là où existent des biens communs, la privatisation se fait toujours au détriment des usagers, qu’il s’agisse de l’eau, des terres communales, de logement collectif, d’énergie, ou de services publics.

On oublie aussi qu’on peut vivre et décider collectivement, autour de nous, dans notre quartier ou notre commune. Les organes de décision s’éloignent de plus en plus de nous, ils nous échappent. On ne sait plus pourquoi on vote. «L’opinion publique” ne sait plus quoi penser, entre discours médiatique hégémonique et sentiment diffus de défiance. Oubliant le débat démocratique, perdant le sens de la collectivité, et perdant notre mémoire collective, nous devenons des individus interchangeables, sans racines et sans horizon, perdant notre humanité en même temps que la faculté de comprendre l’humanité d’autrui.

L’impossible fuite en avant

Pendant que disparaissent les repères et les structures sociales qui nous permettaient de comprendre le monde et qui lui donnaient sens, que se multiplient les sollicitations de la société de consommation et les injonctions à travailler toujours plus, les inégalités de richesse augmentent de façon effrayante. Une minorité s’enrichit des fruits du travail des autres (de plus en plus précaire et mal payé), de leurs loyers (de plus en plus chers et excluants) et des spéculations boursières. Le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde a aujourd’hui dépassé celui des 99 % restants, au sein desquels les inégalités sont également en augmentation. Ce sont, de plus, les populations les plus démunies (femmes, pauvres, pays du Sud) qui sont les premières victimes du terrible impact écologique de la globalisation, alors qu’elles en sont les moins responsables et ont les moyens les plus

4 Marcel Bouché, des vers de terre et des hommes, 2017, Actes Sud

faibles pour s'y adapter. Les alertes lancées en 1972 au Club de Rome⁵ sur les limites de la croissance se révèlent de plus en plus exactes.

Le dérèglement climatique continue à s'accélérer et à s'aggraver dangereusement. L'Accord de Paris adopté lors de la COP21 par tous les États de la planète se donne comme objectif de contenir le réchauffement en dessous de 2°C voire de 1,5°C, afin d'éviter les seuils irréversibles d'emballement du climat. Pourtant, les engagements «volontaires» pris en 2015, dans la perspective de cette COP21, par les États de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, nous conduisent tout droit à un réchauffement de +3,5°C d'ici la fin du siècle, et cela à condition que ces promesses soient respectées à 100 %. Sans une action rapide et massive, nous mettons en danger les conditions d'une vie décente sur Terre. Cela concerne directement la totalité des enfants d'aujourd'hui et le monde dans lequel ils vivront.

Les dérèglements climatiques sont la conséquence directe des émissions de gaz à effet de serre d'un système économique qui pille et gaspille les ressources, notamment celles de pays du Sud pour alimenter le train de vie insoutenable des plus riches. Chez ceux qui se considèrent comme le centre du monde (pays riches et quartiers riches des mégapoles), des millions de voitures roulent, 18 % de la production alimentaire est gaspillée⁶, et des montagnes de déchets sont produites tous les jours, au prix de la faim et de la pollution dans les périphéries qui font rarement la une des médias.

Ce modèle économique est arrivé au point où il rend progressivement impossible la régénération de la vie. Il nous dépossède des conditions de nos vies (climat, terre, eau, air, logement, alimentation, énergie, histoire, socialisation). Celles-ci sont pour partie d'entre elles pseudo-remplacées par des substituts payants, pour d'autres simplement détruites et ignorées. Pourtant, nos dirigeants prétendent poursuivre une croissance dont ils savent au fond qu'elle n'existera plus⁷. En pratique, tout se passe comme s'ils avaient fait le choix implicite d'éliminer les plus pauvres. Dans une telle vision, la stratégie pour qu'une minorité puisse continuer à s'enrichir sur le dos de la biosphère et de la majorité de la société est d'essayer de constitutionnaliser les droits des entreprises et du capital. L'extension du pouvoir des grandes firmes se base sur la primauté de ces droits par rapport aux droits humains, environnementaux, sociaux et économiques. Face à des accords non contraignants comme celui de la COP21, les traités de nouvelle génération (TTIP, CETA, accord UE- Japon, UE-Mercosur ...) sont de vraies camisolles de force pour défendre les intérêts du capital.

Ce système n'étant évidemment pas satisfaisant - sauf pour une petite minorité qui croit qu'elle pourra se sauver seule -, de nombreuses personnes souhaitent revenir au monde "d'avant" et à ses frontières, animées par la nostalgie d'une vie plus prospère, moins compliquée et moins menaçante. Mais elles sont à la recherche d'un monde qui ne pourra plus exister. Le retour au passé n'est pas une réponse valable aux défis humains et climatiques de ce siècle.

Nous nous situons en dehors de cette opposition piègeuse entre globalisation d'un côté et repli sur soi de l'autre, car aucune des deux voies n'est physiquement réaliste, ni

5 Groupe de réflexion réunissant scientifiques, économistes, fonctionnaires nationaux et internationaux, et industriels de 52 pays, préoccupés par les problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement. <http://www.clubofrome.org>

6 ADEME, Pertes et gaspillages alimentaires : l'état des lieux et leur gestion par étapes de la chaîne alimentaire, 2016

7 Dennis Meadows : «**La croissance mondiale va s'arrêter**» https://www.lemonde.fr/planete/article/2012/05/25/la-croissance-mondiale-va-s-arreter_1707352_3244.html (consulté le 02/09/2018)
Voir également http://www.sd-commission.org.uk/publications/downloads/prosperity_without_growth_report.pdf (consulté le 02/09/2018)
et <https://www.les-crises.fr/previsions-de-croissance/> (consulté le 02/09/2018)

écologiquement soutenable, ni socialement juste. Le monde que nous avons commencé à construire s'inscrit dans la réalité de la biosphère, et dans des rapports justes et solidaires entre personnes et entre peuples.

B- Notre objectif : un territoire souverain, soutenable et solidaire

Pour que toutes et tous puissent aspirer à une vie digne, il est urgent de changer de logique. Reprendre possession des conditions de nos vies est une nécessité absolue, en premier lieu pour celles et ceux d'entre nous que le système économique menace le plus : sans-abris, mères isolées, personnes handicapées, personnes âgées, chômeurs en fin de droits, migrants, travailleurs pauvres, personnes dépourvues du capital culturel et technique devenu indispensable à la survie économique.

Reprise de possession des conditions de nos vies

Les conditions de nos vies n'ont pas de frontières, à commencer par le climat, dont tout le reste dépend. Les conditions de nos vies sont autour de nous, chez nous, en nous, elles sont notre territoire. Nous devons les défendre, les renforcer, pour construire aujourd'hui des territoires capables de nous accueillir et de nous nourrir toutes et tous, ainsi que celles et ceux qui nous succéderont. C'est cette reprise de possession des conditions de nos vies que nous appelons souveraineté.

Nous aspirons à vivre sur un territoire connecté avec son sol et avec l'atmosphère, solidaire avec ses voisins, et où la préservation de la vie reviendra au centre des priorités. Un territoire sobre qui s'inscrit dans les limites de ses ressources et qui cesse de contribuer au changement climatique, à la destruction de la biodiversité et à la pollution générale. Un territoire à échelle humaine, qui construit les souverainetés nécessaires pour assurer les conditions de vie de toutes et tous, dans les liens d'interdépendance qui nous unissent et qui nous lient à notre territoire. Un territoire dont la société garantisse l'équité entre femmes et hommes, qui place au centre les besoins des personnes, et où la communauté se fait garante du bien-être et du soin aux personnes, en reconnaissant le travail que cela implique et en dépassant l'actuelle division sexuelle du travail⁸.

Ces aspirations universelles se concrétiseront en prenant en compte la pluralité des territoires et de leurs spécificités sociales, écologiques, économiques et culturelles. Nous reprendrons possession des conditions de nos vies selon des modalités adaptées à chaque bassin de vie, qui s'inspireront et se renforceront mutuellement.

Des souverainetés à reconquérir

En tant qu'habitants d'Euskal Herria⁹, investis dans ses luttes sociales, écologiques et culturelles, c'est tout naturellement ce cadre territorial que nous avons choisi pour proposer ces pistes pour la reconquête de nos souverainetés.

- Souveraineté alimentaire : rendre l'agriculture d'Euskal Herria apte à nourrir sa population et résiliente face aux aléas climatiques actuels et à venir, mettre un terme à l'artificialisation des sols, réparer les sols agricoles abîmés, réaffecter des espaces

⁸ Silvia Federici, « Caliban et la Sorcière », Entremonde, 2014
voir également Johannes Voegelé, *Le côté obscur du capital. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité* <http://www.palim-psao.fr/2017/10/le-cote-obscur-du-capital-masculinite-et-feminite-comme-piliers-de-la-modernite-par-johannes-voegele.html>

⁹ Pays Basque. Nous faisons également référence dans ce texte à Iparralde (les trois provinces du Labourd, Basse-Navarre et Soule situées sur l'Etat français) et à Hegoalde (les quatre provinces d'Alaba, Gipuzkoa, Biscaye et Navarre situées sur l'Etat espagnol).

périurbains à la production alimentaire, reconnecter production et consommation de la façon la plus directe et robuste possible, développer des modèles agricoles nettement plus sobres en énergie et en intrants, refaire du foncier et de l'eau des biens communs.

- Souveraineté énergétique : redéfinir nos besoins vers plus de sobriété et d'équité, et décider ensemble les modalités de production, de distribution et d'usage de l'énergie, qui devra provenir principalement du soleil, du vent, de la biomasse et des rivières d'Euskal Herria.
- Souveraineté résidentielle : faire valoir un droit à un habitat digne et accessible qui passe avant le droit d'en avoir deux, un droit de décider d'un système de propriété et de construction sobre et efficace dans son usage de l'espace et de l'énergie. Le logement n'est pas un bien de spéculation ou d'investissement rentier, mais a une fonction sociale, qui doit régir sa régulation.
- Souveraineté économique : réorienter le système productif vers un modèle assurant une transition écologique, sociale, féministe et démocratique et permettant l'épanouissement des personnes ; reconnaître et mieux répartir l'activité de soin – à l'heure actuelle essentiellement assumé par les femmes – ; abandonner graduellement les productions néfastes où à obsolescence programmée, recentrer sur les biens utiles et définir ensemble les besoins essentiels au bien-être de la société et trouver un moyen soutenable de les remplir. Nous avons déjà besoin de l'équivalent de 1,7 planète comme la Terre pour subvenir à nos besoins ; produire davantage et à moindre coût n'est donc pas une solution. Il s'agit de réorienter la production et de s'appuyer sur la relocalisation et le partage des richesses. Cette transition doit se baser sur la réduction ou l'élimination des secteurs néfastes, et au contraire une forte augmentation des secteurs qui répondent à ces critères.
- Souveraineté du travail : reprendre en mains l'organisation du travail, le sens du travail et les choix de production et d'investissements dans la perspective d'un territoire solidaire et soutenable, et non pour la maximisation du taux de profit des actionnaires. Remettre au centre du débat la finalité du travail et de la production, et le partage du temps de travail. Rendre possible et encourager l'autoproduction associative par le biais d'ateliers.
- Souveraineté sur nos corps et nos sexualités, garantissant une vie libre de violences machistes.
- Souveraineté sociale : à l'heure où la société s'atomise de plus en plus, il s'agit de reconstituer des communautés larges qui soient source de sécurité et à même d'assurer le minimum matériel et social d'une vie digne. À l'heure où les structures étatiques dérivent de plus en plus ouvertement vers une guerre aux pauvres (réduction des minimas sociaux et de l'aide au logement, flicage des chômeurs, radiations abusives, suppression des services publics dans les zones dites périphériques), il est urgent de reconstruire une sécurité mutuelle.
- Souveraineté culturelle : la mémoire collective, la réappropriation de nos langues, de notre Histoire (celle qui n'a pas été écrite par les vainqueurs) tout comme son invention continue par toutes et tous aujourd'hui et demain, sont les garantes d'un peuple résilient, capable de faire face collectivement à des difficultés, dont les usages (entraide entre proches et voisins, fêtes, créations, initiatives collectives faisant vivre les villages et les quartiers...) ne seront pas remplacés par de l'ersatz payant. Elles sont aussi les garantes d'un peuple ouvert : plus nous savons qui nous sommes, plus nous éprouvons le sens de ce qui nous lie, plus nous serons à même d'échanger avec autrui sans crainte. Le fait que certaines identités, pourtant hégémoniques, se sentent menacées de dilution, traduit leur niveau de déracinement et de désorientation dans

un monde où ni la mondialisation ni le retour à des frontières passées ne sont plus d'aucun secours.

- Une souveraineté solidaire : un partage radical du travail et des richesses à l'intérieur de nos territoires. Ce partage sera d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'on aura poussé loin la relocalisation des productions et des consommations, et il sera garant d'une société pacifique et durable.
- Souveraineté ouverte : Au-delà de chaque territoire en particulier, il s'agit de mettre en œuvre des assemblées interterritoriales visant à décider des échanges entre les territoires et à assurer l'accès pour tous, quelle que soient les conditions géographiques, l'accès aux biens essentiels. La solidarité mondiale qu'appelle le changement climatique se réalisera en appuyant la souveraineté des autres territoires du monde et en accueillant celles et ceux qui fuient une zone devenue invivable.

C'est dans cette démarche que s'inscrivent de nombreuses initiatives existant en Euskal Herria, qu'il s'agisse de syndicalisme intégrant la question écologique, d'une chambre d'agriculture hors du moule industriel, de monnaie locale, du mouvement féministe, de coopératives de production d'énergie renouvelable, de solidarité avec les migrants, de circuits courts, de lutte contre les grands projets inutiles imposés, ou plus récemment du mouvement Alternatiba lancé en 2013.

C- Le territoire : la meilleure échelle d'action

Le climat, la terre cultivée et habitée, l'eau et l'air, les lieux de travail, de repos et de création, la nourriture, l'énergie du vent, du soleil, de l'eau et du bois, les liens non marchands, l'Histoire et la culture qui nous ont été transmises et dont nous poursuivons collectivement la construction, tout cela constitue notre territoire.

Remettre les pieds sur terre

Les liens avec tous ces éléments qui nous façonnent ont été soit ignorés, soit réduits à une valeur économique. C'est l'emprise d'une rationalité économique faisant taire tout rapport sensible aux autres et à la Terre, la mise à distance de tout ce qui nous était proche, la dépossession de tout ce à quoi nous appartenions, qui ont permis le développement de cette économie hors sol ne visant que la croissance et la rentabilité financière, ignorant tout ce qui nourrit gratuitement le système et tout ce qui en absorbe les déchets, crachant ses gaz à effet de serre jusqu'à menacer aujourd'hui notre survie.

Il est temps de remettre les pieds sur terre, sur les territoires dont nous sommes partie prenante, pour les faire vivre à la hauteur des enjeux de cette période si cruciale, en régénérant les liens qui ont été abîmés. Ne pas figer nos paysages dans une vision de carte postale d'un monde d'avant la modernité, mais les créer au quotidien, en consolidant leur capacité à accueillir la vie, à accueillir nos vies. Se préparer ensemble et le plus solidement possible aux secousses climatiques à venir, sans les aggraver par l'usage de carbone fossile (pétrole, gaz, charbon).

Un territoire palpable à notre échelle nous donne également une meilleure capacité à gérer la sobriété énergétique, l'aménagement de l'espace, les transports, la gestion des déchets... C'est au niveau local qu'émergent les gisements de sobriété, d'efficacité et d'énergie renouvelables : 50 à 80 % des actions concrètes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et près de 100 % des actions d'adaptation sont conduites au niveau infra-étatique¹⁰.

Un territoire palpable à notre échelle est également un gage de cette sobriété, d'efficacité énergétique et de meilleure équité, à contre-courant des métropoles qui concentrent emplois, richesses et services (au détriment des périphéries laissées à l'abandon), et des transports et grandes infrastructures inutiles qu'elles génèrent.

Défendre chaque territoire du monde

L'attachement à un territoire et à une communauté humaine est indissociable de l'engagement dans des enjeux globaux comme le sont celui du climat, de la biodiversité, des migrants, de la justice sociale, de l'accaparement des ressources des pays pauvres. Nous tenons à ce territoire, nous le défendons, nous n'accepterons pas qu'il soit balayé par des événements climatiques extrêmes sans que nous ayons pu le rendre résilient, qu'il soit pillé, détruit par des guerres, saccagé plus qu'il ne l'est déjà par des grands projets inutiles. De même, nous ne voulons pas contribuer à infliger à d'autres territoires un tel sort.

Prétendre chercher une solution globale au défi climatique est trop souvent une excuse maquillée de bons sentiments qui permet d'alimenter les discussions de salon, mais n'a jusqu'à présent jamais généré d'action cohérente à la hauteur de l'enjeu. Agir à l'échelle des territoires est un objectif sur lequel nous avons prise et qui nous permet de construire ensemble des réponses à des questions universelles. Défendre le monde, ce n'est pas défendre un universel abstrait, c'est défendre chaque territoire du monde et chaque communauté de destin qui l'habite. Ces communautés de destin ont chacune leur vie culturelle propre, leur métissage, et leur façon de construire des réponses aux défis actuels et à venir. Construire un monde commun capable d'abriter et protéger la diversité des mondes est une voie majeure pour assurer la pérennité de la vie sur la Terre, sous toutes ses formes. La monoculture fragilise, la diversité renforce et permet de résister à des chocs violents.

Une solidarité mondiale obligatoire

Pour la première fois de l'histoire de l'humanité se pose un défi à solidarité mondiale obligatoire : le changement climatique. Cette solidarité est portée par notre aspiration à des rapports justes et solidaires entre personnes et entre peuples, mais s'enracine également dans l'expérience que nous faisons, sur nos territoires, de la réalité de la biosphère et des changements qu'elle traverse. Le fait qu'un État se désintéresse de la lutte climatique, ou ne prenne pas sa juste part dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, est une attaque contre la souveraineté de tous les peuples, car cela menace directement la stabilité du climat, la plus basique des conditions de nos vies.

À l'heure où ce changement climatique est sur le point de franchir les seuils d'emballement, un doute s'exprime parfois quant à l'utilité d'agir pour le climat *versus* agir pour la résilience locale de nos territoires. Certains estiment que ces seuils sont franchis, qu'il est trop tard pour changer le système et qu'un effondrement est en cours par manque d'anticipation. Dans cette optique, il faudrait chercher à se préparer à résister aux changements imminents plutôt que de chercher à les éviter. Il s'agit pourtant d'un même combat ! Ce que l'on met en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour rendre nos territoires résilients sont les mêmes choses, qu'il s'agisse de produire notre énergie renouvelable, de régénérer les sols agricoles, de réemployer les biens matériels, d'utiliser une monnaie locale... En pratique il n'y a pas un choix à faire entre les deux, pas d'hésitation à avoir, ces deux options n'en font qu'une.

D- Souverainetés soutenables et solidaires : la mise en œuvre

Notre réflexion s'inscrit dans un territoire concret, que nous défendons et qui nous constitue sur de multiples plans : physiques, culturels, sociaux, affectifs, économiques... Nous le souhaitons souverain, car les territoires palpables, à échelle humaine, sont les meilleurs niveaux d'action pour répondre au double défi climatique (forte réduction des émissions de gaz à effet de serre et développement de la résilience). Nous le souhaitons solidaire, pour que personne n'ait à craindre pour ses besoins de base, pour construire avec ceux que le chaos a chassés de chez eux, et pour contribuer aux souverainetés des autres territoires du monde.

Notre approche entend replacer au centre ce qui régénère et stabilise la vie : les cycles de nos ressources, l'atmosphère et le climat, la santé de nos forêts et de nos eaux, la fertilité durable de nos sols, le travail domestique, l'aménagement sobre et intelligent du territoire et des logements, la vie sociale de nos villages et quartiers, le sentiment de faire partie d'un collectif, le fait d'avoir prise sur ce qui se passe autour de nous.

Nous lançons aujourd'hui une réflexion sur neuf axes, tous interreliés :

- Les alternatives territoriales : quels outils et institutions pour une gestion au plus près des besoins de la population, favorisant la maîtrise par les habitants des conditions de leurs vies.
- Agriculture et ressources naturelles : comment construire une réelle souveraineté alimentaire, durable et résiliente face aux événements climatiques extrêmes à venir.
- Transport et mobilités soutenables : nettement réduire la dépendance à la voiture et au fret routier, réduire les besoins de déplacement et les déplacements contraints.
- Sobriété : mutualiser, réduire les besoins d'achats et la consommation énergétique, repenser l'aménagement du territoire.
- Réemploi, réparation et recyclage : favoriser l'économie circulaire à faible coût énergétique et mettre fin au gaspillage.
- Communs, solidarité et partage : recréer et repenser la gestion des communs, la fiscalité, la politique du logement, impulser la tarification sociale, partager les richesses, multiplier les initiatives citoyennes et institutionnelles et offrir un accueil digne aux migrants, pour une société pacifiée et équitable.
- Une économie féministe qui considère que le travail de soin et de réparation, les activités liées à l'attention vis-à-vis des humains et de la Terre, occupent une place centrale dans un monde et sur une Terre menacés de convulsions graves ; une économie qui remet au centre des activités humaines la vie ainsi que le respect des capacités écologiques du territoire et de la biosphère.
- Relocalisation : vivre et décider au pays, produire et consommer au plus près.
- Énergies renouvelables : pour cesser d'alimenter le changement climatique, réduire nos besoins énergétiques et y répondre par le biais du soleil, du vent, des rivières et du bois.

Ces axes sont interreliés, pas comme des rouages interchangeables d'une machine, mais comme des systèmes, dont les initiatives respectives se renforceront mutuellement si elles sont conçues ensemble.

1. Alternatives territoriales

Attachement à un territoire et engagement dans des enjeux globaux vont de pair. D'une part, car un territoire sur lequel nous avons prise nous donne la meilleure capacité à mettre en place une transition efficace, répondant au triple objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de réduction de la dépendance aux énergies fossiles, et de résilience face aux événements météo extrêmes, tout en donnant au peuple la possibilité d'être plus soudé et d'avoir prise sur les changements mis en œuvre. D'autre part, car la défense du monde passe par la défense de chaque territoire: nous souhaitons que chaque communauté de destin puisse se saisir des enjeux de ce siècle pour construire la résilience de son territoire.

En tant qu'habitants d'Euskal Herria, investis dans ses luttes sociales, écologiques et culturelles, c'est dans ce cadre territorial que s'inscrit notre démarche.

I Perte d'échelle, perte de prise

1) Une vision délocalisée de nous-mêmes

a) Nous avons tendance à considérer "la Nature" et "le climat" comme des abstractions, des choses qui n'inquiètent que les scientifiques et les écologistes, dont on n'entend parler qu'à travers des chiffres, mais qui ne semblent pas nous concerner réellement, comme s'ils étaient situés sur une autre planète, en dehors de notre quotidien, en dehors de nos vies. Une telle vision nous rend impuissants à comprendre les liens de dépendance qui conditionnent nos vies au climat et aux ressources naturelles qui nous entourent. Elle nous rend impuissants à agir intelligemment sur ces liens.

b) Nous avons également tendance à considérer notre territoire comme si nous l'observions depuis un point de vue extérieur: nous avons tendance à faire nôtre le regard qu'on peut porter sur notre territoire depuis Paris, ou depuis Madrid, ou depuis Bruxelles, ou abstraitement depuis l'espace. Depuis ces points de vue nous serons toujours périphériques : le coin touristique du Sud-Ouest avec son folklore ; l'extrémité Nord de la péninsule avec son "problème basque" ; une vague zone du Sud de l'Europe ; une partie indifférente du globe, dans une vision du monde où tout est interchangeable. En adoptant un cadre de pensée formé ailleurs pour décrire notre propre réalité, en laissant de côté la compréhension que nous avons de notre réalité locale, nous réduisons notre capacité à agir au plus près de nos besoins.

2) Centralisme des décisions politiques

Si certaines décisions, comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre, doivent être prises de façon concertée au niveau mondial, pour ce qui concerne spécifiquement notre territoire, le principe de subsidiarité n'est que trop rarement appliqué (voir chapitre relocalisation). De ce fait notre capacité actuelle à répondre à nos besoins au plus près est mince, car nous sommes en très grande partie tributaires de décisions prises loin de nous, souvent inadaptées à nos besoins, que ce soit par refus de principe d'entendre des demandes spécifiques, par pression de grand groupes d'intérêts, ou par simple méconnaissance des dossiers.

3) Globalisation de l'économie

Nous sommes également tributaires d'un cadre économique défini loin de nous, présenté

comme la seule possibilité¹¹, qui nous dépossède de nos souverainetés tout en aggravant le changement climatique : accords de libre-échange et productions délocalisés empêchant les autosuffisances et faisant exploser l'empreinte carbone de nos consommations; favorisation de consommations inutiles ou néfastes; obsolescence programmée, notamment des équipements électroniques; fuite en avant dans l'énergie fossile (gaz de schiste, pétrole off-shore, sables bitumineux).

II Revenir sur Terre, revenir sur le territoire

1) Relocaliser notre vision de nous-mêmes

a) *Revenir au concret.* Les humains ne sont pas des machines abstraites interchangeables, ce sont des êtres biologiques et sociaux. Ils sont vulnérables, interdépendants, et constitués de tous les liens qui les relient à leur milieu et à leur entourage. Ces évidences sont tellement oubliées qu'il n'est pas inutile de les exprimer. C'est dans ce cadre que doivent être comprises la crise climatique et écologique, la question des migrants, l'économie. Cette réalité basique et pourtant trop oubliée est au centre de notre démarche de souveraineté.

b) *Géographie.* Encore trop peu d'entre nous regardent notre territoire comme depuis le milieu du Pays Basque, par exemple depuis le massif d'Andia. Ce point de vue-là nous pouvons pleinement nous l'approprier, et il se situe par ailleurs dans une zone de transition qui nous permet de saisir notre territoire d'une façon plus entière. À l'Est et au Sud d'Andia, c'est le Pays Basque moins peuplé, à dominante rurale (à l'exception de Pampelune), moins industrialisé, au climat d'influence montagnarde ou méditerranéenne. À l'Ouest et au Nord se trouve plus de 70 % de la population du Pays Basque, sur une zone industrialisée de longue date (notamment Gipuzkoa et Bizkaia), au climat océanique, et fortement urbanisée (notamment la côte, de Muskiz à Anglet). Ce schéma ne prétend certainement pas résumer notre géographie, mais il a le mérite de :

- donner un point de vue *intérieur* et *entier* sur notre territoire, au lieu d'un point de vue extérieur où nous nous percevons comme périphériques et fractionnés,

- nous permettre de nous situer sur un territoire à échelle humaine (de l'ordre de 200 km du Nord au Sud et d'Est en Ouest, de l'ordre de 3 millions d'habitants), dont nous sommes plus aisément partie prenante,

- nous permettre de mieux nous saisir de sa diversité (démographique, économique, climatique...) et de ses problématiques pour l'orienter vers une souveraineté soutenable et solidaire.

c) *Histoire.* De même que sa géographie, l'Histoire de notre territoire est méconnue de la plupart de ses habitants, qui en comparaison connaissent bien mieux celles des empires coloniaux français ou espagnol. Outre l'Histoire de nos voisins, il est important de savoir ce qu'il s'est passé au cours des siècles précédents sur le territoire où nous vivons. Et en particulier, de ne pas connaître uniquement l'Histoire des rois mais aussi celle du peuple travailleur, de ses pratiques sociales, agricoles, politiques, culturelles, de ses échanges avec d'autres peuples, de ses migrations. Savoir quels peuples ont traversé et/ou vécu sur notre territoire (romains, berbères, vikings, juifs sépharades, roms), ceux avec qui les marins basques établirent des contacts transocéaniques (algonquins, islandais), savoir aussi qu'un grand nombre de basques, poussés par la pauvreté, ont émigré au XIXème

¹¹ Serge Halimi, "Le Grand Bond en arrière - Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde", Agone, 2004

siècle vers les montagnes rocheuses de l'Amérique du Nord, ou le sud de l'Amérique du Sud (Argentine, Uruguay, Chili).

Connaître l'Histoire de notre territoire nous permet de mieux comprendre et mettre en perspective ses caractéristiques présentes. Sans chercher à figer l'image d'un pays passé qui serait comme derrière une vitrine¹², mais au contraire en nous saisissant pleinement de l'Histoire de ce territoire pour continuer à la construire, à la hauteur des énormes défis de ce siècle.

d) Euskara. Cette relocalisation de notre vision de nous mêmes passe aussi par un ciment culturel commun, dont l'élément le plus basique est notre langue commune, celle présente sur toutes les provinces, qui fait à la fois l'unicité et l'unité d'Euskal Herria: *ez al dakizu euskara dela euskaldun egiten gaituena* (ne sais-tu pas que c'est l'euskara qui fait que nous sommes basques), refrain de la chanson la plus connue du groupe Oskorri. C'est d'ailleurs le groupe dont le public incarne peut-être le mieux le rassemblement et le lien entre les différentes provinces du Pays Basque, qui toutes se reconnaissent dans ses chansons.

La présence d'une telle langue commune est peut-être le meilleur outil pour faire face à l'uniformisation culturelle. De ce fait la vitalité de cette langue dans l'espace public sera bénéfique pour toutes et tous, né(e)s ici ou ailleurs, bascophones ou pas.

Nous avons besoin d'un cadre économique et institutionnel qui favorise un tel rassemblement, qui nourrisse un tel lien, et dont la langue commune, la langue de la vie publique et de l'économie, soit évidemment l'euskara, langue d'échanges de ce territoire où l'on souhaite que les jeunes générations soient au moins bilingues.

2) S'appuyer sur le territoire pour changer de paradigme

Nous devons changer nos habitudes pour réussir la transition écologique. En particulier il faudra (voir aussi le chapitre *Réemploi, réparation et recyclage*) :

a) Nous poser la question de la finalité du travail et de la production. Nous devons définir les besoins essentiels au bien-être de la société et trouver un moyen soutenable de les remplir, et ne pas chercher à créer des besoins artificiels pour générer du profit. Une bonne adéquation entre la production et les besoins réels ne peut se faire qu'au niveau local. Pour ce faire, une concertation de tous les secteurs de la société d'Euskal Herria sera de mise.

b) Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire à faible impact énergétique, ce qui implique une extension de la responsabilité du producteur qui, au lieu de se décharger de toute responsabilité lors de la vente, doit prendre en compte la totalité du cycle de vie de son produit jusqu'à son recyclage. Dès lors, c'est le territoire qui est l'échelle de production pertinente, pour une bonne connaissance et concertation des différentes filières impliquées (réparation, réemploi, recyclage), et pour minimiser les besoins en transport.

3) Relocaliser les décisions politiques et la capacité financière

Du fait de l'histoire mouvementée de notre territoire, il existe à l'heure actuelle

¹² Avant l'époque moderne, nos prédécesseurs ont assimilé dans la tradition basque de nombreux apports linguistiques, agricoles, architecturaux, musicaux etc. sans pour autant craindre de faire disparaître leur pays. Le passage de la modernité a induit une certaine uniformisation des modes de vie et une relative coupure vis à vis des traditions, qui sont partiellement devenues du folklore, auquel on reste sentimentalement attaché mais qui ne s'insère plus dans le quotidien. La reprise en main de notre territoire implique de renouer avec une approche dynamique de l'Histoire, s'insérant dans une continuité longue tout en se modifiant activement dans le présent.

d'importantes inégalités en matière d'autonomie. Sa partie occidentale (la Communauté Autonome du Pays Basque) possède le degré d'autonomie régionale le plus élevé d'Europe, sa partie orientale en revanche possède un degré d'autonomie moindre (Communauté Forale de Navarre) ou dispose d'une structure intercommunale tout juste naissante (Communauté d'Agglomération du Pays Basque). La mise en place d'une souveraineté soutenable et solidaire sur le Pays Basque nécessitera que la partie orientale obtienne un degré d'autonomie (notamment autonomie fiscale) nettement supérieur à celui dont elle dispose à l'heure actuelle, afin de mettre en place des outils cohérents à tous les niveaux, parmi lesquels une banque de développement et des outils de finance éthique.

Une autonomie accrue n'est pas un objectif en soi: elle n'a que peu de valeur si les habitants ne sentent pas partie prenante des décisions et/ou correctement représentés par les élus. Si nous la souhaitons, c'est pour faire avancer notre projet de souveraineté soutenable et solidaire. Des projets comme les Ikastola, Euskal Herriko Laborantza Ganbara, l'Eusko et bien d'autres sont parvenus à s'implanter durant ces dernières décennies malgré des oppositions institutionnelles au départ ; nous souhaitons nous donner les moyens d'en impulser des dizaines d'autres.

III La reprise en main territoriale

1) Démarrer d'en bas

a) *La base de la démocratie: le peuple.* Ce sont les habitantes et habitants d'Euskal Herria qui définiront son destin. C'est volontairement que nous n'essayons pas de détailler ici le type d'institutions dont se doterait notre territoire, d'une part car c'est le peuple lui-même qui doit s'emparer de cette question, d'autre part car il ne s'agit pas de placer la charrue avant les bœufs: du fait de l'histoire récente et du découpage administratif du Pays Basque, de nombreuses connexions sociales et culturelles qui existaient encore entre nos différentes provinces au début du XXème siècle sont à rétablir¹³, afin de retrouver ce point de vue *intérieur* et *entier* sur notre territoire. Ce n'est que lorsque ce point de vue sera suffisamment chose commune que nous pourrons débattre de la ou des forme(s) institutionnelle(s) englobant le territoire.

b) *L'échelle communale:* Si nous avons besoin d'institutions englobant le territoire pour accompagner ce projet, l'essentiel de celui-ci n'existera qu'en étant impulsé par la base, par la vie de village ou de quartier, les assemblées locales, les conseils municipaux. L'échelle communale est celle qui s'impose pour une réelle transformation sociale, car c'est l'échelle où peut réellement s'exercer la démocratie, l'échelle où se perçoivent de la façon la plus immédiate notre territoire et ses enjeux, l'échelle où nous avons le mieux prise sur l'organisation de la vie collective.

c) *Confédérer les municipalités :* Outre la mise en place de politiques de transition écologique et sociale au niveau communal, la confédération de municipalités permettra de se saisir des enjeux de ce siècle, et, au-delà des frontières étatiques, permettra réellement de *défendre chaque partie du monde*¹⁴.

2) Les communaux

La privatisation des communaux (l'ensemble des biens appartenant en commun à une communauté) a participé à la mise en place de l'économie moderne, qui a amené à la situation que l'on sait. La réinstauration et reprise en main locale de communaux sera une

¹³ Eneko Bidegain: "Lurralde eta Herria", Pamiela, 2018

¹⁴ Jonathan Durand Folco, À nous la ville! Traité de municipalisme, Éditions Écosociété, 2017

des clés d'une souveraineté soutenable et solidaire. Parmi de nombreux exemples nous pouvons mentionner :

a) Remunicipaliser la gestion de l'eau, y appliquer une tarification graduelle et sociale : assurer la gratuité des premiers m³ pour répondre aux besoins de base, et renchérir fortement l'usage au delà d'un certain seuil (voir chapitre Communs, solidarité et partage).

b) Usage de terrains communaux pour l'implantation d'une agriculture soutenable et la gestion de forêts résilientes. Il est indispensable que la préservation du foncier nourricier et forestier puisse se faire dans une optique de production de proximité (voir chapitre agriculture), pour contribuer à une meilleure conscience de ses enjeux.

c) Mettre les bâtiments municipaux au service des besoins de la population : hébergements d'urgence, logement pour les plus démunis, activités coopératives, soin aux personnes dépendantes, assemblées locales et éducation populaire.

d) Utiliser les bâtiments municipaux pour la production d'énergie renouvelable, notamment pour les chaufferies municipales (chauffe-eau solaire, bois ou biogaz), le petit éolien et le petit photovoltaïque à usage local. Voir chapitre énergies renouvelables.

3) Resserrer les liens intra-territoriaux

Un territoire qui a été fractionné par l'Histoire entre deux États et trois structures administratives, a besoin d'initiatives qui permettront de resserrer ou retisser les liens sociaux et culturels qui existaient encore il y a quelques décennies, pour favoriser à la fois la relocalisation des activités et la participation à une communauté de destin. Il s'agit donc de ne plus entraver mais au contraire de laisser se développer au niveau communal les initiatives d'échanges par delà la Bidasoa et les cols pyrénéens (commerce, jumelages, scolarité, partage d'expériences de gestion des communaux...) et faire de l'euskara la langue officielle de ces échanges intercommunaux.

4) Outils financiers

La situation actuelle en termes de finances publiques est marquée par la forte disparité d'autonomie fiscale entre les trois entités administratives d'Euskal Herria, disparité qui appelle le développement de l'autonomie fiscale de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et de la Communauté Forale de Navarre.

Mais indépendamment de ces trois entités administratives, il est possible de créer une banque intercommunale de développement pour l'ensemble du Pays Basque, financée par les impôts locaux, pour soutenir la transition écologique et les politiques sociales. Là aussi, la participation citoyenne, dans chaque municipalité, aux prises de décision de cette banque de développement, sera une des clés de son bon fonctionnement.

Enfin, l'expérience de l'Eusko (voir chapitre Relocalisation) en Iparralde depuis 2013 a montré une possibilité de se réapproprier la monnaie. Le soutien de monnaies locales par les municipalités permettra de renforcer les dynamiques de relocalisation.

2. Agriculture, eau, alimentation

L'agriculture se situe à la croisée de nombreuses problématiques actuelles, tant économiques qu'écologiques, d'échelle à la fois planétaire et locale :

- *résilience face aux événements météorologiques extrêmes* (canicules, sécheresse, ou précipitations torrentielles),
- *maîtrise du foncier nourricier*
- *maintien de la fertilité des sols*, de la biodiversité des systèmes agraires
- *emploi durable et maintien d'un tissu social viable* en milieu rural
- *réduction de la dépendance aux énergies fossiles et aux produits de synthèse*
- *approvisionnement des consommateurs locaux* par le biais de circuits relocalisés
- *fixation du carbone atmosphérique* dans les sols, et retour des déchets alimentaires dans le cycle du carbone

Ces différents défis peuvent se résumer par nourrir la population de façon durable et résiliente. La pluri-dimensionnalité de ces défis peut sembler insurmontable à première vue, mais l'agriculture locale paysanne et durable est déjà à l'œuvre sur la quasi-totalité de ces approches.

1 L'agriculture, à la croisée de tous les enjeux

1) Le foncier menacé

La transformation d'une économie vivrière, au cours du XX^{ème} siècle, vers une économie orientée vers le tourisme, l'industrie, le commerce et vers les services à la personne s'est accompagnée d'une énorme pression sur le foncier : abandon de la vocation agricole de nombreuses fermes, hausse des prix du foncier, artificialisation d'anciennes terres agricoles sur la majeure partie du littoral et le long des axes routiers, plans locaux d'urbanisme rendant constructibles des terrains agricoles... Cette politique orientée vers la hausse de la production de valeur a amené à une forte baisse de la souveraineté alimentaire, par disparition progressive du sol fertile, ou détournement de sa vocation vers des activités qui dans leur majorité sont moins cruciales pour le maintien de la vie.

2) Connexion entre producteurs et consommateurs : un chaînon manquant

Des leviers énormes existent quant à la reconnexion entre production et consommation, avant même de modifier les schémas agricoles locaux. A titre d'exemple de l'ordre de 80% de la viande produite en Labourd, Soule et Basse Navarre part à l'exportation, tandis que de l'ordre 80% de la viande consommée sur ces mêmes territoires est importée (source : Euskal Herriko Laborantza Ganbara). Combien de litres d'huile d'olive d'Italie sont vendus à Bayonne, alors qu'il s'en produit en Erribera. Combien de viande du Danemark vendue à Bilbao, tandis que celle de Basse Navarre et de Soule part vers Bordeaux ou Paris. Combien de patates de Picardie dans les supermarchés de la côte du Labourd, tandis que celles d'Araba vont vers Madrid. On pourrait encore allonger cette liste d'exemples.

Cette déconnexion intra-territoriale au profit de connexions plus lointaines et d'échelle plus industrielle, tout comme le recul de la conscience de faire partie d'une même communauté linguistique et culturelle au profit de visions plus étatiques, sont des conséquences de l'histoire mouvementée du XX^{ème} siècle.

3) Déséquilibre des productions

Si le versant méditerranéen du Pays Basque possède une agriculture diversifiée en termes de production (céréales, fruits et légumes, oléagineux), il n'en est pas de même sur son versant atlantique. Dans cette zone vallonnée au climat océanique ou semi-montagnard, la proportion de production animale est excessive. Même en reconnectant cette production à la population locale, elle dépasse les besoins. En revanche il existe une forte carence en productions végétales. Le blé et le maïs à farine, qui étaient encore amplement cultivés jusqu'aux années 1950, ont cédé la place à du maïs fourrager pour la production laitière. Les fermes qui fonctionnaient autrefois en polyculture se sont spécialisées, nous importons désormais massivement nos légumes et nos fruits de la région la plus sèche d'Europe (Almeria) et les pommes qui font notre sagarno viennent en majorité de Normandie, du Limousin ou de Champagne.

4) Fragilité face aux aléas météorologiques

Sur le versant Atlantique du Pays Basque, le maïs fourrager est devenu hégémonique dans certaines zones au cours du XXème siècle, et une grande partie du lait (de vache notamment) est produit sur des systèmes intensifs, fortement dépendants des intrants. Le maïs a ses plus gros besoins en eau sur les mois de juin à août, il a jusqu'à présent trouvé dans notre climat océanique chaud des conditions favorables à sa productivité, mais est particulièrement vulnérable aux étés secs que nous connaissons de plus en plus souvent à l'avenir d'après la plupart des modèles climatiques, et qui commencent déjà à se faire percevoir. L'histoire agricole de notre territoire est pourtant plus diverse, et inspire des possibilités bien plus variées permettant de combiner productivité, résilience, et liens plus étroits avec la forêt et la montagne. En particulier, l'usage de fourrages plus adaptés aux conditions météo difficiles, l'usage plus fréquent d'herbages pour la pâture et le foin, le développement de systèmes agro forestiers, ainsi que la transhumance estivale vers les prairies de montagne, constituent des réponses plus résilientes aux aléas climatiques à venir.

II Souveraineté alimentaire : une agriculture qui prend soin de la population, une population qui prend soin de l'agriculture

Le rôle nourricier de l'agriculture va au-delà de fournir de l'alimentation, elle fournit également un soin aux écosystèmes (garants de la biodiversité et de la fertilité présentes et futures), et maintient un tissu social et du sens culturel. Si le territoire est un outil de transition à la bonne échelle c'est également parce qu'il est vecteur d'un attachement affectif commun. L'agriculture, lorsqu'elle arrive à faire aller de pair le maintien des écosystèmes nourriciers et le maintien de la vie humaine (dans ses dimensions physique, sociale et culturelle), est à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui. Comme le notait déjà l'économiste J.M. Keynes il y a 85 ans, une politique de renforcement de l'autosuffisance nationale ne doit pas être considérée comme un idéal en soi, mais comme le moyen de créer un environnement dans lequel d'autres idéaux pourront être poursuivis commodément et en toute sécurité¹⁵.

1) Produire pour ici

a) Diversifier les productions pour répondre de façon plus complète aux besoins de la population. Évoluer vers une alimentation moins carnée sans porter préjudice aux

15 John Maynard Keynes, "National Self-Sufficiency", *The Yale Review*, 22(4), juin 1933, p. 755-769

éleveurs : manger moins de viande mais de meilleure qualité et payée à son juste prix, et permettre la production de céréales, oléagineux, fruits et légumes pour répondre aux besoins de la population.

b) Relocaliser la chalandise : vendre au plus près par le biais de circuits courts, et vendre sur l'ensemble du Pays Basque avant de vendre à l'extérieur.

2) Acheter local

a) Promouvoir la consommation autogérée : groupements d'achat, les épiceries coopératives, les magasins de producteurs ou comptoirs paysans, les AMAPs.

b) La restauration collective : la (re)mettre en lien avec les producteurs locaux.

c) Subventionner l'agriculture durable à la hauteur de ses besoins, et des enjeux futurs : stabilisation, fertilité et résilience des sols face aux aléas climatiques, viabilité sociale de la ruralité, moindre dépendance aux énergies fossiles, fin de l'usage des engrais et phytosanitaires de synthèse...

3) Préserver collectivement le foncier

Encourager les démarches citoyennes de préservation de la terre nourricière, tout en mettant en place des démarches institutionnelles de préservation de la terre nourricière.

4) Générer de la résilience

a) Accompagner le reboisement des zones de déprise et replanter des haies, en espèces mixtes et pouvant assurer plusieurs fonctions (bois de chauffage, bois d'œuvre, production alimentaire, régénération des sols).

b) Développer les démarches d'agroforesterie auprès des agriculteurs et des municipalités.

c) Favoriser les techniques agricoles structurantes : améliorer biologiquement le sol, augmenter sa teneur totale en carbone, sa biomasse lombricienne et sa capacité de régulation hydrique.

d) Substituer progressivement les cultures, élevages et systèmes peu résilients aux aléas météo (ex : monoculture de maïs pour production laitière) par des alternatives diversifiées et rustiques.

e) Convertir progressivement au bio les exploitations ne l'étant pas encore. Il va de soi qu'une agriculture visant à nourrir sa population de façon durable et résiliente ne saurait rester dépendante d'engrais et produits phytosanitaires de synthèse, dont on réalise aujourd'hui l'ampleur des dégâts humains et écosystémiques, et qui (dans le cas des engrais azotés et phosphorés) seront amenés à se renchérir et à se raréfier.

III La viabilité est dans la proximité

1) Attachement populaire à l'agriculture

Dans le cas d'Iparralde, au fort contraste entre le littoral urbanisé et l'intérieur plus rural, la grande majorité des habitants, qu'ils vivent en montagne ou dans le BAB, sur la côte ou dans l'Amikuze, qu'ils soient nés au Pays Basque ou ailleurs, sont très attachés à l'agriculture locale paysanne et durable, comme le montre le succès grandissant des AMAP, des magasins de producteurs et groupements d'achat, celui du salon annuel

Lurrama, ou la place grandissante de l'agriculture bio, qui a passé en 2018 la barre des 300 fermes certifiées AB en Pays Basque Nord, indiquant clairement une exigence croissante tant de la part des producteurs que des consommateurs. En plus de toutes les dimensions matérielles de production et de maintien des écosystèmes, l'agriculture paysanne revêt ici une dimension symbolique très forte, elle est un pilier de ce qui fait l'attachement des habitants à leur pays, à travers ses paysages, son art de vivre, sa ruralité perçue comme préservatrice de modes de vie à échelle humaine et porteuse d'une dynamique sociale qui transcende sa modeste population, comme en témoigne par exemple le nombre de fêtes de villages qui animent chaque année la Basse Navarre et la Soule, qui ne « pèsent » pourtant que de l'ordre de 40 000 habitants à elles deux.

2) Densifier la vie rurale

a) *La petite échelle* et le caractère familial de nombreuses fermes de la moitié nord du Pays Basque (Soule, Basse Navarre, Labourd, également Nord de la Navarre, Gipuzkoa et Biscaye) s'il fut dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle un handicap économique face à d'autres régions ayant suivi tôt un modèle industriel à faible main d'œuvre, est devenu aujourd'hui un atout de taille. Car entre-temps les conceptions qui prévalaient au XX^{ème} siècle ont montré leurs limites. Les défis auxquels l'agriculture doit faire face aujourd'hui pour nourrir la population de façon durable et résiliente, sont beaucoup mieux à même d'être affrontés par des structures de petite taille (dont plusieurs rapports ont démontré qu'elles sont à la fois les plus productives par surface et les plus résilientes¹⁶) que par les grandes exploitations industrielles.

b) *Le triple avantage des fermes de petite taille* : elles comportent plus d'éléments favorables à la biodiversité et à la résilience (haies, diversité de productions), elles font vivre plus d'actifs par unité de surface, et leur productivité par surface est plus grande. Ces petites fermes ont une meilleure résilience face aux aléas météorologiques (là où une monoculture de grande échelle pourra perdre une grosse partie de son unique production en cas de pépin météo, de maladie ou de parasite), une maîtrise de leurs circuits de commercialisation (là où les grandes exploitations sont captives des prix fixés par la grande distribution, seul acheteur possible pour leurs gros volumes par exploitation) et contribuent à une plus grande densité de population en milieu rural, garante d'un meilleur dynamisme économique et d'un tissu social viable (là où l'exploitant seul sur 200ha contribue malgré lui au dépeuplement des campagnes).

3) Refaire vivre les lotissements périurbains

Jusqu'à une époque pas si lointaine, la production maraîchère se faisait dans des « ceintures vertes » à proximité immédiate des villes. Jusqu'aux années 1950 c'était par exemple le cas d'Anglet qui fournissait les légumes de Bayonne et Biarritz. Aujourd'hui les villes se sont agrandies et étalées sur ces ceintures vertes devenues entre-temps zones pavillonnaires. Si l'artificialisation a eu raison de bon nombre de terres fertiles, il reste malgré tout une proportion importante de terrain engazonné non terrassé, et donc un potentiel productif intéressant.

S'il y a autant de gazon dans les zones pavillonnaires, outre l'effet d'inertie du mimétisme social, c'est parce que leurs propriétaires manquent de temps ou de la santé nécessaire pour la culture potagère. Il faut impérativement les mettre en lien avec d'autres qui souhaiteraient avoir un lopin à cultiver mais habitent en résidence. Pour les professionnels, on peut organiser sur cette même base un système de maraîchage/arboriculture « itinérants » en plusieurs lots, qui s'ils sont suffisamment proches et forment un total s'approchant d'un hectare, peuvent être mis à profit pour la production maraîchère et fruitière.

16 Synthèse par Miguel Altieri (professeur, Univ. Californie Berkeley) : "Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty" <http://beahrselp.berkeley.edu/wp-content/uploads/2010/06/Agroecology-small-farms-and-food-sovereignty1.pdf> (consulté le 30/08/2018)

IV Mise en œuvre pratique

1) Le foncier

Une démarche comme celle portée par Lurzaindia, actuellement portée uniquement par des citoyens, doit, pour être amplifiée et solidifiée, être reprise à leur compte par les trois instances décisionnelles (communauté d'agglomération du Pays Basque, communauté forale de Navarre, communauté autonome du Pays Basque) dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire densifiant l'habitat des villes et bourgs, favorisant et préservant explicitement le foncier agricole.

2) Les arbres, élément indispensable

a) Accompagner les agriculteur et agricultrices souhaitant intégrer des systèmes agroforestiers dans leurs fermes, comme le fait déjà Euskal Herriko Laborantza Ganbara en Soule, Basse Navarre et Labourd. Ces démarches devraient également être reprises à leur compte par les trois instances décisionnelles.

b) Accompagner le développement de filières locales du bois, intégrant tous ses aspects : bois-énergie et matériau, stabilisation des sols, amélioration de la productivité agricole, soutien de la biodiversité, et remplacement progressif des pinèdes monospécifiques.

c) Favoriser le reboisement en espèces variées et plurifonctionnelles, tant dans les forêts communales que privées. Ce besoin se fait sentir plus que jamais à l'heure où les pinèdes de Gipuzkoa et Biscaye sont attaquées massivement par le champignon *Lecanosticta acicola*, qui pose la question de la fragilité des monocultures. Comme exemples d'espèces résilientes plurifonctionnelles et adaptées à un climat qui se réchauffe, nous pouvons mentionner entre autres: le châtaignier (espèce partiellement méditerranéenne produisant du bois de chauffage et d'œuvre, et un aliment de haute valeur nutritionnelle actuellement sous-valorisé), le robinier (espèce pionnière capable d'initier une restauration des sols abîmés, produisant également du bois chauffage et du bois d'œuvre d'extérieur), le noisetier (espèce de bordure forestières valorisable en haies, de croissance rapide et produisant un oléagineux), chêne tauzin (espèce d'origine ibérique intéressante par sa production d'humus et son soutien à l'entomofaune, ainsi que pour son bois de chauffage), saules (arbres têtards en zones plus humides, pour chauffage et amendement agricole), frênes (idem ainsi que bois d'œuvre) etc.

3) Reconnexions entre production et consommation

a) Favoriser au niveau municipal la consommation autogérée : groupements d'achat, épiceries coopératives et espaces communs de transformation/conserverie, par la mise à disposition de locaux et l'accompagnement à la mise en place.

b) L'approvisionnement local de la restauration collective demande également à être favorisé au niveau municipal. Cette pratique qui fait encore figure d'exception doit devenir systématique.

c) Instaurer une taxation proportionnelle aux émissions dues au transport de produits parcourant plus de 500km et ayant leurs équivalents locaux. Cette mesure nécessitera l'harmonisation de l'autonomie fiscale de l'ensemble d'Euskal Herria.

d) Tri à la source des déchets organiques, zones de compostage à froid décentralisées au niveau municipal.

e) Impulser des démarches de certification participative pour les productions labellisées.

4) Diversification des productions

a) *Réduire au strict nécessaire les productions fourragères*, favoriser l'élevage sur parcours non cultivables (ovins transhumants sur les estives, porcs transhumant en forêt)

b) *Accompagner les éleveurs* pour réduire les cheptels bovins et ovins, installer là où le sol le permet du maraîchage à la place du maïs, favoriser l'implantation de cultures fruitières (notamment d'espèces productives aux fruits stockables et transportables localement : pomme, noisette, châtaigne).

c) *Installation de cultures fruitières et de maraîchage* également sur les terrains municipaux non constructibles, pour l'approvisionnement des cantines.

d) *Favoriser la transition* du maïs fourrager vers la culture du blé, à partir de variétés locales rustiques ; ou vers la culture de protéines et de légumineuses, dont on en est actuellement déficitaires tant pour l'alimentation humaine que pour l'alimentation animale (d'où importation de soja).

5) Revitaliser l'espace périurbain

a) *Impulser des comités de quartier* chargés de la réaffectation des grandes pelouses privées en zones de production maraîchère «itinérante» (voir point III-3).

b) *Fournir les particuliers en arbres fruitiers* et éventuellement en volailles (permettant la valorisation de résidus alimentaires), en collaboration avec des conservatoires locaux.

c) *Inciter fiscalement la production domestique* Créer un impôt local pour toute surface engazonnée non nourricière supérieure à 500m². L'accompagner d'une réduction de taxe foncière pour la mise en place d'activités de maraîchage, de production fruitière ou de petit élevage (ex : volaille).

3. Transport et mobilité soutenable

Depuis plus d'un siècle, et à grand renfort de publicités, l'industrie automobile nous serine que l'on n'est rarement aussi maître de son destin que quand on conduit une grosse cylindrée à vive allure. Bien sûr, la voiture a permis un désenclavement des zones les plus rurales d'Euskal Herria et une amélioration significative de la qualité de vie de leurs habitantes et habitants, mais aujourd'hui, le symbole de liberté bat de l'aile et la voiture est de plus en plus perçue pour ce qu'elle est : un symbole de notre servitude. Beaucoup de ménages sont contraints à se ruiner pour ne pas rejoindre la longue liste des exclu.e.s de la mobilité, souvent les plus fragiles d'entre nous. Et ce ne sont pas les seules victimes de l'addiction de notre société à l'automobile et plus généralement aux mobilités fortement émettrices de gaz à effet de serre : le coût environnemental et sanitaire est énorme. Heureusement, nous pouvons nous défaire de cette addiction à condition de nous en donner les moyens. En premier chef, il faut qu'Euskal Herria dispose des moyens institutionnels permettant de remodeler l'organisation de notre territoire afin de réduire drastiquement les besoins de mobilité : intermodalité, urbanisme, fiscalité, maintien des services publics en milieu rural etc. Ce changement de paradigme ne pourra s'opérer qu'à l'échelle du territoire, en s'appuyant sur les multiples initiatives locales, et en proposant un modèle de tourisme moins polluant et moins déstructurant pour la société. Des modes de déplacements faiblement émettrices de gaz à effet de serre devront également être développés sur Euskal Herria, tout en nous méfiant des vieilles publicités relookées de l'industrie automobile : on ne construira pas une mobilité écologiquement et socialement soutenable en s'appuyant seulement sur la voiture électrique ou hybride !

1 L'hyper-mobilité : une liberté ou une aliénation ?

La société d'Euskal Herria, que ce soit dans l'intérieur (Navarre, Soule, Alava) ou dans les zones péri-urbaines, s'est structurée ces dernières années en considérant comme un acquis la mobilité sans limite de ses habitant.e.s. Pour des raisons à la fois sociales, économiques, environnementales et climatiques, ce modèle de société n'est pas soutenable.

1) Un modèle socialement et géographiquement injuste

Se rendre au travail, accéder aux services et aux commerces exige aujourd'hui une mobilité basée sur le tout automobile, ce qui n'est pas à la portée de toutes et de tous. De plus en plus de personnes se retrouvent donc marginalisées du fait de leur mobilité réduite.

a) *Le coût annuel d'une voiture* est estimé à plus de 5000 euros par an¹⁷. C'est prohibitif pour bien des habitants d'Euskal Herria. Pourtant, sur les Pyrénées-Atlantiques par exemple, 40% des ménages ont deux voitures; c'est plus faible en ville mais c'est encore le cas de 20% des ménages à Bayonne alors que le salaire médian n'y est que de 1574 euros¹⁸.

b) *Le Pays Basque intérieur est particulièrement impacté* puisqu'on estime que plus de 20% des personnes résidant dans des territoires peu denses peuvent se retrouver en situation d'immobilité pour des raisons économiques ou de vieillissement¹⁹.

c) *Les personnes âgées et/ou handicapées sont doublement vulnérables* puisqu'en

17 Automobile Club Association, Budget de l'automobiliste, 2017

18 INSEE, 2015

19 Les solutions de mobilité soutenable en milieu rural et périurbain. Réseau action climat France, 2014

plus de leurs difficultés économiques elles peuvent se retrouver dans l'impossibilité physique de conduire. La tendance va s'accroître : dans la plupart des villages de l'intérieur d'Euskal Herria (Soule, Est et Sud de la Navarre, Alava) l'âge médian dépasse aujourd'hui 48 ans et dépassera les 55 au cours de ce siècle²⁰.

2) Un gouffre économique

a) *Des dépenses qui pourraient être évitées* : les trois quarts du budget «mobilité» des ménages sont consacrés à la mobilité courte distance et 76,5% des déplacements quotidiens en Iparralde et Sud des Landes sont effectués en voitures contre 1% seulement à vélo²¹. Ce n'est pourtant pas une fatalité : pourquoi les habitant.e.s de la Communauté Autonome Basque n'utilisent la voiture que pour 34,4% de leurs déplacements ? Et pourquoi les femmes prennent-elles beaucoup moins la voiture et beaucoup plus les transports en communs que les hommes²² ? Des années de campagnes publicitaires glorifiant l'automobile ont permis d'en arriver à ce constat absurde : nos modes de déplacements sont moins adaptés à nos besoins et intérêts qu'à ceux de l'industrie automobile !

b) *... et qui précarisent les plus fragiles*. La «précarité de la mobilité» touche de nombreuses personnes à commencer par les jeunes et les individus socialement fragiles dont près de la moitié a dû renoncer à un travail ou à une formation parce qu'ils ne pouvaient s'y rendre²³. Les zones rurales sont aussi particulièrement touchées : la part budgétaire dédiée aux carburants des ménages ruraux les plus pauvres est en effet 4 fois supérieure à celle des ménages urbains les plus riches²⁴.

3) Un terrible impact pour l'environnement et la santé

a) *Le coût environnemental du transport routier*. Les transports (de personnes et de marchandises) représentent par exemple en France 30% des émissions de gaz à effet de serre²⁵. C'est le secteur le plus impactant, devant l'agriculture et le résidentiel-tertiaire. L'impact de ce secteur est largement dominé par le transport routier (plus de 90%). Euskal Herria, en tant qu'axe routier très fréquenté, est particulièrement impacté : chaque jour par exemple, 10 000 camions circulent sur l'A63 et l'A8.

b) *Le problème du transport périurbain*. Les déplacements quotidiens des ménages périurbains et ruraux génèrent deux fois plus de CO2 que ceux des pôles urbains qui ont plus tendance à utiliser les modes actifs (en France par exemple, ils représentent 8% des émissions totales de gaz à effet de serre, tous secteurs confondus).

c) *Un coût sanitaire démesuré*. Le coût sanitaire de la pollution atmosphérique dans le cas de la France est estimé en dizaines de milliards d'euros par an selon un rapport du Sénat²⁶. C'est une pollution principalement urbaine mais forte aussi le long d'axes routiers très fréquentés lors des déplacements pendulaires. Par ailleurs, le coût annuel de l'accidentologie routière en France est de 32 milliards d'euros²⁷; en Iparralde, on compte 1,5 accident par jour, et plus de 20 par jour dans la Communauté Autonome Basque !

20 <http://www.atlasa.net/demografia/udalerri>

21 Enquête ménages et déplacements et grand territoire 2010 : les résultats. Scot de Bayonne et du Sud des Landes, 2011

22 Estudio de la movilidad en la CAPV de 2016. Eusko Jaurlaritza, 2017

23 Sondage ELABE pour les 4èmes Rencontres de la Mobilité Inclusive, 2017

24 Les solutions de mobilité soutenable en milieu rural et périurbain. Réseau action climat France, 2014

25 Les solutions de mobilité soutenable en milieu rural et périurbain. Réseau action climat France, 2014

26 Pollution de l'air : le coût de l'inaction, 2015

27 Observatoire national interministériel de la sécurité routière, 2015

Notons que sur le littoral, l'impact du tourisme sur le nombre d'accidents corporels est notable²⁸.

d) *Une biodiversité menacée.* Les infrastructures de transport construites sur des zones agricoles ou naturelles fragmentent les écosystèmes et fragilisent la biodiversité, tout comme les surfaces commerciales qui défigurent les paysages, dévitalisent les centres villes et créent une demande de mobilité superflue et qui requiert généralement le recours à la voiture.

II Repenser l'organisation de la société pour réduire les mobilités

Les solutions technologiques pour une mobilité moins carbonée (voitures hybrides par exemple) ne sont pas susceptibles d'apporter des réponses à la précarisation des «exclus de la mobilité» et ne pourront pas à elles seules répondre aux problèmes de santé et environnementaux liés à l'hyper-mobilité. Il s'agit de déplacer et de transporter moins, mieux et autrement.

Alors que le premier levier a été délaissé par les pouvoirs publics, l'objectif principal consiste donc à construire une société moins dépendante de la mobilité. C'est un impératif écologique, mais aussi une transition vers une société plus résiliente face aux changements à venir, plus juste et plus solidaire.

1) Se donner les moyens institutionnels de structurer l'espace et les bassins de vie

Euskal Herria doit disposer des compétences lui permettant de se structurer en vue de réduire les mobilités, de mettre en place une stratégie de mobilité en accord avec la situation démographique et d'en anticiper ses évolutions futures. En Iparralde, le Plan de Déplacements Urbains est actuellement l'outil de planification et de programmation de la mobilité du territoire. Pour sa mise en œuvre, le syndicat des mobilités dispose des ressources de la fiscalité «transports» et la société basque doit donc porter son projet dans une véritable démarche partenariale d'élaboration puis d'évaluation. Ce plan définit en effet les principes d'organisation du transport et du stationnement, visant en premier lieu réduction de l'usage de la voiture et utilisation des modes alternatifs. Il coordonne protection de l'environnement, politiques urbaines et de mobilité, de voirie et de stationnement dans le respect de l'accessibilité et de la sécurité des déplacements. Enfin, ses mesures s'imposent aux plans locaux d'urbanisme et aux décisions de police du maire et des gestionnaires de voirie. De manière plus spécifique :

a) *Intermodalité.* Il n'y a que 1% de déplacements intermodaux en Iparralde²⁹. La Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) doit disposer des compétences permettant de mener une véritable politique d'intermodalité intégrant tous les types de mobilités, dont les services ferrés, avec une billetterie unique. La mise en place d'une plateforme intermodale commune avec Hegoalde est un objectif d'autant plus important que nous rentrons dans une phase de coopération transfrontalière de plus en plus poussée qui démultipliera les déplacements du nord au sud ; dans les cinq prochaines années, on s'attend notamment à une augmentation en flèche du nombre de travailleurs transfrontaliers entre Iparralde, la Communauté Autonome Basque et la Navarre du fait

28 Accidentologie estivale sur le littoral basque. Observatoire partenarial des Pyrénées-Atlantiques, 2015

29 Assises Nationales de la Mobilité : 25 propositions du Pays Basque. Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, 2018

de leur promotion dans le cadre de l'Eurorégion (projet EMPLEO AE³⁰). Cette structure devra offrir des services de qualité en euskara qui devrait par ailleurs être langue officielle pour les échanges intercommunaux afin de renforcer l'usage de cette langue commune dans la sphère publique.

b) Repenser l'urbanisme. La CAPB doit détenir les compétences lui permettant de fixer des conditions claires pour ouvrir une nouvelle zone AU³¹ : accès à une réelle offre de mobilité alternative au véhicule individuel, accès aux services... De même, le transfert du PLU à l'intercommunalité doit aussi être utilisé pour intégrer la problématique de la mobilité à l'urbanisme.

c) Maintien des services publics et des commerces en milieu rural ; quand ce n'est pas possible, prévoir des camions-services/commerces, des permanences administratives (CAF, pôle emploi, ...) comme la maison de service public Elgar à Hasparren par exemple, des maisons de santé pluridisciplinaires comme à Mauléon, etc.

d) Intensifier les relations avec Hegoalde. La frontière est encore un obstacle psychologique fort : en matière de santé, d'éducation supérieure, de services, Hegoalde est souvent un interlocuteur proche et pertinent mais oublié. Soutenir le développement de l'euskara aide à lever ces barrières psychologiques à l'image de Xareta par exemple, une structure qui réunit deux villages d'Iparralde (Sare et Ainhoa) et deux villages navarraï (Zugarramurdi et Urdax) pour porter des projets communs et transfrontaliers. Citons également, dans un contexte similaire, l'hôpital transfrontalier de Puigçerda en Catalogne.

e) Réduction de la vitesse de circulation. La vitesse de circulation a une incidence directe sur le nombre et la gravité des accidents, ainsi que sur l'étalement urbain. Il est ainsi par exemple nécessaire de généraliser le développement des zones 30km/h dans les différents centres urbains.

f) Fiscalité. Il faut avoir, au niveau d'Iparralde, une fiscalité foncière et immobilière qui lutte contre l'étalement urbain et les déplacements qu'il induit ; une forte taxation des résidences secondaires par exemple est impérative, car leur multiplication contraint de nombreuses personnes à habiter loin de leur lieu de travail. Des mesures spécifiques sont aussi nécessaires comme instaurer une redevance sur les mobilités carbonées (en particulier le transport routier de marchandises) à la hauteur de leur impact environnemental et sanitaire. La politique de stationnement doit aussi être menée de manière coordonnée au niveau d'Iparralde car il s'agit d'un levier majeur de la maîtrise de la mobilité.

2) Accompagner le changement d'habitudes

Changer les mobilités demande de changer nos habitudes: il faut une démarche volontariste d'accompagnement personnalisé, surtout pour les ménages ruraux ou périurbains. On peut citer par exemple Kintoa Mugi, en zone de montagne, qui propose des trajets en navette pour tout public. En zone urbaine, il est indispensable de créer des zones de parkings en périphérie des villes et de les connecter aux transports en commun. De manière plus générale, l'espace récupéré par la diminution des voitures en centre-ville permet une amélioration de la qualité de vie qui facilite sur lequel on peut s'appuyer pour impulser le changement d'habitudes.

30 Le projet EMPLEO AE, lancé en 2017 et conduit par l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre entend «faire du principe européen de libre circulation des travailleurs une réalité tangible entre ces trois régions».

31 Une zone AU ou «A urbaniser» est une zone destinée à être ouverte à l'urbanisation. Elle n'est pas encore équipée en réseaux de viabilisation mais a été identifiée par la collectivité pour l'urbanisation à court, moyen ou long terme.

3) Repenser le tourisme

Le tourisme multiplie par 2,5 la population en haute saison et contribue à la congestion du réseau routier. Il génère par exemple plus de 2 millions de déplacements quotidiens supplémentaires sur le Labourd/Sud Landes et l'on estime que chaque touriste a en moyenne un budget «temps de déplacement» de 1h50 par jour³². Et l'impact du tourisme ne se limite pas à la période estivale car le réseau routier a été pensé pour cette surpopulation. L'hypertrophie qui en résulte facilite la mobilité routière et contribue à l'augmenter. Une réflexion est donc nécessaire pour réduire l'impact du tourisme sur l'environnement et plus généralement sur l'ensemble de la société d'Euskal Herria.

a) *Ne pas sacrifier Euskal Herria au tourisme.* Les revenus tirés du tourisme justifient-ils que notre culture soit folklorisée, que la population locale soit contrainte à des déplacements polluants et coûteux alors que des milliers de résidences secondaires restent vides la quasi-totalité de l'année ? Le tourisme tel que nous le connaissons aujourd'hui est un facteur de déstructuration de la société et une entrave majeure à la résilience du territoire. Nous devons trouver ensemble de nouvelles formules pour en être les acteurs responsables et plus de simples figurants.

b) *Développer un tourisme local.* La multiplication des véloroutes et des voies vertes transfrontalières comme dans le projet Ederbida ou de chemins de randonnées ouvre des possibilités de tourisme décarbonées, accessibles à toutes et à tous entre Hegoalde et Iparralde, créatrices de lien social et qui devraient s'accompagner d'initiative autour de l'euskara, en partenariat avec des structures comme le réseau transfrontalier pour la langue basque Sareuska par exemple.

c) *Vers une plateforme intermodale avec Hegoalde.* La plateforme intermodale évoquée plus haut doit se développer avec l'objectif de s'étendre à Hegoalde de manière à réduire le flux de voitures individuelles et à développer le tourisme local. Le projet E-Mobask (visant à améliorer l'usage des transports en commun sur la zone littorale entre Bayonne et Donostia) est un premier pas dans cette direction.

d) *Un autre tourisme est possible !* Un tourisme qui intègre l'euskara comme moyen de communication, qui promeut la connaissance d'Euskal Herria et de ses habitants (histoire, arts, littérature, luttes et initiatives locales en tout genre, fêtes locales ...), qui s'appuie prioritairement sur des transports en commun pour les déplacements longs et sur la marche ou le vélo pour les petits déplacements quotidiens, qui utilise l'Eusko comme moyen de paiement ... C'est à nous, citoyennes et citoyens d'Euskal Herria de le construire (réseaux d'intervenants, charte, etc.) si nous voulons cesser de subir le tourisme traditionnel.

III Décarboner les mobilités

La priorité est de réduire les mobilités, mais un effort doit être également fait pour promouvoir les mobilités les moins carbonées : il n'y a aucune excuse à l'inaction tant ces objectifs font aujourd'hui largement consensus³³.

1) Développer une véritable politique de transport intermodale

La politique d'intermodalité évoquée plus haut doit intégrer les modes actifs (marche,

³² Mobilités littorales estivales : état des lieux des pratiques de déplacement de Moliets à Hendaye. Audap, 2016

³³ Voir par exemple Assises Nationales de la Mobilité : 25 propositions du Pays Basque. Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, 2018

vélo...) ainsi que les nouvelles mobilités (autopartage, covoiturage). A quand des parkings à vélos sécurisés près des gares ferroviaires et routières et des aires de covoiturage ? A quand des accès aux quais adaptés aux vélos dans les gares ? La collectivité pourrait par exemple prendre en charge une garantie retour pour le covoitureur en cas d'empêchement de son chauffeur.

2) Conforter le réseau ferré littoral existant

Les lignes de l'Adour et de la Nive sont des opportunités à ne pas négliger. Il faut se servir des infrastructures existantes sous-exploitées : lignes Bayonne-Boucau, Bayonne-Urt, Bayonne-Garazi et réhabiliter la ligne du soufre à Bayonne, implanter un train pendulaire entre Le Boucau et Hendaye, partant toutes les 45 minutes, et s'arrêtant aux gares existantes ainsi qu'à 7 points d'arrêts ajoutables (Lauga, Maignon, Bidart Nord, Bidart route d'Ahetze, Acotz/Jalday, Urrugne Kexilola, Urrugne Laburrenea), etc. Il y a en Iparralde 4 gares nationales et 14 points d'arrêts ferroviaires, et 100km de ligne, complètement sous-exploités. C'est cette utilisation du rail qu'il faut développer, pas la LGV.

3) Sécuriser les cheminements pour les mobilités actives

La cohabitation avec l'automobile est trop souvent dangereuse pour les mobilités actives qu'il faut absolument intégrer dans les règles d'urbanisme. Il faut notamment sanctuariser des périmètres dédiés (les écoles en particulier) et limiter la vitesse à 30km/h sur les voies partagées. La part modale du vélo en Iparralde n'est que de 1 % (et seulement 2 % en saison touristique) ! On est très loin des 27 % des Pays-Bas, des 20 % du Japon ou des 18 % du Danemark. Et pour la marche, regardons de l'autre côté de la Bidasoa pour essayer de comprendre pourquoi la part modale de la marche est près de 3 fois supérieure à Pampelune et Bilbao que sur le territoire de l'ancienne agglomération Pays Basque-Adour³⁴...

4) Augmenter les indemnités kilométriques vélos

Le remboursement des trajets domicile travail faits à vélo au moyen des indemnités kilométriques est un moyen d'action efficace³⁵ pour diminuer le recours à la voiture individuelle et encourager le vélo. Pourquoi mieux rembourser des mobilités carbonées quand elles ne sont pas nécessaires (en agglomération, 40 % des trajets quotidiens en voiture sont inférieurs à 3km³⁶) ? C'est le contraire qu'il faut faire, avec en particulier une politique coordonnée entre Labourd, Gipuzkoa, Navarre et Basse Navarre pour les travailleurs trans-provinciaux.

34 Enquête publique du plan de déplacements urbains. Syndicat des transports de l'ACBA, 2015.

35 <https://presse.ademe.fr/2016/02/indemnite-kilometrique-velo-evaluation-a-un-an.html>

36 Cerema, Transflash, juin 2015.

4. Sobriété

Notre niveau de consommation est plus de cinq fois supérieur à ce qui serait soutenable pour la planète. Nous avons donc le choix entre trois possibilités : léguer une planète invivable aux générations futures, maintenir notre niveau de consommation au prix de la misère des pays du Sud et d'une partie grandissante de la population des pays du Nord, ou changer de logiciel et opter pour une démarche de sobriété conviviale. Le choix devrait être simple mais nous sommes touchés par une maladie mentale collective qui nous pousse à consommer toujours plus. Nous en guérirons par la construction de solidarités et de liens sociaux ouvrant d'autres voies que les frustrations de la tyrannie consumériste et de son cortège d'absurdités (obsolescence programmée, consommation ostentatoire, gaspillage généralisé ...), et par la reconquête d'une souveraineté collective sur les biens communs que sont l'eau, la terre, l'air et l'énergie. La sobriété telle que nous l'entendons n'est donc pas un ascétisme individuel mais une sobriété collective et libératrice. La construction d'un modèle basé sur ces principes est la seule démarche porteuse d'éthique et d'espoir, et elle doit servir de boussole aux efforts technologiques, aux initiatives institutionnelles et bien sûr à nos mobilisations.

1 La société de la consommation : un modèle insoutenable et injuste

1) Une réduction indispensable de notre consommation

a) *L'impact environnemental de notre consommation est multiple.* On le répartit souvent en quatre catégories : l'empreinte eau, l'empreinte carbone, l'utilisation des matières premières et l'utilisation des sols. Notre mode de consommation nous situe pour chacune de ces catégories entre 2 et 3 fois la moyenne mondiale³⁷, ce qui n'est pas un modèle soutenable puisque l'ensemble de la population mondiale «consomme» déjà 1,7 planètes, mais c'est malheureusement la surconsommation à l'occidentale qui sert de modèle au reste du monde. Bien plus que par la surpopulation, la Terre est menacée par la surconsommation, mais au lieu de s'interroger sur ce danger planétaire, nos dirigeants continuent de poursuivre une croissance dont on sait qu'elle est positivement corrélée à la consommation...

b) *Une réduction de 50% de notre consommation d'énergie à l'horizon 2050 est indispensable dans la perspective du «Facteur 4»³⁸, comme l'ont montré les conclusions du Débat national sur la transition énergétique³⁹. Le scénario négaWatt⁴⁰ montre que les mesures de sobriété représentent la moitié des réductions pour atteindre ce niveau de consommation.*

c) *Les énergies renouvelables doivent se substituer aux productions existantes et non s'y ajouter. L'effet de substitution sera d'autant plus fort que la quantité totale d'énergie à fournir sera limitée.*

37 D. Ivanova *et al.* Environmental Impact Assessment of Household Consumption. Journal of Industrial Ecology, 2015.

38 L'objectif du «Facteur 4» consiste pour un pays à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre entre le niveau de 1990 et celui de 2050. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) estime que c'est l'effort que doivent fournir les pays industrialisés pour limiter à 2 degrés le réchauffement de la planète d'ici 2100.

39 *Synthèse des travaux du débat national sur la transition énergétique* de la France. Présentée par le Conseil national du débat, 2013.

40 <https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017-2050>

2) La consommation, une maladie mentale collective ?

Nous savons bien que la consommation n'est pas une fin en soi, et que seuls les services rendus par cette consommation comptent. Nous savons aussi que le développement technologique ne peut être considéré comme un progrès que s'il contribue à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population. Et pourtant, la nécessité de consommer et de se lancer tête baissée dans une course au développement technologique est présentée dans notre société comme une évidence indiscutable. La remettre en cause serait complètement irrationnel, utopiste... Se revendiquer de la sobriété comme nous le faisons, c'est inverser cette logique, c'est affirmer que c'est le consumérisme à outrance qui est irrationnel et qui relève d'une épidémie mentale collective que certains nomment Affluenza : «une douloureuse maladie contagieuse, transmise par la société et dont les signes sont un sentiment de remplissage, le doute, l'anxiété et le dégoût qui résulte de l'idéologie du *toujours plus*»⁴¹.

3) Le modèle actuel est incapable de concilier enjeux environnementaux et justice sociale

L'environnement, la justice sociale et la démocratie ont été malmenés par des décennies d'une marchandisation triomphante fondée sur la dérégulation des marchés, la concurrence et la surconsommation. Ce fonctionnement a conduit à une menace sans précédent sur le climat et la biodiversité, une augmentation des inégalités sociales et la confiscation du pouvoir par une élite économique très restreinte. Plus personne aujourd'hui n'ose prétendre que ce modèle est en mesure d'apporter le bien-être à l'ensemble de la population mondiale tout en respectant l'équilibre de la planète. Au contraire, la consommation des plus riches ne fait pas qu'accélérer le changement climatique, elle augmente aussi la précarité des plus pauvres et entrave leurs perspectives les plus basiques comme la sécurité matérielle et la santé. Pour contrer cette dynamique mortifère nous devons replacer au centre les valeurs de collaboration et revoir nos modes de consommation et de prise de décision.

4) Des solidarités à construire du niveau local à l'échelle internationale

a) *Une taxe progressive sur la consommation doit être mise en place.* Comme l'ont montré Piketty et Chancel, cette taxe doit être internationale et porter sur les individus plutôt que sur les pays. Ce sont en effet les couches les plus consommatrices de la population qui émettent le plus de gaz à effet de serre : 10% des émetteurs sont responsables de 45% des émissions globales, et un tiers d'entre eux vivent dans des pays émergents⁴². Des restrictions à la consommation qui ne prendraient pas cette réalité en compte seraient mal acceptées et donc inefficaces.

b) *Un plafond de revenu individuel* ou, ce qui revient à peu près au même, une taxation très fortes des tranches les plus élevées, doit être imposé pour supprimer le gaspillage que constituent les niveaux très élevés de consommation et de spéculation atteints par les couches les plus aisées. Ce revenu maximal de chaque individu devrait inclure les revenus de son travail (salarié et indépendant) et ses revenus de placement. Une telle mesure ne serait pas une nouveauté puisque Roosevelt avait déclaré en 1942 : «Aucun citoyen américain ne doit avoir un revenu (après impôt) supérieur à 25 000 dollars par an». Il avait finalement taxé la tranche supérieure à 88 % puis 94 %.

c) *Les pays du Sud* ont besoin de la solidarité du reste du monde pour accepter de mettre en œuvre des politiques qui peuvent remettre en cause leurs revenus. C'est par exemple parce qu'ils n'étaient pas assurés d'un soutien face à la diminution prévisible de leurs revenus touristiques que les petits États insulaires se sont opposés à l'inclusion du transport aérien dans le protocole de Kyoto, alors que l'existence même de ces États est remise en cause par le réchauffement climatique⁴³...

41 J. de Graaf, D. Wann & T. H. Naylo, Affluenza: The All-Consuming Epidemic, 2002

42 L. Chancel, T. Piketty. Carbon and inequality: from Kyoto to Paris, 2015

43 L. Aubrée, A. Bonduelle. L'équité au cœur des politiques climatiques : l'exemple des négocia-

d) Ces solidarités doivent se construire maintenant car plus on agit tardivement, plus le coût global sera élevé et ce sont les populations les plus pauvres, surreprésentées dans les zones les plus exposées, qui seront le plus impactées socialement, économiquement et politiquement⁴⁴. Lutter contre la précarité doit donc nous pousser à nous investir dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la sobriété.

5) L'innovation technologique: une aide indispensable mais insuffisante

a) La méfiance des pays du Sud à l'encontre de l'innovation technologique est légitime car les enjeux climatiques se transforment parfois en arguments commerciaux au profit de l'industrie des pays développés et au détriment de celles, souvent polluantes, des pays pauvres.

b) La technologie ne peut pas se substituer à la sobriété. Même à un rythme soutenu, la substitution des énergies carbonées prendrait des décennies et elle ne peut donc pas répondre à l'urgence climatique. C'est de plus une solution peu équitable car essentiellement au service des pays et des couches les plus riches de la population : développement des agro-carburants au détriment des terres arables du Sud, motorisation hybrides, etc.

c) La technologie peut parfois être inappropriée, coûteuse et contre-productive. C'est par exemple le cas des projets de géo-ingénierie visant à modifier la composition chimique de l'atmosphère pour réfléchir le rayonnement solaire, ou à enfouir le CO₂. Ces projets sont extrêmement coûteux à mettre en place, et risqués car ils peuvent aboutir à des réactions en chaîne non prévisibles (par exemple perturbation du cycle des pluies) ou relarguer brutalement le CO₂ stocké en cas de problème technique -- ce qui pose un problème éthique vis-à-vis des générations futures. Nous préférons donc prôner une approche low-tech systémique et conviviale⁴⁵ : utiliser des techniques peu coûteuses, appropriables et utilisables partout, non risquées, et permettant d'assurer plusieurs fonctions à la fois.

II La sobriété, un nouveau regard sur nos usages

1) La sobriété énergétique

C'est une démarche de modération qui se propose de définir les besoins essentiels et d'envisager la consommation énergétique en fonction de ces besoins. Cette démarche s'oppose au modèle de surconsommation actuel qui implique de créer des besoins artificiels. La sobriété permet d'éviter les consommations d'énergie inutiles chez les plus riches et libère ainsi des ressources pour répondre aux besoins des plus pauvres.

2) La sobriété, une notion à décliner à l'échelle d'Euskal Herria

a) Euskal Herria est l'échelle adaptée à une politique de sobriété car c'est en s'appuyant sur la connaissance du territoire, sa richesse associative, son expérience du mouvement coopératif, les liens sociaux, culturels et linguistiques que les changements d'habitude pourront se concrétiser et que nous pourrions parvenir à une souveraineté collective sur les biens communs que sont l'eau, la terre, l'air et l'énergie.

b) La sobriété renforce l'autonomie du territoire en diminuant ses dépendances

tions relatives au climat et de la recherche de solutions à la crise énergétique, 2011

⁴⁴ R. Mearns, A. Norton. Social dimensions of climate changes. Equity and vulnerability in a warming world, 2010

⁴⁵ Ivan Illich, La convivialité, 1973

énergétique et économique, et elle le rend plus résilient par rapport aux bouleversements qu'apporteront les changements climatiques et le déclin des énergies fossiles. Inversement, un territoire autonome est moins vulnérable aux pressions des grands fournisseurs (eau, énergie) et des grands groupes industriels et donc plus libre de mener une politique volontariste.

c) La sobriété s'inscrit dans une logique de coopération et de lien social. Elle incite à retisser des liens entre les zones urbaines et les rurales, entre consommateurs et producteurs. Le partage d'espaces de travail, la mise en commun d'outils, les systèmes de prêts d'équipements de loisirs, pour ne citer que quelques exemples, recréent quant à eux du lien social dans les quartiers et les villages, l'habitat partagé renforce la mixité et la solidarité intergénérationnelles, etc.

3) Lier la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre la précarité

a) La sobriété est un vecteur d'équité qui permet de faire reposer les efforts sur les pays et les couches les plus riches de la population (qui sont les plus émettrices de gaz à effet de serre). La mise en place de tarifs progressifs pour l'eau et l'électricité, par exemple, permet de financer les besoins essentiels des plus précaires par les dépenses inutiles des plus aisés. Au niveau international, l'objectif du «Facteur 4» - bien qu'insuffisant - est également un vecteur d'équité puisque les pays riches doivent diviser leurs émissions par 4 alors que celles des pays du Sud doivent être stabilisées ou plus faiblement réduites, en vertu du principe des «responsabilités communes mais différenciées»⁴⁶.

b) Ce principe de «responsabilités communes mais différenciées» doit s'appliquer au sein de chaque pays. En effet, les chiffres d'émission moyenne *per capita* de gaz à effet de serre affichés par les États cachent une réalité cynique : les riches, principaux émetteurs, se cachent derrière les pauvres, principales victimes⁴⁷. Comme évoqué plus haut, ce n'est donc pas tant aux pays développés que l'on doit demander le plus d'efforts, mais aux classes consommatrices de l'ensemble de la planète.

c) Arrêter de vouloir exporter le modèle économique et culturel occidental au reste du monde. La sobriété est le meilleur signal que les pays riches peuvent donner aux pays en développement pour qu'ils ne s'engagent pas à leur tour dans un modèle de consommation hyper-carboné. Le modèle économique et culturel occidental nous conduit vers une catastrophe écologique sans précédent, il faut donc absolument cesser de l'imposer au reste du monde comme le FMI et la Banque Mondiale l'ont fait pendant des années. Au contraire, il est peut-être temps pour les pays dits développés de faire preuve d'humilité et de s'inspirer de certains systèmes de valeurs des pays du Sud plus respectueux de la collectivité et de l'équilibre de la planète.

4) Changeons d'échelle de valeurs ! Une démarche libératrice à construire ensemble

Comme on l'a vu, la démarche la plus équitable consiste à faire peser les charges à venir pour faire face au changement climatique sur les couches les plus consommatrices de la population, mais en pratique, que cela signifie-t-il pour nous ? Le Climate Equity Reference Project⁴⁸ a estimé que le seuil d'exemption, c'est-à-dire, le revenu annuel en-dessous duquel un humain n'a pas la capacité ou le devoir de contribuer à la lutte contre le changement climatique, était d'environ 7500 \$ en parité de pouvoir d'achat. Il est

⁴⁶ Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC) adoptée à Rio en Juin 1992

⁴⁷ Hiding behind the poor, a report by Greenpeace on climate injustice, 2007

⁴⁸ Voir le site <https://climateequityreference.org/>. Ce projet a notamment mis en ligne un calculateur et des bases de données permettant d'évaluer de manière équitable les contributions des différents Etat aux enjeux climatiques.

donc évident que la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas conciliable avec la logique du profit financier et la surconsommation qui caractérisent notre société. C'est une autre échelle de valeur qu'il faut imposer, qui place le lien social devant le bien marchand.

Nous sommes dans une situation inédite pour l'humanité, c'est à nous de la transformer en opportunité. La contrainte climatique doit être vue comme une invitation à nous libérer du modèle capitaliste qui crée de faux besoins inassouvis et autant de frustrations. Le défi est de taille mais nous avons la chance de pouvoir nous appuyer sur le tissu associatif et culturel d'Euskal Herria : ce sont les briques de base pour une sobriété heureuse et solidaire. A nous de la construire !

III Limiter l'impact de nos besoins essentiels

1) Suivre l'ordre de priorités du scénario négaWatt 2017-2050

Le scénario négaWatt 2017-2050 s'articule selon trois principes fondamentaux dont la mise en œuvre est à la portée de toutes et de tous :

a) Prioriser les besoins essentiels dans les usages individuels et collectifs de l'énergie par des actions de sobriété (voir plus bas).

b) Diminuer la quantité d'énergie nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels grâce à l'efficacité énergétique. C'est un objectif consensuel sur lequel se retrouvent à la fois les partisans de la sobriété et ceux des solutions technologiques aux enjeux climatiques. Il va de plus dans le sens de l'équité car l'efficacité énergétique permet par exemple une diminution des factures énergétiques. Mais attention toutefois à inscrire cet objectif dans une démarche globale de sobriété ! Si les économies réalisées sont utilisées pour financer des activités fortement émettrices comme le tourisme lointain, on assistera à un «effet rebond» qui neutralisera la réduction d'émission de gaz à effet de serre⁷.

c) Privilégier les énergies renouvelables comme nous le détaillons dans le chapitre Énergies renouvelables.

2) Décliner ce scénario dans tous les secteurs

En particulier, pour les deux secteurs les plus énergivores :

a) Bâtiment. Le résidentiel est le premier secteur consommateur d'énergie (32% du total par exemple en Iparralde⁴⁹). La sobriété passe par une hausse du nombre de personnes par logement (colocations étudiants-seniors par exemple), la réduction de la part de maisons individuelles, la réhabilitation de bâtiments existants, la lutte contre l'étalement urbain, la baisse de l'éclairage public, etc. L'efficacité passe par la rénovation thermique, l'obligation de construire des bâtiments neufs très peu énergivores... En Iparralde par exemple, la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) doit utiliser les structures et outils à sa disposition comme l'EPFL (Établissement Public Foncier Local), les PIG⁵⁰ ou les PLH⁵¹ pour remplir ces objectifs.

b) Transport. En Iparralde par exemple, ce secteur est au même niveau que le

49 TEPCV Pays Basque : étude énergie-climat, 2016.

50 Un PIG (projet d'intérêt général) désigne dans le domaine de l'aménagement du territoire un projet d'ouvrage, de travaux ou de protection, jugé d'utilité publique.

51 Un PLH (programme local de l'habitat) est le principal dispositif en matière de politique du logement au niveau local. Il est le document essentiel d'observation, de définition et de programmation des investissements et des actions en matière de politique du logement à l'échelle d'un territoire.

résidentiel en termes de consommation énergétique (31% du total⁵²). Voir recommandations du chapitre *Transport et mobilité soutenable*.

c) *Industrie*. L'importance de ce secteur en terme de consommation d'énergie n'est pas uniforme sur tout Euskal Herria. Elle représente par exemple 39% du total dans la Communauté Autonome Basque (CAV)⁵² contre seulement 14% en Iparralde⁵³ ce qui n'exempte bien entendu pas les industries du Labourd, de Basse Navarre et de Soule de participer aux efforts de sobriété : réduction des emballages, augmentation du taux de recyclage, utilisation de matériaux biosourcés, prise en compte du réemploi dès la conception des produits (voir le chapitre *Réemploi, réparation et recyclage*), etc.

d) *Agriculture*. La faible importance relative de l'agriculture dans la consommation d'énergie totale (3% en Iparralde par exemple⁵³) ne doit pas masquer l'importance des émissions non énergétiques du secteur (c'est-à-dire les émissions de gaz à effet de serre qui ne sont pas liées à la combustion d'énergie fossiles) dues par exemple à la fermentation entérique ou l'utilisation d'engrais. Nous renvoyons au chapitre *Agriculture, eau, alimentation* pour une description des efforts de sobriété à mener dans ce domaine.

3) *La CAPB et les autres collectivités locales doivent être au service de ces objectifs*

a) *Réduire la place de la publicité* avec la rédaction d'un règlement local de publicité⁵³ strict (et appliqué) à l'échelle d'Iparralde. Les citoyen.ne.s et collectivités doivent également lutter contre l'emprise des grandes surfaces. Outre leur rôle de promoteurs actifs de la surconsommation, les grandes surfaces sont une plaie culturelle, urbanistique et sociale ; à titre d'exemple, substituer 60% des grandes surfaces en Iparralde permettrait de récupérer près de 2000 postes de travail net⁵⁴. Elles induisent également de nombreux déplacements (voir chapitre *Relocalisation*), dévitalisent les centres villes et les quartiers, et mettent en péril les commerces de proximité.

b) *Renforcer la circularité de l'économie* comme détaillé dans le chapitre *Réemploi, réparation et recyclage*.

c) *Utiliser les commandes publiques* pour favoriser l'agriculture locale de qualité, privilégier les achats éco-responsables, soutenir l'Eusko... Les communautés locales peuvent également intégrer l'énergie grise comme indicateur dans les appels d'offre publics.

4) *Sobriété et efficacité, une politique bénéfique au territoire et équitable*

Sobriété et efficacité énergétique ne sont pas synonymes de sacrifices ! Outre la réactivation des liens sociaux malmenés par l'individualisme consumériste, une telle politique a des impacts directs et quantifiables (comme le prouve l'exemple des villes qui, comme Grande-Synthe ou Loos-en-Gohelle, se sont lancées pleinement dans une démarche de transition énergétique), entre autres :

a) *Une amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, et de la biodiversité*, que ce soit en zone rurale ou urbaine.

52 Gobierno Vasco. Departamento de Desarrollo económico e Infraestructuras. Datos energéticos de la C.A. de Euskadi.

53 Un règlement local de publicité permet d'adapter la réglementation nationale aux spécificités locales. Il permet aux communes et aux EPCI d'instaurer, dans des zones définies, des règles plus restrictives que la réglementation nationale.

54 Demain, 10.000 emplois climatiques en Pays Basque Nord, <https://bizimugi.eu/wp-content/uploads/2015/04/WEB.Etude-10-000-emplois-climatiques-en-Pays-Basque-nord.pdf>

b) Une réduction de la précarité énergétique à l'instar du PIG «Habitat indigne et précarité énergétique mené par l'ACBA entre 2012 et 2015.

c) La création d'emplois. En Iparralde par exemple, les mesures d'économies d'énergie créeraient à elles seules 509 emplois soutenable et la réhabilitation énergétique des logements 627 emplois¹⁸.

5. Réemploi, réparation et recyclage

Bien que les premières alertes aient été lancées il y a des décennies, le modèle économique productiviste continue d'épuiser la planète. Ne pouvant aujourd'hui nier l'évidence des dégâts qu'il provoque, il se masque désormais derrière des opérations de blanchiment écologique qui cherchent à vider de leur sens des notions comme celle de l'économie circulaire. Si nous faisons nôtre cet objectif, nous souhaitons au contraire en exploiter toutes les potentialités comme par exemple la remise en question du sens du travail et de son organisation ou le passage à une logique industrielle collaborative. Les grands principes de l'économie circulaire, et en premier chef la prévention des déchets, peuvent tout à fait être mis en place à condition de s'en donner les moyens. Nous devons nous mobiliser en ce sens car il s'agit d'une réelle opportunité de rompre avec le modèle productiviste et de construire une économie territorialisée et une société plus équilibrée géographiquement et socialement.

1 L'économie linéaire, un modèle absurde et dépassé

L'économie linéaire est celle du modèle classique qui fonctionne sur le schéma : extraire, produire, consommer, jeter. Ce schéma avait déjà été remis en cause en 1972 après la publication par le club de Rome du rapport «Halte à la croissance? Rapport sur les limites de la croissance» écrit par des économistes du MIT⁵⁵ mais il a continué à fonctionner à plein régime en précipitant le désastre écologique et humain auquel nous sommes confrontés.

1) La triple injonction: exploiter/consommer/jeter

a) *Une exploitation sans limite de la nature* est nécessaire au fonctionnement de l'économie linéaire. Seulement 7% de la matière exploitée se retrouve dans le produit final, et 99% des ressources deviennent des déchets en 42 jours⁵⁶.

b) *L'hyper consommation* en est le second volet. Le dogme de la croissance va de pair avec la nécessité de consommer toujours davantage. Selon ce dogme, l'obsolescence programmée est une bonne stratégie, et pour la compléter, la publicité omniprésente crée l'obsolescence subjective.

c) *L'accumulation des déchets* est la conséquence directe de ce fonctionnement. Dans l'État français par exemple, la quantité de déchets produite a plus que doublé entre 1960 et 2000⁵⁷ et cela a engendré de nombreuses nuisances : odeurs, émissions de gaz, contamination des sols, maladies, et consommation de foncier pour les décharges.

2) Le traitement des déchets, une fausse solution

La planète et le climat sont des biens communs et ce n'est pas en les marchandisant que l'on règlera le problème. La géo-ingénierie, les traitements des déchets, le marché carbone sont des activités qui génèrent elles-mêmes des déchets et consomment de l'énergie. Dans l'État français, on estime que le recyclage permet de diminuer d'un peu moins de 5 % les émissions de gaz à effet de serre³, et les plastiques recyclés ne comptent que pour 6 % de la quantité totale mise sur le marché. On est donc loin du compte... Le recyclage n'est en fait qu'un sous-cyclage qui s'accompagne très souvent d'une détérioration de

55 D. Meadows et al. Halte à la croissance? Rapport sur les limites de la croissance, 1972.

56 Walter Stahel, directeur de l'Institut de la Durée (Genève), Interdépendances n°62 (2006)

57 ADEME, Déchets : chiffres-clés, Edition 2016.

la qualité et de l'augmentation de la toxicité : le plastique et le papier, par exemple, ne peuvent être recyclés indéfiniment. Et pour prendre un exemple extrême, on ne peut pas honnêtement prétendre valoriser les déchets nucléaires! Bien entendu, le tri des déchets est indispensable, mais si le recyclage a le vent en poupe c'est en partie parce que beaucoup d'acteurs industriels y voient des opportunités de profit. Plus que les déchets, c'est en effet leur valeur économique qui est recyclée en créant une économie du déchet. Le traitement des déchets s'inscrit donc pleinement dans le cadre de l'économie linéaire et n'est certainement pas le moyen le plus efficace de lutter contre le réchauffement climatique et la surconsommation.

3) Se poser la question du sens du travail et de son organisation

a) Le capitalisme prend en compte le seul travail abstrait (c'est-à-dire la dépense de force de travail en général) qui produit la valeur d'échange, il se moque complètement de la finalité du travail concret qui produit la valeur d'usage, et se focalise uniquement sur les profits générés. Nous devons faire de la finalité de la production et du travail la question centrale.

b) Un produit n'est pas vide de valeurs, on ne peut le dissocier de ses conditions de production et des valeurs (sociales, écologiques) qui vont avec. Ces valeurs doivent être prises en compte pour pouvoir réduire la part du travail contraint et s'orienter vers une société socialement et écologiquement vivable à long terme.

c) La manière dont on travaille (en général, basée sur la subordination) ne peut pas non plus être dissociée de l'objectif du travail (en général, le profit) : si on veut remettre au centre la finalité du travail, il faut aussi questionner les modèles hiérarchiques et les formes d'organisation du travail et de gestion des ressources humaines qui ont, ces dernières décennies, dégradé le travail et les relations sociales, et isolé les salarié.e.s.

II L'économie circulaire

Selon la définition de l'ADEME⁵⁸, l'économie circulaire est un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus. Comme nous l'avons dit plus haut, ce concept ne peut pas se réduire au seul traitement des déchets. Sortir du schéma de fonctionnement de l'économie linéaire requiert des changements bien plus profonds, basés sur la sobriété et la collaboration.

1) Les piliers de l'économie circulaire

L'économie circulaire a pour vocation d'agir sur trois différents champs : la production et l'offre de biens et services, la consommation et, en dernier recours, la gestion des déchets.

a) Un approvisionnement durable et sobre, en particulier en énergie. La raréfaction des ressources et la concurrence sur leur accès entre les différentes parties du monde poussent à privilégier des ressources durables, c'est-à-dire exploitées dans des conditions qui préservent l'avenir et qui respectent les conditions humaines d'exploitation. Cela s'applique également aux ressources dites renouvelables qui doivent être exploitées de manière à respecter les conditions de leur renouvellement.

b) L'éco-conception, qui consiste à prendre en compte dès la conception d'un

produit son impact environnemental. Cela réintroduit nécessairement la question de sa finalité.

c) *L'écologie industrielle et territoriale*, qui vise à réduire l'impact environnemental de ces secteurs. Cela va à l'encontre des logiques de concurrence et ancre l'activité économique dans un territoire puisqu'une telle réduction n'est possible que par des synergies industrielles et une bonne connaissance de la provenance et de la destination des flux.

d) *L'économie de la fonctionnalité* consiste à remplacer la vente d'un bien par celui de son usage en prenant en compte des critères environnementaux et sociaux. Par exemple, au lieu de vendre une machine, une entreprise peut la mettre à disposition de ses clients et en facturer l'usage. Cela incite à l'allongement de la durée de vie du produit, pousse à la mutualisation, incite les fabricants au recyclage (puisque'ils restent propriétaire des biens) et lie l'entreprise au territoire.

e) *La consommation responsable* qui conduit l'acheteur (acteur économique ou simple citoyen) à prendre en compte les critères environnementaux et sociaux, et plus généralement le bien être de la société. Cela peut se faire en considérant les impacts en termes de ressources, d'environnement ou de durée de vie, ou alors en privilégiant la consommation collaborative (location, prêt, achat collectif) à l'achat individuel.

f) *L'allongement de la durée de vie*, via le réemploi, la réutilisation, la réparation, la vente d'occasion, le don ...

g) *La gestion des déchets* qui n'auront pu être évités.

2) Une priorité à la prévention des déchets

Un déchet est un bien abandonné ou destiné à l'abandon; limiter leur production réduit l'impact environnemental lié à leur traitement, mais aussi celui de toutes les étapes situées en amont (extraction des ressources, fabrication...).

a) *La prévention* réduit à la fois la quantité et la nocivité des déchets et doit prendre plusieurs formes : quantitative et qualitative, en amont (réduction des emballages par les producteurs par exemple) et en aval (réparation, compostage, consommation responsable, ...).

b) *Le réemploi* est à privilégier car il permet aux produits d'être utilisés à nouveau pour un usage identique sans jamais prendre le statut de déchet. Il faut donc renforcer les mesures qui facilitent le réemploi (réparations, trocs...).

c) *La réutilisation* permet de redonner un usage à des produits qui sont devenus des déchets. Elle implique donc une phase de collecte et souvent une phase de préparation en vue de la réutilisation. Ce n'est pas à proprement parler une mesure de prévention des déchets mais elle est préférable au simple recyclage et doit aussi être favorisée.

3) Une économie territorialisée et une logique de coopération

a) *C'est au niveau local* (Iparralde, Euskal Herria par exemple) qu'une économie circulaire peut se mettre en place. L'éco-conception ne peut être efficace qu'en s'appuyant sur les spécificités du territoire (circuits de réemploi et de réparation, synergies industrielles possible, etc.).

b) *De nombreux acteurs* doivent être impliqués, au niveau de l'offre (fabricants, distributeurs, circuits de réparation, ...), de la demande (consommation responsable), et de la gestion des déchets.

c) *Rentrer dans une logique coopérative* est nécessaire pour faire travailler tous ces acteurs ensemble. L'intérêt commun doit présider aux circuits économiques. La concurrence doit s'effacer devant les logiques de partage (notamment partage des excédents), de mutualisation, de réciprocité. C'est également un enjeu de résilience pour la société puisque la rivalité et la concurrence suscitent des dépenses excessives en ressources et sont sources de conflits quand celles-ci se raréfient.

4) *Une mobilisation à mener à tous les niveaux*

a) *La relocalisation* impliquée par l'économie circulaire doit bénéficier à l'ensemble de notre territoire bien sûr, mais pas uniquement. Le climat et la biodiversité par exemple sont des biens communs et des mécanismes de solidarité doivent être mis en place avec les régions moins favorisées et, a fortiori, avec les pays les plus pauvres. Quels doivent être ces mécanismes et comment les implanter ? Aucune réponse ne s'impose aujourd'hui, alors qu'il s'agit d'un point essentiel pour concilier relocalisation et équité. Il s'agit d'un chantier de réflexion et de mobilisation prioritaire.

b) *L'éco-conception* suppose un renversement de valeurs pour l'industrie qui doit intégrer de nouveaux concepts comme l'approvisionnement durable en amont et l'extension de leur responsabilité en aval. La responsabilité du producteur ne doit plus s'arrêter lors de sa vente, il doit assumer le coût économique et environnemental de sa récupération ; il est possible de s'appuyer pour cela sur des dispositifs de Responsabilité élargie du producteur (REP) qui prévoient «l'obligation aux producteurs, importateurs et distributeurs de ces produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication de pourvoir ou de contribuer à l'élimination des déchets qui en proviennent». Il existe aujourd'hui plus d'une vingtaine de filières REP (déchets pharmaceutiques, emballages, déchets électriques et électroniques, etc.) dont la plupart ont choisi un modèle d'organisation collective centrée autour d'éco-organismes. Dans les meilleurs cas, cette démarche conduit à une responsabilisation collective et à la productions de communs -- par exemple des réseaux logistiques, des espaces d'échange, des guides ou outils, des connaissances et savoir-faire -- qu'aucun acteur ne peut s'approprier mais qui sont bénéfiques à tous⁵⁹. Les entreprises ancrées dans un territoire seront bien plus adaptées que les grandes multinationales pour intégrer de tels dispositifs.

c) *L'éducation doit jouer un rôle essentiel*. Depuis 2015 et la COP 21, l'éducation au développement durable est officiellement considérée dans l'État français comme «un volet essentiel de la stratégie nationale de transition écologique pour un développement durable. L'éducation au développement durable fait partie intégrante de la formation initiale des élèves, dans l'ensemble des écoles et des établissements scolaires». En pratique de gros efforts sont encore à fournir, en partenariat avec les acteurs locaux tant institutionnels qu'associatifs. L'objectif de ces actions ne doit pas se borner à des thématiques classiques comme la lutte contre le gaspillage. Il est en effet indispensable de développer chez tous les élèves des compétences manuelles qui leur permettront d'avoir une consommation plus durable (jardins potagers, ateliers de réparation de vélos, etc.).

III Une opportunité et une urgence pour Euskal Herria

A cause des divisions institutionnelles d'Euskal Herria (Communauté Autonome Basque, Communauté Forale de Navarre et Communauté d'Agglomération Pays Basque), nous détaillons plus spécifiquement le cas d'Iparralde dans les lignes ci-dessous. Il ne s'agit pas d'une limitation, mais d'un point de départ : il est évident que les barrières institutionnelles

⁵⁹ H. Micheaux, *Le retour du commun au cœur de l'action collective : le cas de la Responsabilité Élargie du Producteur comme processus de responsabilisation et de co-régulation*, 2017

doivent être surmontées et que c'est au niveau d'Euskal Herria que des filières efficaces de réemploi et de réparation devront être conçues.

1) Des bénéfices multiples

La Communauté d'Agglomération Pays Basque doit jouer le rôle de facilitateur de réseau pour mettre en contact les nombreux acteurs impliqués; elle peut aussi s'appuyer sur l'expérience acquise en Pays Basque Sud (notamment l'initiative Zero Zabor). Contrairement à la récente feuille de route du gouvernement français qui met l'accent sur le recyclage, elle doit parier sur la prévention des déchets et défendre ce point de vue dans la mise en place du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Les enjeux sont multiples :

a) En terme d'emplois, l'économie circulaire est plus intensive en travail que les industries classiques. C'est également vrai pour les modes de traitement des déchets orientés vers la réutilisation : 10000 tonnes de déchets traités par incinération, compostage ou méthanisation créent 3-4 emplois équivalent temps plein (ETP), contre 11 ETP s'ils sont triés, 50 ETP s'ils sont démantelés... et seulement 1 ETP pour la mise en décharge⁴.

b) Un rééquilibrage territorial découle naturellement de l'économie circulaire: la nécessité de présence physique pour le réemploi et les réparations par exemple, ou la mise en place d'une économie de la fonctionnalité (qui exige une proximité entre producteurs de l'usage et consommateurs), créent des emplois locaux non délocalisables sur tout le territoire, et pas uniquement près des grandes villes⁶⁰. L'ancrage des entreprises dans le territoire est par ailleurs renforcé car elles doivent rentrer dans des logiques de mutualisation et de substitution ; en Iparralde, l'usage de l'Eusko permet de renforcer cette dynamique.

c) Un rééquilibrage social s'opère également. En effet, les emplois de l'économie circulaire concernent tous les types de qualification, mais ce sont les régions et les secteurs les plus touchés par le chômage qui seraient les principaux bénéficiaires de ces nouveaux emplois.⁶¹

2) Lever les freins au réemploi

a) Le coût du foncier, surtout sur la côte. Une étude pour une ressourcerie à l'échelle de l'ancienne agglomération Sud Pays Basque⁶² a montré qu'un espace de près de 2000 m² était nécessaire. De même, la taille moyenne d'un atelier vélo est de 135 m² ce qui représente un coût démesuré pour une association. L'exemple de Txirrind'ola à Bayonne est une source d'inspiration : l'association s'est vu attribuer un local de 550 m² et en contrepartie se voit confier certaines missions (prêt de vélos à des étudiants, aide à la mobilité douce lors d'événements).

b) Le gisement de déchets ré-employables doit être rendu accessible aux filières du réemploi et de la réutilisation pour favoriser l'émergence de nouveaux acteurs.

c) Développer des partenariats entre les collectivités et les filières du réemploi lors du renouvellement de matériel (comme l'association AIMA par exemple pour le mobilier professionnel et particulier).

d) Améliorer l'image du réemploi et de la réutilisation qui souffrent encore d'une perception négative auprès du public par des mesures de communication au niveau

⁶⁰ A.-L. Rebaud, Economie circulaire et emploi : enjeux et perspectives, 2016

⁶¹ A. Deboutière, A. Georgault, Quel potentiel d'emplois pour une économie circulaire ? Institut de l'économie circulaire, 2015

⁶² Recyl'Arte, Etude de faisabilité d'une ressourcerie sur le territoire Sud Pays Basque, 2017

d'Euskal Herria mettant en avant les multiples facettes du secteur, comme le re-design (Recycl'Arte à Hendaye), la création textile (Orratzetik Hari à Cambo), etc.

3) Lever les freins à la réparation

Le secteur de la réparation est en difficulté à cause de la multiplication des objets low cost de basse qualité et parce qu'il est difficile et peu rentable pour le consommateur de réparer : de même, le développement de la vente à distance augmente la diversité des produits et complique la tâche des réparateurs. L'offre dans ce secteur a du mal à se développer et doit être soutenue.

a) L'accès aux pièces détachées est fondamental. Une structure mutualisée doit se mettre en place en Euskal Herria pour permettre un accès rapide à ces pièces à tous les acteurs du territoire. Elle doit s'accompagner d'un référencement visible et efficace des réparateurs.

b) Développer la professionnalisation et soutenir la formation. La CAPB et les mairies pourraient intégrer dans le cahier des charges des commandes publiques des formations pour les acteurs de la réparation, s'assurer de l'existence de filières spécifiques de réparation, favoriser l'économie de la fonctionnalité, etc. L'éducation populaire en matière de réparation est également très importante et doit être soutenue.

c) La manque de confiance des consommateurs à l'égard de la réparation doit être combattu par la création d'un label de qualité sur le reconditionnement des objets au niveau d'Euskal Herria, associé à des mesures de garantie par exemple.

d) L'auto-réparation jouit par contre d'une bonne image sur laquelle il faut miser en soutenant les initiatives comme Txirrind'ola à Bayonne, le Repair'Café d'Hendaye, les garages solidaires ou self-garage (Anglet), les bricothèques, les Fab Labs, etc.

4) Limiter l'impact de la gestion des résidus

a) Éviter de transformer les résidus en déchets en développant les systèmes de consigne, et en donnant les moyens à Bil ta Garbi et aux autres acteurs d'affiner les systèmes de collecte: collectes préservantes pour l'équipement, sélective (jouets, habits, livre, ordinateurs et téléphones, ...) et saisonnière (pour les étudiants et les touristes). Il faut aussi multiplier les espaces de réemploi dans les déchetteries et faire résolument face au problème des déchets du secteur du BTP.

b) Traiter les déchets à proximité de leur lieu de production. Cela passe par le tri à la source des bio-déchets, l'installation de composteurs collectifs (quasiment inexistantes en Iparralde) notamment pour les cantines, les stop pub, ... Il faut aussi étudier la possibilité de s'appuyer sur une tarification incitative et prendre des mesures spécifiques afin de limiter l'augmentation de 30 % de la quantité de déchets sur la côte⁸ due au tourisme (composteurs collectifs dans les campings comme à Saint-Jean de Luz par exemple).

6. Communs, solidarité et partage

La domination de la raison économique crée un monde où n'existent (au sens d'être reconnus comme prenant part à la communauté humaine) que ceux qui génèrent de la valeur marchande, c'est-à-dire ceux qui produisent des biens et des services qui s'achètent. Elle exclut tous ceux dont l'activité n'entre dans aucun circuit commercial, même si elle est par ailleurs indispensable au fonctionnement de l'économie. Il en est de même pour tous ceux, toujours plus nombreux, à qui l'économie ne fournit pas d'emploi salarié ou d'activité marchande.

L'économie ne répond plus aux besoins des populations, mais ses critères continuent de passer au premier plan, ainsi par exemple certains se réjouissent de ce que la Grèce ait rempli ses obligations vis à vis de la Banque Centrale Européenne, tout en ignorant allègrement la hausse de la mortalité infantile et des suicides, le délabrement du système de santé et des infrastructures publiques, la privatisation à tout va, le chômage et l'exil massifs...

Cette centralité de l'économie est devenue telle que l'opinion commune, souvent sans s'en rendre compte, en vient à juger un sans-abri ou un migrant plus digne d'être aidé s'il a des «compétences valorisables» et exprime sa volonté de s'insérer dans l'économie, que si ce n'est pas spécialement le cas. On en vient à accepter l'idée que le droit de vivre est conditionné à la production de valeur marchande. Pourtant on n'ignore plus aujourd'hui que le chômage est structurel⁶³, mais malgré ça la responsabilité du chômage est rejetée sur les chômeurs eux-mêmes, et tout se passe comme si les plus riches, conscients du problème et n'étant pas disposés à tenter d'y remédier, avaient décidé de se replier sur leur communauté, et d'abandonner à leur sort les moins solvables et les moins mobiles⁶⁴.

L'enjeu aujourd'hui est d'abolir cette économie avant qu'elle ne nous abolisse. À terme il s'agit de recomposer une économie qui se distancie de la marchandisation, régénère des communs, et remette au centre le renouvellement de la vie. Dans l'immédiat il s'agit de mettre en place des solutions d'urgence pour ceux qui sont déjà exclus ou en voie de l'être.

I Une société insoutenable

1) Abandon international

a) *Pillage des ressources* des pays du Sud : les ressources matérielles des pays du Sud sont l'objet d'accaparements croissants de leurs terres arables⁶⁵, de pillage non soutenable et souvent illégal de leur poisson, bois, métaux rares, énergies fossiles. Dans nos sociétés où le travail de soin est peu reconnu, ce sont souvent des femmes originaires des pays du Sud qui s'en chargent pour de maigres salaires. L'émigration économique «choisie» prive également les pays les plus pauvres d'une grande partie de leur jeunesse la mieux éduquée.

b) *Exploitation de la main-d'œuvre* des pays du Sud : Montesquieu disait au milieu du XVIII^{ème} siècle que le sucre serait trop cher si la canne n'était pas travaillée

63 Norbert Trenkle et Ernst Lohoff, «La Grande Dévalorisation», Post-éditions, 2014

64 Bruno Latour : «Les super-riches ont renoncé à l'idée d'un monde commun» <http://palimpsestes.fr/blocnotes/2017/mars/latour.html>

65 Agnès Stienne, «Terres volées d'Éthiopie», Le Monde Diplomatique, décembre 2013. [NDLR le cas de l'Éthiopie est illustratif et malheureusement loin d'être unique]

par des esclaves⁶⁶, la même logique cynique s'applique aujourd'hui à la majorité des biens manufacturés (industrie textile, électronique, métallurgie) dans «l'usine du monde» qu'était jusqu'à il y a peu la Chine, et qui se déplace vers des pays toujours moins chers (Vietnam, Bangladesh, Éthiopie). Elle s'applique de même aux migrants dont certains états n'hésitent pas à exploiter leur situation⁶⁷.

c) *Utilisation des pays du Sud comme déversoir* à déchets de tous types (notamment plastiques, électroniques, chimiques, nucléaires), là aussi uniquement pour des raisons de coût : plutôt que de mieux concevoir les productions pour limiter les déchets (cf. chapitre réemploi, réparation et recyclage), il est moins cher d'envoyer des déchets vers des pays n'ayant pas de filière de tri ou de norme environnementale stricte, au prix de la santé de leurs enfants.

d) *Refus d'assumer les conséquences* : les premières zones du monde à devenir invivables du fait du changement climatique sont celles connaissant les chaleurs les plus extrêmes, et la plupart sont situées dans les pays du Sud. On sait aujourd'hui que les réfugiés climatiques sont désormais plus nombreux que ceux fuyant les conflits, et leur nombre sera de l'ordre de 250 millions d'ici le milieu du siècle⁶⁸. Pourtant les États occidentaux non seulement ne prennent pas les mesures suffisantes pour contenir le réchauffement sous la barre des 1.5°C et continuent l'extraction de carbone fossile, mais lorsqu'ils font face aux conséquences humaines de ces choix, raisonnent encore uniquement en termes de coût financier: «combien va nous coûter l'accueil des migrants». À ce rythme, nous serions vite sur une planète dévastée par les conflits et les catastrophes climatiques tandis que les dirigeants se féliciteraient de la réduction des dépenses publiques.

e) *Projets de barrières et de murs* : à cette logique financière hors-sol s'ajoute une logique punitive, qui est moins regardante sur la dépense quand il s'agit d'empêcher les migrants d'accéder au sol des pays industrialisés. Ainsi on construit ou projette de mettre en place des murs ou des systèmes de surveillance pharaoniques pour refouler les migrants aux frontières du «monde riche» : le long de la frontière entre États Unis et Mexique, en Europe centrale, ou en Méditerranée⁶⁹.

2) *Abandon local*

a) *logique financière* : en Euskal Herria comme dans la plupart de l'Europe de l'Ouest, la même logique de la «valeur» et du «coût» a présidé non seulement à l'organisation du travail (mécanisation, informatisation, délocalisation, «lean management») mais également aux services publics (progressivement démantelés, notamment dans les zones rurales), et à l'aménagement du territoire (de plus en plus clivé entre métropoles concentrant richesses, connectivité, emplois et services, et périphéries où sont relégués ceux qui ne sont pas ou plus «valorisables», et d'où le système se retire). En résulte une atomisation sociale de plus en plus grande, faisant tomber en premier ceux qui n'ont pas les moyens financiers de compenser la perte de soutien communautaire : les plus pauvres.

b) *logique punitive* : dans le même temps que s'amenuisent les emplois, les services publics et la possibilité matérielle de se loger près des métropoles, les structures étatiques glissent progressivement vers une guerre aux pauvres généralisée : réduction des minimas

66 Montesquieu, De l'Esprit des Lois - Livre XV, chapitre 5

67 «Comment l'Allemagne intègre les migrants avec des salaires à un euro de l'heure» <http://www.atlantico.fr/decryptage/comment-allemande-commence-integrer-migrants-avec-salaires-1-euro-heure-guillaume-duval-2648804.html>

68 «Bientôt 250 millions de réfugiés climatiques dans le monde» https://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/bientot-250-millions-de-refugies-climatiques-dans-le-monde_1717951.html

69 Migrants : quand l'Europe s'emmure https://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2015/09/03/migrants-quand-l-europe-s-emmure_4744960_1654200.html

sociaux et de l'aide au logement, durcissement des conditions d'indemnisation, traitement différencié des pauvres dans leurs soins médicaux ou démarches administratives, flicage des chômeurs dans leur recherche d'emploi (alors qu'on sait que le chômage est structurel), radiations abusives. Là aussi, une double-peine s'abat sur les pauvres qui sont relégués en périphéries rurales, car chaque démarche pour éviter la radiation (et donc la perte de ressources) demande des frais additionnels (carburant, usure de véhicule, envois en recommandé) ou suppose des services dont ils ne disposent pas (transports en commun, débit internet suffisant).

II Reconstruire une solidarité en reconnectant le local

Une telle situation, conséquence de la mise à distance de nos activités (délocalisation de l'exploitation bon marché, et des déchets) et de la mise à distance des exclus (de plus en plus déshumanisés et réduits à un supposé «coût»), ne peut pas être résolue hors sol, mais au contraire à partir d'initiatives territoriales reconnectées, qui nous mettront sur la voie de la sortie progressive de la marchandisation. Notre souveraineté a besoin d'une population aux liens solides, renouant avec le don et l'entraide, et consciente des enjeux actuels et futurs, chez nous et sur tous les territoires.

1) Solidarité internationale

a) Cesser de nuire : le premier geste de solidarité envers les habitants des autres territoires du monde consiste à ne pas piétiner les conditions de leurs vies, en d'autres termes vivre à la hauteur de la capacité écologique d'Euskal Herria (voir chapitre sobriété), cesser d'importer des matières pillées ou produites par néo-esclavage (les substituer par des équivalents locaux et changer nos usages non soutenables), et cesser d'exporter du déchet (voir chapitres sobriété, et réemploi, réparation et recyclage).

b) Accueillir l'urgence : le Pays Basque a longtemps été une terre d'émigration pour beaucoup de nos ancêtres fuyant la misère, aujourd'hui nous nous devons de rendre la pareille et d'accueillir ceux qui fuient le chaos issu du pillage et du changement climatique. Et plutôt que de raisonner en termes de «coût» abstrait, demandons-nous quelle est la capacité d'accueil d'Euskal Herria en des termes plus matériels comme la surface agricole ou l'énergie disponible par habitant.

c) Impulser des initiatives de souveraineté sur d'autres territoires. *Nekez uzten du sorterrria sustraiak han dituenak* : avoir perdu les conditions minimales d'une vie décente et devoir fuir son pays constitue toujours une douleur. Partout où c'est encore possible, une fois amorcée la souveraineté que nous définissons dans ces pages, nous nous devons d'appuyer la souveraineté des autres territoires du monde.

2) Recréer du commun, recréer des communs

À l'heure où le travail se raréfie et où la société s'atomise de plus en plus, il s'agit de reconstituer des communautés larges, fournissant une sécurité mutuelle assurant les conditions matérielles et sociales d'une vie digne (logement, besoins de base et participation à la vie collective), à la fois à travers des initiatives communautaires et à travers des initiatives publiques. Retrouver aussi le sens des mots *baltsan* et *auzolana*, la mise en commun et l'entraide non comptable entre proches et voisins, le sens des fêtes, rites et créations collectives non marchandes. Pour un œil «moderne», ces usages sociaux peuvent sembler anecdotiques, pourtant leur absence ou leur présence fait une différence fondamentale entre, d'un côté, vie atomisée, individuelle et soumise à la marchandise, et de l'autre protection mutuelle, sens d'appartenance, possibilité de liens non marchands. Sans idéaliser la vie de village «à l'ancienne», qui avait aussi ses

aspects enfermants, mais se réapproprier ce qu'elle avait de résilient et la recréer sous de nouvelles formes.

III Concrètement

Il faut toujours rendre justice avant que d'exercer la charité (Nicolas Malebranche, 1638-1715).

1) Redistribution

Une fiscalité juste qui répare les dégâts écologiques et sociaux, et construit de la résilience :

a) Financer la lutte pour le climat : un impôt de 5% sur les sociétés, au niveau des trois entités administratives d'Euskal Herria, financerait la lutte pour le climat et le fonds d'adaptation. Dans un contexte où le taux moyen d'imposition en Europe par exemple est encore 5% en dessous de celui des USA, même après les réformes fiscales de Trump favorisant les riches, une telle contribution est largement justifiée, notamment s'agissant des entreprises contribuant le plus au changement climatique⁷⁰. L'exemption totale de taxe sur le kérosène doit également prendre fin: c'est un exemple de politique fiscale non seulement irresponsable écologiquement, mais aussi socialement injuste puisque les personnes les plus aisées sont celles qui prennent le plus l'avion.

b) La tarification sociale des biens de base, comme l'eau : cette tarification consiste à rendre gratuit l'usage de base (les premiers m³ d'eau ou les premiers kWh d'électricité) utilisés, et à surenchérir le mésusage, c'est à dire taxer fortement la consommation de luxe, définie selon au-delà d'un seuil décent par personne. On ne peut accepter que le litre d'eau ait le même prix pour une mère isolée au chômage qui s'occupe de son foyer en s'inquiétant pour ses dépenses, ou pour le cadre supérieur qui remplit la piscine de sa résidence secondaire.

c) Politique volontariste de redistribution des richesses, au niveau des trois instances d'Euskal Herria. Une telle politique sera d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'on aura poussé loin la relocalisation des productions et des consommations. Elle nous rendrait moins concurrentiels au niveau international, mais l'objectif est justement de s'affranchir d'une telle situation de mise en concurrence, et la relocalisation de nos activités nous permettrait d'être plus à l'abri des dumpings sociaux.

d) Une politique de logement dont la priorité est d'assurer un logement digne à tous, en passant par la taxation des résidences secondaires à un taux décourageant leur multiplication, ou leur réquisition par les municipalités pour répondre aux situations d'urgence.

e) Pallier la casse des minima sociaux étatiques, en créant des pensions compensatoires pour celles et ceux touchés par cette casse : chômeurs en fin de droit, mères isolées à faibles revenus, retraitées ayant peu cotisé du fait de la non rémunération de leur activité, travailleur/ses à temps partiel contraint...

2) Solidarité internationale

a) Capacité d'accueil : dans son histoire récente (XIX^{ème} et première moitié du XX^{ème} siècle), le Pays Basque a perdu de l'ordre de 150 000 personnes, qui fuyaient la misère en émigrant vers l'Amérique, ce qui représenta de l'ordre de 15% de la population

⁷⁰ https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/100-entreprises-responsables-de-plus-de-70-des-emissions-mondiales-de-carbone_114773

de l'époque. Aujourd'hui nous sommes une région d'Europe assez bien lotie, et nous nous devons d'offrir l'hospitalité à ceux qui fuient la misère aujourd'hui.

Dans une démarche de souveraineté solidaire et soutenable, il s'agit de définir notre capacité d'accueil, en premier lieu en termes de production alimentaire (le Pays Basque possède à l'heure actuelle de l'ordre de 3000 m² de surface agricole utile par habitant, répartis sur différentes altitudes et zones climatiques, où il s'agit de développer dans chaque configuration une agriculture plus végétale et résiliente, et auxquelles il s'agira d'ajouter toutes les surfaces périurbaines convertissables en maraîchage), en termes de logement (dont un grand nombre est actuellement sous-occupé ou vide, par excès de tourisme ou par exode rural), en termes de production d'énergie renouvelable dans une optique de consommation sobre et efficace (voir chapitre énergies renouvelables). Définir cette capacité est un travail que chaque territoire situé en climat non tropical se doit mener, dans la perspective de l'accueil des réfugiés.

b) Fonds d'adaptation : si l'obtention de fonds pour le développement des énergies renouvelables est bien souvent une gageure pour les pays du Sud, la situation est encore plus difficile s'agissant de fonds pour s'adapter au nouveau régime climatique. Il est crucial aujourd'hui de développer une caisse mutuelle entre territoires/pays, qui servira à développer ailleurs la souveraineté et la résilience qu'on souhaite voir exister.

3) Solidarité locale

a) Lutter contre les mesures de contrôle social. Outre la redistribution des richesses, à l'heure où le contrôle des chômeurs devient massif et où ces derniers doivent produire des « preuves » de leur recherche permanente d'un emploi qui n'existe pas, des particuliers et entreprises peuvent s'organiser pour fournir des justificatifs de recherche d'emploi à ceux qui en ont besoin. Les possibilités sont nombreuses pour éviter les radiations qui privent de ressources ceux que le système veut exclure⁷¹.

b) Repenser l'habitat. Le mitage de l'habitat, particulièrement développé en Iparralde, est néfaste à tous les niveaux: besoins en transports, consommation énergétique (le chauffage des maisons individuelles est bien plus énergivore que celui des logements collectifs), atomisation de la société et disparition du lien social dans les lotissements et banlieues dortoirs. Plusieurs initiatives voient le jour pour inverser cette tendance; il faut absolument les soutenir et les renforcer au niveau municipal: habitats participatifs, habitats intergénérationnels (conçus pour accueillir des étudiants, des personnes âgées, des familles), accueil familial pour les personnes âgées, entre autres.

c) Aider les ménages les plus modestes à améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation en finançant des programmes spécifiques (comme le Programme d'Intérêt Général *Lutte contre l'habitat indigne et dégradé* par exemple) en renforçant parallèlement la lutte contre les marchands de sommeil, à travers des commissions municipales *ad hoc*.

4) Une économie pour répondre aux besoins des gens

a) Reconversion sociale et écologique de la production, permettant par ailleurs de créer jusqu'à 116 000 emplois dits « climatiques » sur l'ensemble du Pays Basque⁷², dans tous les domaines : agriculture, industrie, sobriété énergétique,

⁷¹ À titre d'exemple on peut mentionner des lettres-types de refus de candidature, des courrier d'annonce d'enregistrement de CV par une entreprise, des certificats de suivi/réussite de MOOC, la création massivement des comptes particuliers employeur pour des tâches minimales, etc.

⁷² Pour Iparralde: <https://bizimugi.eu/groupe-thematiques/travail/demain-10-000-emplois-climatiques-en-pays-basque-nord>
Pour Hegoalde : <https://www.slideshare.net/mrafundazioa/klima-aldaketa-eta-enplegu-berdeak-iraunkortasuna-etorkizuneko-apustua>

énergies renouvelables, réhabilitation énergétique des logements, mobilité soutenable, réhabilitation des résidus urbains, relocalisation de certaines productions, circuits courts et commerces de proximité.

b) Développer au niveau des communes des outils de finance éthique (caisses de crédit municipales sous contrôle citoyen), permettant d'aider les projets s'inscrivant dans une démarche de souveraineté soutenable.

c) Impulser au niveau municipal la création de coopératives s'inscrivant dans une économie soutenable collaborative, à la fois à travers des facilités de crédit (voir point précédent) et par la mise à disposition de foncier et/ou de bâtiments publics.

7. L'écoféminisme : pour une économie soutenable et juste.

Les courants de pensée liés à l'écoféminisme -contraction des termes « écologie » et « féminisme »- mettent en parallèle deux types de domination : celle des hommes sur les femmes (patriarcat), et celle des humains sur la nature.

L'écoféminisme est constitué d'approches diverses et s'est développé différemment selon les contextes. Dans les pays du sud, de part le rôle qui leur est traditionnellement imparti (approvisionnement en eau et en bois, agriculture vivrière...), les femmes sont les plus directement impactées par les atteintes à l'environnement. Elles ont également été les premières victimes des bouleversements induits par la "Révolution verte" (maladies liées aux pesticides, érosion des sols, disparitions des souverainetés locales). Cela a conduit à de fortes mobilisations pour la protection de l'environnement menées par des femmes. Ex: Le mouvement Chipko pour la conservation des forêts en Inde, Green Belt Movement au Kenya... Dans les pays du nord, le mouvement s'est notamment structuré autour de luttes contre l'armement nucléaire (Women's Pentagon Action aux Etats-Unis en 1980 ou le camp des femmes pour la paix de Greenham Common en Angleterre). Les analyses écoféministes intègrent également l'impact du colonialisme et du néo-colonialisme sur nos sociétés.

Certains courants écoféministes se réapproprient également la figure de la sorcière dans leur critique de la domination des femmes et de la nature. Le début du 17^e siècle a connu les grands procès en sorcellerie - persécution des sages-femmes et soignantes de l'époque, ainsi que des veuves et célibataires, femmes sans enfants et femmes âgées - qui ont été un outil de reprise en main violent dans les libertés laissées aux femmes, qui se virent obligées de facto de vivre sous la dépendance d'un homme, de crainte de finir sur le bûcher. Peu après, l'exploitation massive des ressources de la biosphère fait ses débuts à l'époque du "siècle des lumières". On peut citer à titre illustratif le philosophe Francis Bacon qui disait *"la science peut nous permettre de torturer la Terre pour en extraire tous les secrets et les traduire en connaissance qui nous permettre de la dominer et de la soumettre jusqu'à ses fondements"*. Avec la révolution industrielle, cette double exploitation – exploitation des femmes/exploitation des ressources – s'est étendue de l'Europe à l'Amérique du Nord puis à l'ensemble du monde. Aujourd'hui le problème est devenu global, ce qui permet d'autant mieux de masquer le fait que ce système est socialement et historiquement construit⁷³.

En liant lutte contre le patriarcat et lutte contre le capitalisme, l'écoféminisme aide à repenser une économie qui serait soutenable au niveau environnemental tout en donnant pleinement leur place sociale aux femmes.

73 Roswitha Scholz, Remarques sur les notions de « valeur » et de « dissociation-valeur » <http://www.palim-psao.fr/2017/03/remarques-sur-les-notions-de-valeur-et-de-dissociation-valeur-par-roswitha-scholz.html>

voir également Johannes Vogeel, Le côté obscur du capital. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité <http://www.palim-psao.fr/2017/10/le-cote-obscur-du-capital.masculinite-et-feminite-comme-piliers-de-la-modernite-par-johannes-vogeel.html>

I Les racines communes de l'économie moderne, de la domination masculine et du saccage des ressources

1) Exploitation gratuite et non reconnue

La conception capitaliste de l'économie est aujourd'hui dans l'impasse. Cette conception ne s'intéresse qu'aux marchandises et aux personnes solvables, et ne considère comme travail que ce qui génère quelque chose de vendable. Elle n'accepte que le bénéfice financier comme indicateur d'efficacité, et n'attribue de valeur qu'à ce à quoi on peut fixer un prix. Ce faisant, elle met en péril le renouvellement de la vie. Pourtant, le système économique ne fonctionne que grâce à des ressources gratuites et non reconnues :

a) la biosphère, à la fois par ses ressources que nous utilisons et par sa capacité à absorber nos déchets,

b) l'activité de soin assurée par les femmes, qui partout dans le monde sont en immense majorité chargées d'élever et d'éduquer les enfants, et sur qui repose également le travail de soin aux anciens, aux personnes malades ou dépendantes⁷⁴.

Il est pourtant démontré aujourd'hui que si l'on généralisait le principe pollueur-payeur, aucune grande industrie ne serait rentable⁷⁵, du fait de leurs pratiques non soutenables. De même que ne serait plus rentable l'économie moderne si elle devait payer le travail de reproduction et de soin⁷⁶ aboutissant à l'existence d'une main d'œuvre.

2) Cette exploitation aveugle menace le renouvellement de la vie

Les questions des externalités négatives, de la finitude des ressources et du travail de soin ont longtemps été balayées sous le tapis par facilité, mais le tapis n'arrive plus à camoufler un tas devenu vertigineux :

a) la biosphère n'absorbe plus : dérèglement du climat par des émissions insoutenables de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et violents, pollution des aquifères, des rivières et de l'air par des résidus de tous types qui génèrent maladies et morts (la pollution de l'air à elle seule cause plus de 500 000 morts par an en Europe⁷⁷),

b) la biosphère s'épuise : destruction de la fertilité des sols, déforestation insoutenable, surpêche de nombreux stocks, sixième extinction de masse de la vie terrestre et marine, épuisement des ressources fossiles et des métaux rares,

c) l'économie ne répond plus à nos besoins : seul le travail marchand ou salarié donne un revenu mais il est de plus en plus précaire et le chômage élevé est devenu structurel. Avoir un travail ne garantit pas toujours d'avoir le minimum vital digne, et ne pas réussir à en trouver condamne à l'exclusion. L'économie ne répond plus aux besoins des populations, et les inégalités s'accroissent au point d'inquiéter ceux-là même qui ont pourtant appuyé les politiques menant à cette situation⁷⁸, de même qu'ils s'inquiètent

⁷⁴ On peut également mentionner le souci de bien faire, engagement constant des travailleur(se)s pour assurer un travail de qualité et satisfaire des besoins réels, souvent malgré les contraintes et empêchements imposés par la seule logique du "coût".

⁷⁵ Voir <https://e-rse.net/industriel-pollueur-payeur-rentable-270108/#gs.pi7qam>

⁷⁶ Plusieurs théoriciennes nomment cette activité le *travail reproductif*, et démontrent en quoi le système capitaliste s'est construit à partir du XVII^e siècle sur l'assignation des femmes à la sphère domestique, où leur travail est exploité sans être reconnu. Voir Silvia Federici, "Caliban et la sorcière - Femmes, corps et accumulation primitive", éd Entremonde, 2014

⁷⁷ Agence Européenne pour l'Environnement, Qualité de l'air en Europe, rapport 2017

⁷⁸ Forum économique de Davos, janvier 2014

aujourd'hui des événements météorologiques extrêmes⁷⁹, ce qui prêterait à rire s'il n'y avait pas des millions de vies menacées.

d) *La production menace la vie* : nombre de produits de consommation courante présentent des risques pour la population (colorants "alimentaires" cancérigènes, perturbateurs endocriniens dans les contenants, notamment biberons, molécules toxiques dans les produits d'hygiène), risques qu'on découvre toujours trop tard tandis que chaque année apparaissent d'innombrables nouvelles molécules dont on ne connaîtra pas les effets avant plusieurs années ou décennies. Outre la chimie, les processus de production en eux-mêmes menacent les vies des travailleur(se)s. Le travail n'est plus synonyme d'épanouissement mais devient facteur de morbidité: troubles musculo-squelettiques, dépressions, burn-out, infarctus, suicides, deviennent le lot commun.

Dans ce nouveau monde qu'a dessiné ces dernières décennies l'économie extractrice de carbone fossile, les processus de régénération de la vie sont aujourd'hui mis en danger. Pourtant, on leur donne moins d'importance qu'à la rentabilité financière ou aux excédents budgétaires. Comme si les excédents budgétaires étaient capables de réguler le cycle des pluies ou de prodiguer les soins quotidiens aux enfants.

3) *Premières victimes: les femmes, et principalement les plus pauvres*

a) *Dans les pays industrialisés :*

Le travail domestique, assuré dans son immense majorité par les femmes, n'est pas reconnu comme un travail. Le développement du travail salarié a entraîné une double journée avec le cumul travail salarié + domestique et une pénalisation professionnelle des femmes (temps partiel imposé par les contraintes familiales ou par l'organisation du travail, absentéisme lié au soin des enfants...). Cela a contribué à la précarité des mères isolées. Les femmes restent toujours moins payées que les hommes malgré un niveau supérieur d'étude (en France, les femmes touchent 18,6 % de moins que les hommes selon l'Insee). Elles accèdent aussi moins aux postes de responsabilité.

b) *Dans les pays du Sud :*

Les femmes représentent 70% des 1.2 milliards de personnes disposant de moins de 1\$ par jour. Elles produisent 60 à 80% de l'alimentation mondiale tout en ne possédant que 10 à 20% des titres fonciers.

Souffrant de l'héritage d'une domination coloniale qui a atteint leurs potentialités économiques et a souvent profondément dégradé leur environnement, les femmes sont lourdement atteintes par les conséquences environnementales du développement et de la mondialisation. Souvent exclues de la Révolution Verte, elles voient leurs activités traditionnelles (obtention de bois, et d'eau) compromises ou rendues plus difficiles par l'industrialisation et la marchandisation du travail agricole.

Elles sont les premières victimes des conflits issus des conséquences du changement climatique (entraînant instabilités politiques et guerres pour l'accès aux ressources) qui poussent de plus en plus de gens à l'exil et condamnent les personnes les moins mobiles: enfants, personnes âgées, personnes dépendantes, dont la charge revient majoritairement aux femmes.

II Une économie qui remet au centre le bien-vivre

L'économie est l'ensemble des processus d'obtention de biens et services qui permettent de garantir la reproduction sociale, d'alimenter le métabolisme social. Cela inclut, théoriquement, le soin aux personnes dépendantes, et la préservation et régénération des

écosystèmes qui nous supportent. La priorité à la recherche de plus-value et d'excédent budgétaire doit céder la place à l'engendrement des conditions de nos vies. Le but de l'économie ne doit pas être la génération de bénéfices financiers pour une minorité sur le dos de la santé et de l'éducation de nos enfants, le but de l'économie doit être la production des conditions d'une vie bonne, d'une vie vivable pour l'ensemble de la société.

1) Intégrer la justice femmes-hommes

Intégrer pleinement les femmes à la gouvernance à tous les niveaux de la société et répartir équitablement le travail domestique et de soin entre hommes et femmes. Cela passe par une modification du fonctionnement des instances décisionnelles, depuis la base (voir chapitre alternatives territoriales), ainsi que par des transformations culturelles (touchant autant la sphère domestique que professionnelle) qui pourront être impulsées par l'éducation populaire, ainsi que par un mouvement féministe comme celui présent aujourd'hui dans une grande part du Pays Basque

2) Intégrer l'écodépendance

Cesser les activités mettant en péril les vies présentes et futures: agriculture érodant les sols et produisant une alimentation nuisible pour la santé, empoisonnement des sols, de l'air et de l'eau, monocultures, aménagement "voiture-dépendant" du territoire, productions nuisibles ou à obsolescence programmée, extractivisme.

Généraliser le principe pollueur-payeur à toutes les activités du territoire (par exemple à travers la taxe professionnelle et les impôts locaux, ou à travers une écotaxe pour les poids lourds) et plus généralement obliger tous les acteurs à prendre en compte les conséquences écologiques et sociales de leurs activités. Cela incitera à réorienter les finalités vers des objectifs d'ordre social et écologique au lieu du seul profit.

Vivre à la hauteur de la capacité d'accueil écologique de notre territoire, pas au dessus.

3) Intégrer l'interdépendance

Redonner toute sa valeur au travail de soin : l'attention aux plus faibles est un marqueur de notre degré d'humanité.

Reconnaître au niveau des institutions la notion de travail reproductif et de travail domestique. En tirer les conséquences en compensant les inégalités de revenu (voir chapitre Communs, solidarité et partage) et en fournissant des conditions de vie digne à celles et ceux qui n'ont pas un salaire à la hauteur de leur travail de soin : mères isolées précaires, aides soignantes sous-payées, femmes de ménage à temps partiel imposé, personnes ayant quitté leur emploi pour s'occuper d'un parent malade.

(NB: la question de l'engendrement de la vie est bien sûr indissociable du droit absolu des femmes de maîtriser leur corps et leur reproduction.)

4) Valoriser un modèle économique éthique :

Remettre le bien commun au centre de l'économie passe par la promotion d'un modèle économique qui soit :

- au service de l'utilité sociale, respectueux de l'homme et de son environnement
- basé sur la coopération
- ayant un ancrage local adapté aux nécessités du territoire et de ses habitants
- doté d'un système de gouvernance démocratique et partagée
- générant une lucrativité limitée et impliquant un partage des réserves

III Problème mondial, réponses territoriales

Quitter un système hors-sol se fait d'autant mieux à échelle humaine, à échelle territoriale. Il est aujourd'hui vital de remettre les pieds sur terre, sur les territoires dont nous sommes partie prenante, où nous pouvons percevoir dans nos vies les conséquences de la recherche de rentabilité hors-sol, et où nous pouvons redonner une place centrale à tous les processus de régénération de la vie.

1) Revenir à une empreinte écologique viable

a) *Mise en place d'une pollutaxe* pour toutes les activités mettant en péril la résilience et la productivité biologique de notre territoire: les poids lourds, l'aviation, les industries fortement émettrices de gaz à effet de serre et dégradant la qualité de l'air, l'agriculture polluant les aquifères par l'usage d'engrais azotés et de désherbants, l'artificialisation d'un sol agricole, l'implantation de mono sylvicultures (ex: pins ou eucalyptus). Pour des raisons d'autonomie fiscale différente, cette mesure peut plus facilement aujourd'hui être mise en place dans la partie occidentale d'Euskal Herria (i.e. la communauté autonome basque) que dans sa partie orientale, mais sa mise en place constituerait un modèle à reproduire.

b) *Repenser l'aménagement du territoire* et les besoins de transports (voir chapitre *transport et mobilité soutenable*).

c) *Repenser les besoins en énergie*, taxer les produits à obsolescence programmée, favoriser les low-tech partout où c'est possible (voir chapitre *Sobriété*).

2) Valoriser, rendre visible et viable le travail de soin

a) *Co-responsabiliser les hommes*: mener une communication active pour mettre en défaut le discours patriarcal, faire prendre conscience de la notion de travail reproductif et domestique.

b) *Mise en place d'un minima social spécifique* pour les mères isolées et pour les retraitées ayant peu cotisé du fait de la non rémunération de leur activité (voir chapitre *Communs, solidarité et partage*).

c) *Assurer* au niveau de la communauté d'agglomération Pays Basque une garantie permettant aux femmes divorcées de se loger malgré la loi Boutin⁸⁰.

d) *Soutenir les initiatives communautaires* (voisinage, quartier) d'entraide pour le soin aux enfants / anciens / malades.

e) *Combiner initiatives communautaires et services publics pour le soin* aux enfants / anciens / malades. A l'image de "Buurtzorg" une organisation de soin à domicile des Pays Bas qui lie qualité de la relation humaine, approche holistique du soin et autonomie des patients et des soignants, et qui est une véritable réussite sociale, tout en coûtant moins cher qu'un système classique.

f) *Créer un complément local aux congés maternité et parentaux* étatiques, actuellement insuffisants.

80 Pour comprendre en quoi cette loi entrave la sécurité matérielle des personnes divorcées à faibles revenus (majoritairement des femmes), voir <http://www.enbata.info/articles/ne-laisser-personne-pour-compte-mettre-fin-a-la-violence-contre-les-femmes>

8. Relocalisation

L'objectif de la relocalisation est que nous redevenions des acteurs de notre propre développement, que nous replacions un projet territorial, conçu collectivement, au cœur du processus de production. C'est une émancipation du mode de production capitaliste que nous voulons. Ce processus de relocalisation doit donc impliquer tous les secteurs de la société (agriculture, éducation, économie, culture ...) et se fixer également pour objectif de construire une société résiliente face aux bouleversements qu'entraînent le changement climatique et la raréfaction des ressources. Contrairement au protectionnisme qui cherche à sauver l'économie productiviste, la relocalisation que nous prôtons s'attaque frontalement aux principes de la mondialisation et de la financiarisation : nous voulons construire une relocalisation collaborative et solidaire, qui renforce le tissu social et lutte contre l'uniformisation. Nous devons également nous donner les moyens institutionnels de réussir ce pari et soutenir les initiatives déjà en place qui, à l'instar de l'Eusko, ont déjà commencé à construire ce projet.

1 La relocalisation, une reconquête de nos souverainetés

L'ambition de la relocalisation dépasse de loin la réduction nécessaire des kilomètres alimentaires et des transports ; c'est un enjeu social, économique, culturel et politique qui porte en soi une remise en cause des principes de la mondialisation et de la financiarisation. La relocalisation a une véritable potentiel révolutionnaire à l'échelle de la planète et nous pouvons toutes et tous y contribuer dès aujourd'hui dans notre environnement direct.

1) Relocaliser pour (re)devenir des acteurs de notre propre développement

a) *Une remise en question de notre mode de vie* est la première étape fondamentale d'un processus de relocalisation. Plus encore que le bilan du cycle de vie d'un produit, la question à se poser est la nécessité de le consommer (voir chapitre *Sobriété*) et la réponse à cette question dépend des spécificités du territoire.

b) *La relocalisation est une émancipation*. Il ne s'agit pas d'imposer des frontières et des mesures protectionnistes dont les firmes multinationales s'accommodent très bien, mais de s'émanciper du mode de production capitaliste en réintroduisant le consommateur-citoyen dans le processus de fabrication. En nous interrogeant sur la finalité du travail, de nos productions et de nos consommations, nous dénonçons à l'économie le droit de décider de nos vies.

c) *Les projets territoriaux* sont donc la base d'une reconquête de notre souveraineté au niveau mondial et d'une vie collective plus conviviale. Une économie relocalisée, c'est une économie sur laquelle nous avons prise et que nous pouvons donc orienter dans une direction plus sociale et écologique.

2) Une relocalisation qui doit toucher tous les domaines

a) *Agriculture et alimentation*. Proposée en 1996 par Via Campesina, la souveraineté alimentaire est le droit des populations de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs besoins à condition que cela n'ait pas d'effet négatif sur d'autres pays. En Euskal Herria, nous en sommes encore loin (voir le chapitre *Agriculture, eau, alimentation*) et c'est un objectif que nous devons poursuivre en mobilisant tous les secteurs de la société : éducation collective, renforcement des liens entre villes et campagnes, soutien à l'agriculture bio et paysanne, etc. En effet, un approvisionnement local ne peut fonctionner

qu'en s'appuyant sur une connaissance très fine des spécificités du territoire.

b) *Économie*. Relocaliser c'est procéder à un rééquilibrage de la globalisation et contribuer à renforcer les liens sociaux en créant des emplois stables et non délocalisables. La mondialisation et la financiarisation ont occulté pendant trop d'années de nombreuses potentialités économique d'Euskal Herria, et ce sont au contraire les nombreuses initiatives locales qui les dévoilent comme par exemple le mouvement coopératif, Hemen (animation économique), Herrikoa (outil de capital-investissement solidaire et de proximité indépendant des réseaux bancaires), la monnaie locale Eusko ...

c) *Langue et culture*. La lutte pour le développement de l'euskara est un très bel exemple de mobilisation populaire pour un objectif qui échappe à la logique du profit. La culture est un véritable moteur de transformation sociale et un formidable outil pour lutter contre la pensée unique. Nous devons récupérer la souveraineté sur la culture qui doit être vivante et évolutive, à mille lieues des clichés folkloriques auxquels l'économie de marché voudrait la réduire.

d) *Énergie*. Contrairement aux énergies fossiles qui rentrent dans un schéma d'exclusion des populations, les énergies renouvelables sont intimement liées aux territoires et donc plus faciles à contrôler de manière démocratique (voir le chapitre *Énergies renouvelables*).

e) *Résidentielle*. Il s'agit d'affirmer le droit de chacune et chacun à une habitation digne. Cela n'est évidemment pas compatible avec l'actuel taux de résidences secondaires sur la côte : 41% à Biarritz, 47% à Saint-Jean-de-Luz et 48% à Guéthary. Le droit d'avoir un logement doit passer devant celui d'en avoir deux !

f) *Politique, système médiatique*. Avec la relocalisation de tous les secteurs et la diversité (notamment linguistique), la réalité locale se complexifie et les citoyennes et citoyens reprennent confiance dans leur pouvoir d'action politique et l'efficacité de leurs mobilisations. De même, au niveau politique, la relocalisation favorise une culture de la participation.

g) *Éducation des enfants*. Avec les acteurs locaux de l'éducation formelle (écoles), informelle (loisirs, éducation populaire) et les parents, nous soutenons un mode d'éducation ouvert et accessible à tous. Il doit permettre aux enfants de s'épanouir et de développer leur autonomie tant au niveau intellectuel, relationnel, créatif que de l'habileté manuelle. Il doit également leur permettre d'être résilients dans une société qui connaîtra des mutations profondes et leur apprendre à prendre soin de l'environnement. Multilinguisme, potagers pédagogiques, ateliers réparation de vélos, goûters philo, communication non-violente à l'école... Beaucoup d'initiatives existent déjà. Il s'agit de donner envie aux enfants de grandir, d'être ouverts au monde et acteurs dans la société.

h) *Santé*. La santé est un secteur fortement investi par le capitalisme⁸¹. Les leviers d'action pour une réappropriation de notre santé se situent au niveau de la prévention et de l'information, des structures médicales de proximité et dans une certaine mesure, du recours aux médecines alternatives. Ainsi, des stages de connaissance des plantes médicinales, s'ils ne permettent pas d'apprendre à soigner les maladies graves, permettent de renouer le lien entre nature et santé.

3) Relocaliser pour plus de résilience

La résilience est la capacité d'un corps, d'un organisme, d'une espèce ou d'un système à résister à une altération de son environnement. Comme beaucoup, nous utilisons ce

⁸¹ Voir par exemple la campagne de Médecins du monde sur le prix des médicaments *Le Prix de la Vie* : <https://www.medecinsdumonde.org/fr/direct/le-prix-de-la-vie>

terme pour désigner l'aptitude de notre société à résister et à ne pas s'effondrer dans le chaos face aux impacts du changement climatique et de la raréfaction des ressources. A l'opposé des démarches survivalistes individuelles d'une partie de l'élite économique⁸², la résilience est donc pour nous une démarche collective, et c'est au niveau local qu'elle doit se préparer en exploitant au mieux et en renforçant les liens sociaux et les solidarités.

a) Se préparer aux chocs à venir. Le changement climatique et la raréfaction des ressources vont entraîner de profonds chamboulements. Si nous ne nous y préparons pas, nous allons subir ces changements de manière brutale. Relocaliser permet d'anticiper collectivement et démocratiquement ces changements d'habitudes et leurs modalités. Si nous ne faisons pas maintenant cet effort collectif nous devrons subir plus tard des mesures arbitraires (déplacements de population et rationnements par exemple) qui affecteront en premier lieu les plus pauvres.

b) Réapprendre les savoir-faire. Il y a quelques décennies les sociétés étaient plus résilientes qu'aujourd'hui et elles ont pu encaisser des chocs majeurs (guerres mondiales par exemple). Il nous faut réapprendre de nombreux savoir-faire (fabriquer des vêtements, élever des poules, réparer des chaussures ...) par un travail intergénérationnel, en réactivant les liens entre zones urbaines et rurales, et en nous appuyant sur la richesse associative d'Euskal Herria.

4) Une relocalisation ouverte

A l'heure où les protectionnismes les plus nauséabonds ont le vent en poupe en Europe et en Amérique du Nord notamment, certains hésitent à parler de relocalisation, de peur d'une récupération. D'autres nous reprochent de défendre la relocalisation en Euskal Herria en arguant du fait que des régions moins bien loties sont incapables de prétendre à un tel objectif. Mais c'est une relocalisation ouverte⁸³ que nous défendons, qui se situe aux antipodes du protectionnisme et qui se base sur des valeurs de collaboration et de solidarité.

a) Le protectionnisme est une tentative désespérée de sauver l'économie productiviste. La relocalisation telle que nous l'envisageons s'oppose en tout point au protectionnisme. Ce dernier est une tentative désespérée brandie par certains Etats pour sauver le modèle d'économie productiviste qui est en crise profonde. Comme nous l'avons expliqué plus haut, nous voyons au contraire dans le processus de relocalisation un moyen efficace de s'attaquer à ce modèle. Nous sommes conscients des difficultés de cette entreprise, car le visage du protectionnisme n'est pas toujours aussi caricatural que celui que Trump par exemple nous présente. Il peut par exemple prétendre poursuivre plus de justice sociale, mais c'est aux dépens des populations d'autres pays. Il peut même utiliser des arguments environnementaux pour bloquer certaines importations des pays du Sud.

b) Collaborer, au lieu de s'opposer. La relocalisation que promeut le protectionnisme est une relocalisation capitaliste qui participe de la même logique que la délocalisation. Cette logique de concurrence est celle qui nous a conduit à la situation actuelle ; il est donc illusoire, ou plus probablement complètement cynique, de prétendre y voir une solution juste et pérenne. Nous prôtons quant à nous une relocalisation collaborative qui vise à construire l'autonomie des territoires (Euskal Herria en ce qui nous concerne) sans que ce soit au détriment d'autres régions ou pays. Par exemple, Goienet, dont l'objectif est d'atteindre la souveraineté énergétique en Hegoalde, aide à la création de coopératives de fourniture d'électricité partout sur la péninsule ibérique.

82 E. Osnos, Domsday prep for the super rich, The New Yorker, 2017

83 V. Liegey, S. Madeline, C. Ondet, A. Veillot, Un projet de décroissance, manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie, 2013

c) Construire des mécanismes de solidarité est donc la clé de réussite d'un processus de relocalisation qui se fixe pour objectif une société écologiquement soutenable et socialement juste.

Un premier niveau est la construction d'une instance de dialogue et de coopération entre territoires relocalisés. La relocalisation ne doit pas être le fait de régions isolées mais une démarche coordonnée où les différents territoires s'entraident et s'inspirent mutuellement. Alternatiba s'inscrit dans cette logique... Ces instances de coopération doivent être d'échelles différentes et s'imbriquer jusqu'au niveau international. Pour éviter une concurrence et des conflits motivés par l'accès aux ressources, il faut en effet aller vers une gestion mondiale des ressources : l'abandon du projet Yasuni⁸⁴ fournit un exemple puissant des dégâts collectifs qu'implique le manque de coopération internationale sur les enjeux environnementaux. Construire ces mécanismes de solidarités inter-régionaux et internationaux doit être un chantier de réflexion et de mobilisation prioritaire : face au FMI, à l'OMC, au CETA et consorts, nous devons proposer des contre-modèles convaincants et rapidement opérationnels en nous appuyant sur les réseaux déjà existant (Villes en transition⁸⁵ par exemple) et en développant de nouveaux.

II La relocalisation, c'est maintenant !

1) Lutter contre l'uniformisation

L'uniformisation est inhérente au logiciel de rentabilité économique qui préfère avoir à traiter avec des agents interchangeables. Elle sape également la résilience des territoires: de même que les forêts résistent mieux aux tempêtes quand elles sont composées de nombreuses essences, les territoires seront plus solides face aux chocs à venir s'ils peuvent s'appuyer sur une grande diversité. Il faut donc :

a) Instaurer un principe de subsidiarité: ce qui peut être fait au niveau local doit y être fait.

b) Lutter contre la disparition des villages. Au contraire, les villes doivent s'inspirer du fonctionnement des villages pour réintroduire ou renforcer le sens du collectif.

c) Renforcer le tissu social par tous les moyens possibles. Les relocalisations ne fonctionneront qu'en s'appuyant sur le lien social et entraîneront en retour un énorme bénéfice humain en termes de solidarité et de convivialité. Relocaliser, c'est aussi redécouvrir ces valeurs.

d) Développer l'usage de l'euskara qui est une richesse collective inestimable d'Euskal Herria. L'euskara est peut-être la meilleure arme dont nous disposons pour résister à l'uniformisation culturelle. La bonne santé de cette langue nous sera donc bénéfique à toutes et à tous, que nous soyons bascophones ou pas. Nous devons par conséquent la défendre résolument en exigeant qu'elle soit langue co-officielle sur l'intégralité du territoire d'Euskal Herria, en nous opposant aux mesures qui freinent son développement (déficit chronique d'enseignants en basque par exemple) et surtout en la parlant ou l'apprenant !

84 Le Président équatorien Rafael Correa avait proposé de ne pas exploiter des centaines de milliers de barils de pétrole du sous-sol du parc Yasuni afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de préserver l'une des plus importantes réserves de biodiversité d'Amazonie. Correa demandait en échange une aide internationale venant compenser 50% du manque à gagner pour l'Equateur. Sur les 3 milliards de dollars escomptés, il n'en récolta que 10 millions et abandonna le projet en 2013.

85 <http://www.entransition.fr/>

2) Revendiquer les moyens institutionnels adaptés à la relocalisation

Le processus de relocalisation et celui d'autonomie politique interagissent mutuellement. Pour prendre le cas d'Iparralde par exemple, la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) qui à ce jour la seule instance territoriale, pourra d'autant plus facilement mener une politique environnementale et sociale ambitieuse que son économie sera relocalisée et donc moins vulnérable à la concurrence internationale. Et inversement, il est indispensable qu'elle dispose des compétences nécessaires à la mise en pratique du principe de subsidiarité, qu'elle puisse impulser une politique d'éco-conception adaptée au territoire (voir chapitre *Réemploi, réparation et recyclage*), qu'elle ait les moyens de définir au mieux le bon usage et le mésusage des ressources en vue d'une tarification sociale, etc. Un exemple pour illustrer cela : alors que les Etats-Unis se sont retirés de l'accord de Paris, il est heureux que la ville de San Francisco ou l'État de Californie aient les moyens de mener une politique plus respectueuse de l'environnement (San Francisco espère devenir la première ville «zéro déchet» en 2020 et la Californie s'engage à n'utiliser que de l'énergie «propre à 100%» d'ici 2045).

3) Mettre la commande publique au service des circuits courts de proximité

Privilégier les circuits courts de proximité est une évidence mais le droit français et le droit européen prohibent toute référence locale dans les marchés publics. Cela n'empêche pas d'agir à plusieurs niveaux. Par exemple, la ville de Manchester a commandé en 2008 une étude sur l'impact des marchés publics passés par la municipalité sur l'économie locale en analysant la part réinvestie sur le territoire par les sous-traitants. Les résultats ont conduit à une meilleure compréhension du tissu économique local, un resserrement des liens entre la municipalité et les sous-traitants locaux et un meilleur aiguillage des investissements publics pour soutenir la stratégie économique et sociale de la municipalité, notamment en termes d'emploi des jeunes⁸⁶. Quelques pistes d'actions sont :

a) *Définir des marchés publics adaptés à l'offre du territoire* en s'appuyant sur le cahier des charges et les critères de jugement⁸⁷ (performance en matière de protection de l'environnement, critères sociaux et, pour l'alimentation, fabrication fermière, saisonnalité, identification des races animales, délai entre cueillette et livraison...).

b) *Inclure des clauses pédagogiques* dans le cahier des charges, comme par exemple des visites d'exploitations agricoles ou d'entreprises. Une telle mesure permet de privilégier les circuits de proximité et joue un important rôle de sensibilisation.

c) *Une connaissance fine du territoire est indispensable* pour l'implémentation de telles mesures. La CAPB et/ou les mairies devraient développer des partenariats avec les structures professionnelles les plus compétentes (EHLG et BLE pour l'agriculture par exemple) et soutenir au maximum les filières d'éco-conception (voir chapitre *Réemploi, réparation et recyclage*).

4) Combattre l'hégémonie des grandes surfaces

a) *Les grandes surfaces détruisent l'emploi local*. Chaque emploi créé par l'implantation d'une grande surface détruit 1,64 emploi dans le commerce local de petite et moyenne taille⁸⁸. Iparralde est submergée par les grandes surfaces ; 76 %

⁸⁶ Fonds mondial de développement des villes, Innover localement pour financer les territoires, 2014

⁸⁷ Association des Maires de France, Vade-mecum : Encourage l'approvisionnement local.

⁸⁸ D. Neumark, J. Zhang, S. Ciccarella, The effects of Wal-Mart on local labor markets, Journal of Urban Economics, 2008

des ventes de produits alimentaires y sont effectuées et 66 % pour les produits non alimentaires⁸⁹ (alors que la moyenne nationale dans l'État français est de l'ordre de 50 %).

b) Elles ont un gros impact environnemental car elles ont un mode de fonctionnement basé sur le flux tendu qui est incompatible avec les circuits de proximité. Elles génèrent également de nombreux déplacements automobiles à cause de leur situation en périphérie des centres urbains : un supermarché de périphérie génère deux fois plus de circulation (pour un panier donné) qu'un supermarché de centre ville, et un hypermarché quatre fois plus⁹⁰.

c) Elles ne permettent pas aux producteurs de vivre dignement, du fait du modèle économique sur lequel elles sont basées

d) Nous devons reconquérir notre souveraineté sociale pour limiter les dégâts de la grande distribution, malgré des lois qui leur sont favorables. En Pays Basque Sud par exemple, la loi autorise l'ouverture des supermarchés le dimanche, mais contrairement au reste de la péninsule ibérique, l'usage ne s'y est pas imposé grâce à la mobilisation syndicale.

5) Soutenir les espaces collaboratifs

a) Multiplier et soutenir les initiatives visant à développer des espaces communs de fabrication (Fab Labs), d'expérimentation (comme Etxalte Lab pour les jeunes agriculteurs en Soule), de transformations de produits alimentaires (Belaun aux Aldudes par exemple), etc.

b) Former un écosystème dans lequel toutes les initiatives de reconquête de nos souverainetés se renforcent les unes les autres et sont reliées entre elles par une même volonté de sobriété collective et conviviale. C'est l'un des objectifs de l'Institut des monnaies locales et de la transition écologique, économique et sociale BIHAR récemment créé.

III L'Eusko, un outil majeur au service de la relocalisation

1) Se réapproprier la monnaie

a) Alors que l'histoire nous montre que peuvent coexister des monnaies émises par l'État, par les banques, et par des communautés locales, les banques ont réussi à imposer leur monopole depuis les années 1980. L'euro joue très bien son rôle de monnaie de marché nationale et internationale. Mais les lois du marché, aujourd'hui, ne favorisent pas la transition écologique et l'inclusion sociale. Les monnaies locales, elles, le font très bien. Ce sont des monnaies gérées par les habitants d'un territoire, dans des objectifs économiques, mais aussi écologiques et sociaux. Elles représentent donc de puissants moyens de reconquête de nos souverainetés, au côté des autres leviers de souveraineté.

b) C'est au niveau local que cette reconquête peut se faire. Changer le fonctionnement de l'euro est un objectif qui semble hors de portée, mais nous avons le pouvoir de mettre en place localement des systèmes d'échanges qui ne sont pas au service du profit.

c) L'Eusko est l'instrument idéal pour cette reconquête. C'est une monnaie sur laquelle nous avons prise et que nous pouvons mettre au service de nos valeurs. Tous les

⁸⁹ CCI de Bayonne, Le Pays Basque en chiffres, édition 2012

⁹⁰ L'encyclopédie du développement durable, Impact de la grande distribution sur l'environnement, 2006

eusko en circulation sont autant d'argent retiré du système spéculatif et mis au service de l'économie réelle. Il faut comprendre la puissance de ce dispositif : quand je change 100 euros en eusko, je reçois 100 eusko. Ces eusko vont rester dans l'économie locale, mais en plus de cela, les 100 euros que j'ai donnés sont retirés de ma banque habituelle, bien souvent spéculative, et mis en réserve par Euskal Moneta dans une banque éthique (Crédit coopératif, La Nef ou la Caisse solidaire)

2) Comprendre et agir

Quel est le sens de la monnaie? C'est la question que l'Eusko nous invite à nous poser. Ce rôle d'éducation populaire est primordial et indispensable à une réappropriation de la monnaie par les citoyens. La monnaie, contrairement à ce qu'expliquent les économistes néolibéraux, n'est pas neutre. La façon dont est conçue une monnaie influe profondément, si profondément que l'on ne s'en rend pas compte, sur la façon dont fonctionne l'économie⁹¹.

3) Un combat collectif

a) L'Eusko est un acteur majeur de la relocalisation en Iparralde. Si la conversion d'euros en eusko est gratuite, un prélèvement de 5% est effectué pour les conversions inverses. Cela incite les professionnels (commerçants, médecins, entreprises...) payés en eusko à réutiliser ces eusko au lieu de les reconvertir, et donc à faire travailler des entreprises également membres du réseau... donc forcément locales et participant aux trois grands axes directeurs de l'Eusko : relocalisation de l'économie, promotion d'usages plus sociaux, écologiques et solidaires, et soutien à l'usage public de la langue basque.

b) *L'Eusko renforce le tissu social* de manière directe en créant du lien entre ses utilisateurs, et en finançant la vie associative : Euskal Moneta donne l'équivalent de 3% de vos achats en eusko à l'association d'Iparralde que vous parrainez, soit plus de 13 000 eusko à 43 associations en 2017. Et en 2018 ce chiffre va faire un bond grâce à l'utilisation de plus en plus importante de l'Eusko depuis le lancement des comptes en eusko et de la carte de paiement, l'Euskokart. Ces dons sont financés par les commissions de reconversion des entreprises rechangeant leurs eusko en euros. De plus, en excluant de son réseau les supermarchés et l'agriculture industrielle, l'Eusko favorise le commerce de proximité, donc la vitalité des centres-bourgs et des centres villes, ainsi qu'une agriculture paysanne.

c) *Pour que l'Eusko fonctionne* de plus en plus fort, avec de plus en plus de retombées pour un Pays Basque plus écologique, euskaldun et solidaire, il faut des utilisateurs, des entreprises, des associations et des collectivités locales. Investissons-nous à tous ces niveaux, passons toutes et tous à l'Eusko et franchissons ensemble la barre du million d'eusko en circulation, une grande première pour une monnaie locale en Europe !

⁹¹ Lire à ce sujet le Hors-Série d'Alternatives économiques, Repenser la Monnaie (disponible auprès d'Euskal Moneta).

9. Énergies renouvelables

La nécessité d'une transition énergétique fait aujourd'hui l'objet d'un certain consensus tant notre niveau de consommation actuel est insoutenable. Le Pays Basque s'est fixé des objectifs ambitieux, mais sa production et sa consommation d'énergie actuelles montrent l'ampleur de la tâche et soulignent la nécessité d'exploiter au mieux les nombreuses possibilités de production locale d'énergie. Nous devons considérer la transition énergétique comme une opportunité pour conquérir notre souveraineté énergétique et construire des institutions participatives qui en assureront un contrôle démocratique mettant en avant le bien être et la résilience du territoire. L'énergie de demain doit être une énergie citoyenne, à l'image des solutions proposées par I-ENER et Enargia en Iparralde, une énergie qui repose sur la collaboration des différents acteurs et territoires. Cette logique collaborative est impérative pour assurer le succès du projet politique que suppose l'énergie citoyenne, à l'heure où les grands acteurs industriels du secteur essaient d'évincer les projets participatifs pour s'approprier le «marché» des énergies renouvelables.

NB : Il n'existe pas aujourd'hui de marché unique de l'énergie et les législations sont donc très différentes dans la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB), la Communauté forale de Navarre et la Communauté Autonome Basque. Pour des raisons de concision, nous détaillons ici notre analyse en prenant en compte le cadre territorial d'Iparralde mais, comme le montrent les collaborations entre Goiener et I-ENER, une analyse plus complète et pertinente devrait envisager Euskal Herria dans son intégralité.

I Responsabiliser la consommation et la reconnecter au territoire

L'actuelle gestion centralisée de l'énergie incite à appuyer sur un interrupteur sans se poser la question de l'impact de notre consommation et des modes de productions de l'énergie. Un des avantages des énergies renouvelables est qu'elles permettent de créer un lien entre le consommateur et son territoire, un lien qui pousse à réfléchir sur ce que devrait être un niveau de consommation soutenable.

1) Une consommation énergétique irresponsable

a) Le coût social, économique et politique lié à l'énergie ne cesse d'augmenter. Près d'un quart de la population mondiale n'a pas d'accès fiable à l'électricité et dans un contexte de raréfaction des ressources, les tensions internationales augmentent. Plus de 2,7 milliards de personnes sont dépendantes de la bioénergie traditionnelle (principalement le bois), qui est souvent récoltée de manière insoutenable, provoquant ainsi de nombreux dégâts environnementaux (érosion des sols, risques d'inondation, émissions de gaz à effet de serre, etc.)⁹². Enfin, le recours aux sources non conventionnelles comme les gaz de schiste, le pétrole offshore profond ou les sables bitumeux ont un coût économique et environnemental qui dépasse l'entendement.

b) Même si les ressources étaient infinies, l'impact de la consommation énergétique sur le changement climatique est une raison suffisante pour changer de modèle. On estime à plusieurs centaines de milliards de dollars par an le coût de l'adaptation aux effets du

changement climatique pour les seuls pays en développement dans les décennies à venir⁹³ (ce qui n'est rien au regard du coût humain) et l'on doit de plus prendre en compte le problème de la gestion des déchets nucléaires. Même menée à un rythme effréné, la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables ne parviendrait pas à elle seule à maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°.

c) *La transition énergétique* s'opère malgré cela à un rythme beaucoup trop lent, et les subventions dans les énergies fossiles et nucléaires surpassent celles accordées aux énergies renouvelables¹. Ce constat est d'autant plus frustrant que l'on sait qu'il serait possible avec les moyens techniques actuels de fournir tout le monde sur la planète en énergie renouvelable d'ici 2050 avec une énergie provenant quasi-exclusivement de sources renouvelables⁹⁴.

2) *En Iparralde, un volontarisme affiché mais un état des lieux inquiétant*

Dans son Schéma Régional Climat Air Énergie approuvé en 2012, la Région Aquitaine allait au-delà du «Paquet Climat-Énergie» adopté en 2008 par l'Union Européenne en s'engageant d'ici à 2020 à réduire ses consommations énergétiques finales de 28,5% par rapport à 2008, à atteindre une production d'énergies renouvelables équivalente à 25,4% de la consommation énergétique, et à réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990⁹⁵. Plus récemment, en 2015, le Pays Basque a été reconnu «Territoire à Énergie Positive pour la croissance verte», dans le cadre d'un appel à projet du Ministère de l'Écologie, du développement Durable et de l'Énergie. Selon ce projet, 32% de la consommation énergétique finale d'Iparralde doit être produite par des énergies renouvelables à l'horizon 2030, et 100 % en 2050. Malheureusement, nous sommes encore très loin de ces objectifs : la production d'énergie renouvelable locale ne couvre que 1 % des besoins énergétiques du territoire⁹⁶ et, sur l'ensemble d'Euskal Herria, 92% de l'énergie primaire est importée⁹⁷.

3) *D'importantes marges de progression possibles*

a) *La production d'énergies renouvelables en Iparralde* doit donc être renforcée. Pour l'électricité, la puissance installée vient majoritairement de l'hydroélectricité en Soule (la centrale hydro électrique de Licq-Atherey représente à elle seule presque 10% de la puissance installée des équipements de production d'énergie renouvelable d'Iparralde)⁴. Il reste toutefois un potentiel important avec la petite hydroélectricité (sur les sites d'anciens moulins par exemple) au sujet de laquelle une concertation doit être organisée par la CAPB avec les acteurs du secteur. En Navarre, les villes d'Izaba et de Puente-la-Reina, entre autres, ont su construire un projet de souveraineté énergétique basé sur l'hydroélectricité⁶.

b) *Le solaire photovoltaïque* est la deuxième source d'énergie électrique renouvelable en Iparralde, mais reste sous-développé par rapport à la moyenne aquitaine par exemple ; il est de plus essentiellement concentré sur le littoral nord, ce qui suggère d'importantes possibilités de développement dans les autres zones. La marge de progression est également considérable pour le solaire thermique (pour la production d'eau chaude et le chauffage des bâtiments) pour lequel il n'existe aucun suivi sur le territoire ; des réseaux locaux pourraient par exemple être mis en place pour les besoins résidentiels.

93 Cost of adapting to climate change could hit \$500B per year by 2050, Rapport de l'UNEP, 2017

94 Ecofys, Renewable energy : a 2030 scenario for the UE, 2013

95 TEPCV Pays Basque : étude énergie-climat, Rapport final de phase 1, 2016

96 <http://www.lurraldea.net/fr/animation-territoriale/transition-ecologique-et-energetique/energies-renouvelables.html>

97 Argia, Izaba eta Gares: Urrats aintzindariak energia burujabetzaren bidean, septembre 2018

c) *Les énergies renouvelables thermiques* (chaufferie biomasse, cogénération biogaz, pompe à chaleur ...) sont faiblement représentées dans le mix énergétique d'Iparralde, à hauteur de 7 % (contre 14 % en moyenne en Nouvelle Aquitaine)⁴ ; le chauffage urbain est par exemple quasiment inexistant à part quelques cas isolés comme Sainte-Croix à Bayonne. Sur Garazi-Baigorri, la structuration en cours de la filière bois doit également se poursuivre... Mis à part le bois-énergie dans le secteur résidentiel, les énergies renouvelables thermiques proviennent majoritairement de l'unité de méthanisation de Canopia. Dans le mix des énergies renouvelables, la méthanisation des sous produits de l'agriculture (fumiers, autres matières organiques) représente un potentiel a priori intéressant. Il est important de bien réfléchir sur ce sujet, de manière à ce que la méthanisation ne soit pas une échappatoire aux fermes agro-industrielles, mais qu'elle soit en adéquation avec le projet d'agriculture paysanne du Pays Basque.

d) *Le système de distribution est déresponsabilisant et peu rationnel.* Les investissements locaux s'intéressent davantage au renforcement des réseaux. Les collectivités n'ont pas d'impact sur la politique de raccordement ce qui rend difficile une politique de maîtrise de l'énergie. Il n'y a en particulier pas d'entreprise locale de distribution en Iparralde.

e) *La part des maisons individuelles doit baisser* : à surface équivalente, elles consomment environ 50 % d'énergie supplémentaire qu'un appartement dans un immeuble collectif⁹⁸.

II Des institutions à mettre au service la souveraineté énergétique

Le contexte politique est actuellement favorable à une production décentralisée de l'énergie comme l'illustrent par exemple dans l'État français les PCAET (Plan Climat Énergie Territorial) ou l'appel à projet « Territoire à Énergie Positive pour la croissance verte » qui a récompensé Iparralde en 2015. Il est désormais reconnu que les collectivités territoriales sont des acteurs incontournables de la transition énergétiques ; elles se doivent donc d'être à la hauteur de l'enjeu.

1) La sobriété d'abord !

a) *Un combat idéologique à gagner.* Il est faux de prétendre que nos objectifs de réduction des gaz à effet de serre seront atteints grâce aux énergies renouvelables. Il faut penser d'abord aux économies d'énergie et se poser la question de la finalité des usages avant toute décision de développement de l'offre (voir le chapitre *Sobriété*). C'est à ce titre qu'il faut se méfier des mégaprojets d'énergie renouvelable qui ne sont pour leurs promoteurs qu'un nouveau marché source de profits potentiels, sans la moindre prise en compte des besoins des territoires et des enjeux climatiques.

b) *Les énergies renouvelables vont dans le sens de la sobriété.* Elles rapprochent la production de l'utilisation et aident donc les citoyens à prendre conscience de ce que représente leur consommation énergétique. Elles jouent donc un véritable rôle d'éducation populaire. Dans l'État français, cette prise de conscience nécessaire doit faire face à une politique des grands corps qui s'accommode mal de la décentralisation de l'énergie. Les collectivités locales doivent donc s'impliquer pour accompagner ce changement.

98 Commissariat général au développement durable, Consommation énergétique des ménages en 2012

2) Reconquérir notre souveraineté énergétique

Le remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables fournit une opportunité de reconquête de notre souveraineté énergétique. Il est donc indispensable que ce processus implique tous les acteurs du territoire.

a) *Les énergies fossiles rentrent dans un schéma d'exclusion* des populations qui ne participent pas à son obtention et sont dépossédés de sa gestion au profit de multinationales qui monopolisent les profits et ne se préoccupent absolument pas des besoins du territoire. Or Iparralde reste très dépendant des produits pétroliers qui représentent 40% de son mix énergétique⁴.

b) *Il faut dé-marchandiser l'énergie* et en faire un droit basique universel, ce qui n'est pas du tout contradictoire avec la maîtrise de la consommation à condition d'introduire une tarification écologique et sociale : pourquoi devrait-on payer le même prix l'électricité utilisée pour chauffer un logement familial et celle gaspillée pour faire chauffer l'eau d'une piscine privée ?

c) *Le modèle énergétique d'un territoire* n'est pas complètement imposé par les ressources, il traduit aussi une organisation politique et économique de la société. En l'occurrence la structuration observée en Iparralde reflète une expropriation non démocratique de la souveraineté énergétique de sa population, ainsi qu'un manque inquiétant de résilience. La transition énergétique est également l'occasion d'un rééquilibrage au profit des zones rurales.

d) *Construire des partenariats financiers locaux*. En effet, les investisseurs locaux ne font pas de la rentabilité la priorité absolue, ils cherchent plutôt un investissement sûr et pérenne au profit du territoire⁹⁹.

3) Adapter les institutions aux enjeux

La CAPB doit devenir Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE)¹⁰⁰ sur son territoire afin de coller au mieux à sa diversité et d'agir à tous les niveaux nécessaires : maîtrise de la demande et efficacité énergétique (voir le chapitre *Sobriété*), production d'énergies renouvelables, planification énergétique territoriale, gestion des réseaux, etc. Dans la logique de reconquête de souveraineté évoquée plus haut, les citoyennes et citoyens doivent être parties prenantes de tous ces chantiers.

a) *Les projets d'énergies renouvelables* sont intimement liés aux territoires et ne peuvent donc pas être gouvernés à distance. C'est aussi à l'échelle des collectivités locales qu'il est nécessaire d'agir pour la maîtrise de la consommation, la lutte contre la précarité énergétique et l'utilisation d'énergies renouvelables. Le modèle français hyper centralisé n'est plus adapté : si l'Allemagne a pris de l'avance en matière de transition énergétique, c'est en grande partie grâce à sa structure décentralisée.

b) *Il faut passer à une logique transverse en matière énergétique*. Une logique sectorielle déconnectée du territoire est absurde. La structuration étatique actuelle n'aide pas à exploiter les complémentarités du territoire : le gaz peut entrer en concurrence avec les réseaux de chaleur, les énergies renouvelables se développer sans se poser la question du raccordement au réseau, la préservation du patrimoine aller à l'encontre des enjeux climatiques (interdiction par les architectes des Bâtiments de France du double vitrage ou de la pose de panneaux solaire par exemple), etc.

99 Énergie partagée, Les collectivités territoriales, parties prenantes des projets participatifs et citoyens d'énergie renouvelable, 2017

100 FNCCR, Les AODE face au changement climatique : comment agir ? 2013

c) *Revendiquer la gestion de la distribution* qui est un moyen d'action important pour les 5 % des communes de l'État français qui disposent d'une entreprise locale de distribution (il n'y en a aucune en Iparralde). Dans les pays scandinaves, les collectivités locales ont la responsabilité de l'approvisionnement énergétique de leur territoire ; cela pousse à la responsabilisation et à la maîtrise de la consommation.

d) *Assumer un droit à l'expérimentation volontariste* en matière d'énergie. Une mesure comme «l'ordonnance solaire» votée à Barcelone en 2006 et imposant entre autres 60 % d'énergie solaire pour les besoins en eau chaude sanitaire¹⁰¹ serait aujourd'hui illégale dans l'État français.

III Lutter pour une énergie citoyenne

La transition énergétique ne se réduit pas à un problème technique et économique. Elle est en soi un véritable projet politique qui doit selon nous être celui de la construction d'une énergie citoyenne, c'est-à-dire d'une énergie qui permet la participation directe des habitants et des collectivités aux décisions sur toute la durée d'exploitation du projet, et qui vise la création de circuits courts entre producteurs et consommateurs pour une prise de conscience du lien entre les besoins et les moyens de production⁸.

1) *Une participation citoyenne indispensable*

L'appropriation citoyenne et locale des projets est un facteur essentiel pour la réussite de la transition énergétique.

a) *Sans participation citoyenne, la transition énergétique ne s'imposera pas.* Cette participation citoyenne ne doit pas se réduire à un intéressement financier comme le voudraient les grands groupes et les pouvoirs publics, elle doit être un véritable projet politique. Il s'agit de se réapproprier les enjeux énergétiques et les outils de production et de distribution de l'énergie.

b) *Les projets citoyens limitent les conflits autour des énergies renouvelables.* La construction d'éoliennes et la pose de panneaux photovoltaïques par exemple sont d'autant mieux acceptées par la population que ces projets maintiennent l'emploi et les richesses sur le territoire, et qu'ils contribuent de manière évidente à sa résilience.

2) *Une alternative crédible*

Le très fort retard pris par l'État français dans le développement des énergies citoyennes laisse à penser qu'il s'agit d'une solution marginale. Il n'est pourtant rien, bien au contraire.

a) *L'État français est très en retard* pour le développement des énergies citoyennes du fait notamment de son organisation centralisée. Les projets participatifs¹⁰² sur l'État français totalisent 3% à peine de la puissance installée pour l'éolien terrestre et 0,7% du photovoltaïque¹⁰³. Par ailleurs, l'État français interdit toujours la création de nouvelles entreprises locales de distribution et de nombreuses contraintes entravent le développement de projets participatifs (notamment les contraintes militaires qui interdisent plus de la moitié du territoire aux éoliennes).

¹⁰¹ V. Molinier, L'ordonnance solaire de Barcelone : confirmation et succès d'une législation pionnière, *Energia* 2018

¹⁰² Au sens très large retenu par l'ADEME de «projet qui élargit le schéma de développement classique, tant sur le plan financier qu'organisationnel».

¹⁰³ ADEME, *Quelle intégration territoriale des énergies renouvelables participatives ?* 2016

b) *En Allemagne par contre*, citoyens et agriculteurs détiennent la moitié de la production renouvelable installée depuis 2000¹⁰⁴ ; au Danemark, l'éolien est porté à 80% par des coopératives locales; l'Écosse s'est fixée un objectif quantitatif de projets citoyens à développer d'ici 2020 ; en Angleterre aussi, de nombreuses villes se lancent dans la créations d'entreprises locales d'énergie comme la bien nommée Robin Hood Energy¹⁰⁵ à Nottingham !

c) *La viabilité de ces projets* n'a rien à envier à celle des gros projets industriels, surtout quand ils bénéficient du soutien des collectivités locales⁸, qu'il s'agisse de projets à l'initiative des habitants soutenus par les collectivités (comme le projet éolien Énergie citoyenne en Pays de Vilaine) ou de projets initiés par une collectivité et reposant sur une implication citoyenne (parc photovoltaïque en autoconsommation à Lorient par exemple). En Allemagne, le modèle coopératif a même permis de financer des réseaux de chaleur locaux jugés non viables par acteurs industriels¹³.

3) *Une logique rupturiste de coopération*

Dans l'optique des grands groupes industriels (dont EDF-Énergies nouvelles), la participation citoyenne doit se limiter au maximum à quelques retombées économiques locales. Leur logique est celle du profit et les projets citoyens sont des empêcheurs de faire du profit en rond ; certains n'hésitent pas à appeler à faire «attention au populisme et au communautarisme»¹⁰⁶ ! La pression exercée par les grands groupes industriels sur les petits projets est donc énorme, mais l'énergie citoyenne porte heureusement dans son ADN une logique de collaboration et de solidarité. Par exemple, Goïener, vise la souveraineté énergétique en Hegoalde mais cela ne l'empêche pas d'aider à la création de coopératives de fourniture d'électricité partout sur la péninsule ibérique. Cette logique collaborative peut s'appuyer sur de nombreux réseaux comme par exemple dans l'État français les Territoires à Énergie Positives (TEPOS), le réseau d'accompagnement des collectivités Amorce, le réseau Énergie Partagée pour l'énergie citoyenne, le dispositif de financement EnRciT, etc.

4) *I-ENER et Enargia, une solution à portée de main !*

C'est grâce à la richesse de son mouvement coopératif (et à son système décentralisé) que l'Allemagne doit sa réussite en termes de développement de projets d'énergie citoyenne. Ce sont des atouts dont dispose également Euskal Herria et sur lesquels peut s'appuyer I-ENER en Iparralde. Créée en 2014, I-ENER a pour ambition de relocaliser la production de chaleur et d'électricité à l'échelle du territoire Pays Basque et de soutenir un modèle entièrement basé sur les énergies renouvelables. I-ENER offre ainsi la possibilité aux habitants de se regrouper et de mutualiser leurs ressources économiques dans le but de financer des projets locaux d'énergies renouvelables. Cette société citoyenne compte aujourd'hui près de 450 actionnaires pour un capital dépassant les 300 000€. Une telle démarche de réappropriation citoyenne de l'énergie se voit renforcée par le lancement récent de la coopérative Enargia, une structure de fourniture d'énergie locale et renouvelable associant les consommateurs, les producteurs, les salariés, les collectivités locales ainsi que divers partenaires afin de privilégier l'intérêt collectif.

5) *Un combat collectif difficile mais crucial*

a) *Les grands groupes souhaitent s'approprier les énergies renouvelables et en faire un marché.* C'est à nous de développer d'urgence des projets d'initiative citoyenne

104 A. Rüding, La transition a besoin de l'énergie citoyenne, Alternatives Economiques, juillet 2017

105 <https://robinhoodenergy.co.uk/>

106 J.-F. Carenc, président de la Commission de Régulation de l'Énergie, propos rapportés par Reporterre, février 2018

(éoliennes, panneaux photovoltaïques, méthanisation, ...) avant qu'ils ne s'en emparent. Nous devons aussi lutter contre leurs tentatives de dénaturer les projets participatifs comme les créations de coopératives qui ne sont que des coquilles vides destinées à bénéficier des mesures incitatives.

b) Les collectivités locales doivent soutenir l'émergence des projets citoyens, en les aidant à se mutualiser, en les soutenant financièrement et juridiquement. Porter un projet d'énergie renouvelable est très complexe : un projet d'énergie renouvelable met 5 ans de plus à voir le jour dans l'État français que chez ses voisins¹⁰⁷. Cela crée un biais en faveur des gros groupes que la CAPB doit absolument aider à résorber pour qu'Iparralde devienne un territoire énergétiquement autonome et résilient. Cette aide peut prendre plusieurs formes comme se porter caution pour les emprunts, l'attribution d'aides au fonctionnement, à l'investissement, à la formation, un soutien immobilier, la mise à disposition de terrain ou de toitures, etc.

c) Un combat crucial se joue au niveau européen. En 2014, la Commission européenne a encouragé les États à éliminer les tarifs d'achat obligatoire pour les remplacer par des mécanismes plus concurrentiels. Cela a brisé l'enthousiasme pour les projets participatifs, coulé de nombreux projets coopératifs locaux et contribué à un processus de concentration aux dépens des projets les plus petits (et souvent les plus vertueux). En Allemagne par exemple, le rythme de création a été divisé par trois. Alternatiba doit s'impliquer dans une mobilisation d'ampleur européenne pour sauver la souveraineté énergétique des citoyens.

¹⁰⁷ G. Souchay, L'économie de l'éolien, de plus en plus concentrée, n'est pas alternative, Reporterre, novembre 2017

Sommaire :

Avant-propos.....	1
Reprendre possession de nos vies	2
A- Un système hors-sol	2
La tyrannie de la croissance	2
Une société déshumanisée.....	3
L'impossible fuite en avant	3
B- Notre objectif : un territoire souverain, soutenable et solidaire	5
Reprise de possession des conditions de nos vies	5
Des souverainetés à reconquérir.....	5
C- Le territoire : la meilleure échelle d'action.....	7
Remettre les pieds sur terre	7
Défendre chaque territoire du monde.....	8
Une solidarité mondiale obligatoire	8
D- Souverainetés soutenables et solidaires : la mise en œuvre	9
 1. Alternatives territoriales.....	10
I Perte d'échelle, perte de prise	10
1) Une vision délocalisée de nous-mêmes.....	10
2) Centralisme des décisions politiques	10
3) Globalisation de l'économie	10
II Revenir sur Terre, revenir sur le territoire.....	11
1) Relocaliser notre vision de nous-mêmes	11
2) S'appuyer sur le territoire pour changer de paradigme	12
3) Relocaliser les décisions politiques et la capacité financière.....	12
III La reprise en main territoriale	13
1) Démarrer d'en bas.....	13
2) Les communaux	13
3) Resserrer les liens intra-territoriaux.....	14
4) Outils financiers	14
 2. Agriculture, eau, alimentation.....	15
I L'agriculture, à la croisée de tous les enjeux.....	15
1) Le foncier menacé.....	15
2) Connexion entre producteurs et consommateurs : un chaînon manquant	15
3) Déséquilibre des productions.....	16
4) Fragilité face aux aléas météorologiques.....	16
 II Souveraineté alimentaire : une agriculture qui prend soin de la population, une population qui prend soin de l'agriculture.....	16
1) Produire pour ici	16
2) Acheter local	17
3) Préserver collectivement le foncier.....	17
4) Générer de la résilience.....	17
III La viabilité est dans la proximité.....	17
1) Attachement populaire à l'agriculture.....	17
2) Densifier la vie rurale.....	18
3) Refaire vivre les lotissements périurbains	18
IV Mise en œuvre pratique	19
1) Le foncier	19
2) Les arbres, élément indispensable	19
3) Reconnexions entre production et consommation	19
4) Diversification des productions	20
5) Revitaliser l'espace périurbain.....	20

3. Transport et mobilité soutenable.....	21
I L'hyper-mobilité : une liberté ou une aliénation ?	21
1) Un modèle socialement et géographiquement injuste	21
2) Un gouffre économique	22
3) Un terrible impact pour l'environnement et la santé	22
II Repenser l'organisation de la société pour réduire les mobilités	23
1) Se donner les moyens institutionnels de structurer l'espace et les bassins de vie.....	23
2) Accompagner le changement d'habitudes	24
3) Repenser le tourisme.....	25
III Décarboner les mobilités	25
1) Développer une véritable politique de transport intermodale.....	25
2) Conforter le réseau ferré littoral existant	26
3) Sécuriser les cheminements pour les mobilités actives	26
4) Augmenter les indemnités kilométriques vélos	26
4. Sobriété	27
I La société de la consommation : un modèle insoutenable et injuste.....	27
1) Une réduction indispensable de notre consommation	27
2) La consommation, une maladie mentale collective ?	28
3) Le modèle actuel est incapable de concilier enjeux environnementaux et justice sociale	28
4) Des solidarités à construire du niveau local à l'échelle internationale.....	28
5) L'innovation technologique: une aide indispensable mais insuffisante	29
II La sobriété, un nouveau regard sur nos usages.....	29
1) La sobriété énergétique.....	29
2) La sobriété, une notion à décliner à l'échelle d'Euskal Herria	29
3) Lier la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre la précarité	30
4) Changeons d'échelle de valeurs ! Une démarche libératrice à construire ensemble.....	30
III Limiter l'impact de nos besoins essentiels.....	31
1) Suivre l'ordre de priorités du scénario négaWatt 2017-2050.....	31
2) Décliner ce scénario dans tous les secteurs	31
3) La CAPB et les autres collectivités locales doivent être au service de ces objectifs.....	32
4) Sobriété et efficacité, une politique bénéfique au territoire et équitable.....	32
5. Réemploi, réparation et recyclage.....	34
I L'économie linéaire, un modèle absurde et dépassé.....	34
1) La triple injonction: exploiter/consommer/jeter	34
2) Le traitement des déchets, une fausse solution	34
3) Se poser la question du sens du travail et de son organisation	35
II L'économie circulaire.....	35
1) Les piliers de l'économie circulaire	35
2) Une priorité à la prévention des déchets.....	36
3) Une économie territorialisée et une logique de coopération.....	36
4) Une mobilisation à mener à tous les niveaux	37
III Une opportunité et une urgence pour Euskal Herria	37
1) Des bénéfices multiples	38
2) Lever les freins au réemploi.....	38
3) Lever les freins à la réparation.....	39
4) Limiter l'impact de la gestion des résidus.....	39
6. Communs, solidarité et partage.....	40
I Une société insoutenable.....	40
1) Abandon international.....	40
2) Abandon local	41
II Reconstruire une solidarité en reconnectant le local.....	42
1) Solidarité internationale.....	42

2) Recréer du commun, recréer des communs.....	42
III Concrètement.....	43
1) Redistribution.....	43
2) Solidarité internationale.....	43
3) Solidarité locale	44
4) Une économie pour répondre aux besoins des gens	44
7. L'écoféminisme: pour une économie soutenable et juste.	46
I Les racines communes de l'économie moderne, de la domination masculine et du saccage des ressources	47
1) Exploitation gratuite et non reconnue.....	47
2) Cette exploitation aveugle menace le renouvellement de la vie.....	47
3) Premières victimes: les femmes, et principalement les plus pauvres	48
II Une économie qui remet au centre le bien-vivre	48
1) Intégrer la justice femmes-hommes.....	49
2) Intégrer l'écodépendance	49
3) Intégrer l'interdépendance	49
4) Valoriser un modèle économique éthique :.....	49
III Problème mondial, réponses territoriales	50
1) Revenir à une empreinte écologique viable.....	50
2) Valoriser, rendre visible et viable le travail de soin	50
8. Relocalisation.....	51
I La relocalisation, une reconquête de nos souverainetés.....	51
1) Relocaliser pour (re)devenir des acteurs de notre propre développement.....	51
2) Une relocalisation qui doit toucher tous les domaines	51
3) Relocaliser pour plus de résilience	52
4) Une relocalisation ouverte	53
II La relocalisation, c'est maintenant !.....	54
1) Lutter contre l'uniformisation	54
2) Revendiquer les moyens institutionnels adaptés à la relocalisation	55
3) Mettre la commande publique au service des circuits courts de proximité.....	55
4) Combattre l'hégémonie des grandes surfaces	55
5) Soutenir les espaces collaboratifs	56
III L'Eusko, un outil majeur au service de la relocalisation	56
1) Se réapproprier la monnaie	56
2) Comprendre et agir	57
3) Un combat collectif.....	57
9. Énergies renouvelables	58
I Responsabiliser la consommation et la reconnecter au territoire.....	58
1) Une consommation énergétique irresponsable	58
2) En Iparralde, un volontarisme affiché mais un état des lieux inquiétant	59
3) D'importantes marges de progression possibles	59
II Des institutions à mettre au service la souveraineté énergétique.....	60
1) La sobriété d'abord !	60
2) Reconquérir notre souveraineté énergétique.....	61
3) Adapter les institutions aux enjeux	61
III Lutter pour une énergie citoyenne	62
1) Une participation citoyenne indispensable	62
2) Une alternative crédible	62
3) Une logique rupturiste de coopération.....	63
4) I-ENER et Enargia, une solution à portée de main !.....	63
5) Un combat collectif difficile mais crucial.....	63



Handwriting practice lines consisting of multiple horizontal lines for writing.



A series of horizontal lines for writing, starting from the top left and extending across the page. The lines are evenly spaced and cover the majority of the page area.

Bizi
20, rue des Cordeliers 64100 Bayonne
Tel : 05 59 25 65 52 - info@bizimugi.eu www.bizimugi.eu
 [@bizimugi](https://twitter.com/bizimugi)  [bizimugimendua](https://www.facebook.com/bizimugimendua)